



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 6 août 1966

Quebec, Saturday, August 6, 1966

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. If that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter, de janvier.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year, from January.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes**Adele Lingerie Mfg. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mai 1966, constituant en corporation: Hubert A. Hibbard, homme d'affaires, Kathleen Hibbard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hubert A. Hibbard, tous deux de 144, avenue Desjardins, et Ralph A. Hibbard, homme d'affaires, tous trois de Ste-Adèle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de tissus et de produits en tissu, sous le nom de « Adele Lingerie Mfg. Limited », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à rue Dumouchel, Ste-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2259-66

Alpha Personnel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, 95, chemin Dufferin, Hampstead, Nahum Gelber, 4115, avenue Jean-Brillant, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Alpha Personnel Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune

Letters Patent**Adele Lingerie Mfg. Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hubert A. Hibbard, businessman, Kathleen Hibbard, housewife, wife separate as to property of the said Hubert A. Hibbard, both of 144 Desjardins Avenue, and Ralph A. Hibbard, businessman, all three of Ste-Adèle, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "Adele Lingerie Mfg. Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Dumouchel Street, Ste-Adèle, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2259-66

Alpha Personnel Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 95 Dufferin Road, Hampstead, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant Avenue, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Alpha Personnel Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and

et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11433, rue Tardivel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2624-66

Aqua Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1966, constituant en corporation: Joseph-Émile Fregeau, gérant, Norman Donald MacLennan, Arthur Mordecai Wittenberg, tous deux ingénieurs, Salomon Rosenberg, agent de manufacturiers, Arthur Oskar Olsen, entrepreneur général, Douglas Walter Siple, administrateur, tous les six de 770, Lakeshore Drive, Dorval, et Anthony Michael Malkotsis, chimiste, 2400, Carling Drive, Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Aqua Holdings Corporation », avec un capital total de \$250,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2564-66

Beauty Seal Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1966, constituant en corporation: Vladimir Alexandre Oneskiw, docteur en chimie, 1640, rue Sherbrooke ouest, app. 3, Pierrette Champoux, journaliste, fille majeure, 2461, rue Maplewood, app. 1, et Dmytro D. Popadyneec, comptable, 3323, rue St-Zotique est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits chimiques, produits de beauté, articles de toilette et autres produits du genre, sous le nom de « Beauty Seal Quebec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1640, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2686-66

J.-A. Béliveau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes en date du 27e jour de juin 1966, constituant en corporation: J.-Arthur Béliveau, marchand, Bernadette Drolet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Arthur Béliveau, tous deux de rue Laflamme, Gérard Béliveau, marchand, 792, 7e avenue, et Lise Béliveau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Yvan Dostie, rue Laflamme-nord, tous quatre de Thetford Mines, pour les objets suivants:

36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 11433 Tardivel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2624-66

Aqua Holdings Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-Émile Fregeau, manager, Norman Donald MacLennan, Arthur Mordecai Wittenberg, both engineers, Salomon Rosenberg, manufacturers' agent, Arthur Oskar Olsen, general contractor, Douglas Walter Siple, executive, all six of 770 Lakeshore Drive, Dorval, and Anthony Michael Malkotsis, chemist, 2400 Carling Drive, Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Aqua Holdings Corporation", with a total capital stock of \$250,000, divided into 15,000 common shares of \$10 each and 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2564-66

Beauty Seal Quebec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vladimir Alexandre Oneskiw, doctor of chemistry, 1640 Sherbrooke St. West, Apt. 3, Pierrette Champoux, journalist, fille majeure, 2461 Maplewood St., Apt. 1, and Dmytro D. Popadyneec, accountant, 3323 St-Zotique St. East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in chemical products, beauty products, toiletries and other products of the same nature, under the name of "Beauty Seal Quebec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1640 Sherbrooke St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2686-66

J.-A. Béliveau limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Arthur Béliveau, merchant, Bernadette Drolet, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Arthur Béliveau, both of Laflamme St., Gérard Béliveau, merchant, 792, 7th Ave., and Lise Béliveau, housewife, wife contractually separate as to property of Yvan Dostie, Laflamme St. North, all four of Thetford Mines, for the following purposes:

Faire le commerce de toute confection de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « J.-A. Béliveau limitée », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

2668-66

**Bonbons Do Ré Mi inc.
Do Ré Mi Candy Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jean Sansoucy, avocat, 1485, boulevard Bernard ouest, Montréal, J.-Lambert Toupin, avocat, 227, Lockhart, Mont-Royal, et René Doucet, avocat, 1, rue D'Artois, Prévile, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de bonbons, gâteaux, cacao et chocolats, sous le nom de « Bonbons Do Ré Mi inc.—Do Ré Mi Candy Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

2726-66

**Boulangerie Rock Island inc.
Rock Island Bakery Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Viateur Gosselin, boulanger, Denise Monette, secrétaire, épouse dudit Viateur Gosselin, tous deux de 26, Maple, Rock Island, et André Charpentier, comptable agréé, 1071, Prospect, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, sous le nom de « Boulangerie Rock Island inc. — Rock Island Bakery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rock Island, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

1283-66

**Bourbonnière Service Station Ltd.
Station de service Bourbonnière Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, et Daniel Lazare, ces deux derniers de 1110 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Bourbonnière Service Station Ltd.—Station de service Bourbonnière Itée », avec un capital

To carry on business dealing in all wearing apparel for men, women and children, under the name of « J.-A. Béliveau limitée », with a capital stock divided into 100 common shares of no nominal value and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112

2668-66

**Bonbons Do Ré Mi inc.
Do Ré Mi Candy Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Sansoucy, advocate, 1485 Bernard Blvd. west, Montreal, J.-Lambert, Toupin, advocate, 227 Lockhart, Mount Royal, and René Doucet, advocate, 1 D'Artois St., Prévile, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of candies, cakes, cocoa and chocolates, under the name of « Bonbons Do Ré Mi inc.—Do Ré Mi Candy Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112

2726-66

**Boulangerie Rock Island inc.
Rock Island Bakery Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Viateur Gosselin, baker, Denise Monette, secretary, wife of the said Viateur Gosselin, both of 26 Maple, Rock Island, and André Charpentier, chartered accountant, 1071 Prospect, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as bakers, under the name of « Boulangerie Rock Island inc. — Rock Island Bakery Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rock Island, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112

1283-66

**Bourbonnière Service Station Ltd.
Station de service Bourbonnière Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mac M. Teitelbaum, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, and Daniel Lazare, the latter two of 1110 Sherbrooke Street West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of « Bourbonnière Service Station Ltd.—Station de service Bourbonnière Itée », with a total capital

total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2124, rue Bourbonnière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2702-66

Burton Fitch & Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1966, constituant en corporation: Maurice Steinberg, 5713, avenue Palmer, Albert Gomberg, 5740, avenue Blossom, tous deux de Côte-St-Luc, et Martin Bogante, 455, avenue Hudson, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance et agir comme agents, sous le nom de « Burton Fitch & Company Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2660-66

Les camionneurs indépendants de Lotbinière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Montminy, camionneur, St-Gilles, Roland Guérard, camionneur, St-Janvier-de-Joly, et Charles-Auguste Bernier, camionneur, Lotbinière, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de transport par camions, dans le comté de Lotbinière, sous le nom de « Les camionneurs indépendants de Lotbinière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à St-Gilles, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2682-66

Celebrities Room Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1966, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgell, Westmount, Harold Dermer, avocat, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, avocat, 5748, Eldridge, Côte-St-Luc, et Avrum Rubinger, avocat, 4530, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents de théâtre, propriétaires de théâtre, constructeurs, opérateurs et gérants, sous le nom de « Celebrities Room Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair

stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 2124 Bourbonnière Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2702-66

Burton Fitch & Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Steinberg, 5713 Palmer Avenue, Albert Gomberg, 5740 Blossom Avenue, both of Côte-St-Luc, and Martin Bogante, 455 Hudson Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and to act as agents, under the name of "Burton Fitch & Company Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2660-66

Les camionneurs indépendants de Lotbinière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lucien Montminy, trucker, St-Gilles, Roland Guérard, trucker, St-Janvier-de-Joly, and Charles-Auguste Bernier, trucker, Lotbinière, for the following purposes:

To group into an association the persons engaged in trucking in the county of Lotbinière, under the name of "Les camionneurs indépendants de Lotbinière inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at St-Gilles, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2682-66

Celebrities Room Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgell Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, advocate, 5748 Eldridge, Côte-St-Luc, and Avrum Rubinger, advocate, 4530 Côte-des-Neiges Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as theatrical agents, theatre proprietors, builders, operators and managers, under the name of "Celebrities Room Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1

de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7965, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2695-66

Charbonnerie St-Laurent inc.
St. Lawrence Fuel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mai 1966, autorisant la fusion de la compagnie « Charbonnerie St-Laurent cie ltée — St. Lawrence Fuel Co. Ltd. », et la compagnie « E. Bureau & cie ltée », toutes deux constituées en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées, respectivement, du 18 mars 1960 et du 7 juin 1923, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du pétrole, du gaz naturel, de l'hydrocarbure et d'autres gaz connexes, avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Charbonnerie St-Laurent inc.—St. Lawrence Fuel Inc. ».

Le siège social de la compagnie est dans la cité de Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2620-66 — 1328-5

Club La Ruche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Ghislain Bouchard, estimateur, 2001, Hocquart, Ste-Foy, Rémi Grenier, technicien, 156, St-Joseph, Loretteville, et Paul-É. Pelletier, commis de bureau, 755, Désy, Québec, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club La Ruche inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 878, rue St-Augustin, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-0 2645-66

Comité de bienfaisance
de St-Georges-de-Malbaie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Sweeney, chauffeur, Rita Cabot, ménagère, épouse commune en biens dudit Ernest Sweeney, Révérend Marcel Trudeau, prêtre curé, Alphonse Cabot, menuisier, Majorique Carbonneau, pêcheur, Ludger Ste-Croix, livreur, Rolande Comeau, ménagère, épouse commune en biens de Ernest Dumas, Jeanne Cabot, secré-

each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 7965 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-0 2695-66

Charbonnerie St-Laurent inc.
St. Lawrence Fuel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Charbonnerie St-Laurent cie ltée — St. Lawrence Fuel Co. Ltd." and "E. Bureau & cie ltée", both incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated, respectively, March 18, 1960, and June 7, 1923, for the following purposes:

To deal in petroleum and natural gas and related hydrocarbons and all other gases, with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of the par value of \$100 each.

The name of the new company is "Charbonnerie St-Laurent inc.—St. Lawrence Fuel Inc.".

The head office of the company is in the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-0 2620-66 — 1328-5

Club La Ruche inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ghislain Bouchard, estimator, 2001 Hocquart, Ste-Foy, Rémi Grenier, technician, 156 St-Joseph, Loretteville, and Paul-É. Pelletier, office clerk, 755 Désy, Quebec, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Club La Ruche inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at 878 St-Augustin St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2645-66

Comité de bienfaisance
de St-Georges-de-Malbaie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ernest Sweeney, chauffeur, Rita Cabot, housewife, wife common as to property of the said Ernest Sweeney, Reverend Marcel Trudeau, priest pastor, Alphonse Cabot, joiner, Majorique Carbonneau, fisherman, Ludger Ste-Croix, deliveryman, Rolande Comeau, housewife, wife common as to property of Ernest Dumas, Jeanne

taire, épouse commune en biens de Donatien Dion, et Léandre Chicoine, sectionnaire, tous neuf de St-Pierre-de-la-Malbaie No 2, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité de bienfaisance de St-Georges-de-Malbaie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation est à St-Pierre-de-la-Malbaie No 2, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 1384-66

René Côté, fourrures inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1966, constituant en corporation: René Côté, coureur, Denise Lajoie, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Côté, tous deux de 8368, Place Croissy, Anjou, et Gilles Allard, fourreur, 1085, Dover Drive, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fourreurs, sous le nom de « René Côté, fourrures inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2604-66

Desco Automotive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1966, constituant en corporation: Pierre Chèvrefils, avocat, 19, boulevard Youville, Marcel Masson, notaire, 40, Beauchamp, Nicole Martin, secrétaire, épouse de Florian Morelli, 96, Lasalle, tous trois de Châteauguay, et Michèle Laberge, secrétaire, épouse de Jacques Saindon, 83, St-Charles, Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers et faire le commerce d'automobiles, de moteurs, d'engins, de machines, carburateurs, pièces et accessoires, sous le nom de « Desco Automotive Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$5 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 147, boulevard St-Jean-Baptiste, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2648-66

Edco Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1966, constituant en corporation: Joseph Bernard Billard, Jacques Verdy, tous deux notaires, Louis O. Cadotte, gérant, et Monique Billard, secrétaire, célibataire, tous quatre de 715, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Cabot, secretary, wife common as to property of Donatien Dion, and Léandre Chicoine, section head, all nine of St-Pierre-de-la-Malbaie, No. 2, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Comité de bienfaisance de St-Georges-de-Malbaie".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation is at St-Pierre-de-la-Malbaie, No. 2, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 1384-66

René Côté, fourrures inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Côté, furrier, Denise Lajoie, housewife, wife separate as to property of the said René Côté, both of 8368 Place Croissy, Anjou, and Gilles Allard, furrier, 1085 Dover Drive, Laval, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "René Côté, fourrures inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2604-66

Desco Automotive Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Chèvrefils, advocate, 19 Youville Blvd., Marcel Masson, notary, 40 Beauchamp, Nicole Martin, secretary, wife of Florian Morelli, 96 Lasalle, all three of Châteauguay, and Michèle Laberge, secretary, wife of Jacques Saindon, 83 St-Charles, Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, and to deal in automobiles, motors, engines, machines carburators, parts and accessories, under the name of "Desco Automotive Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$5 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of \$5 each.

The head office of the company is at 147 St-Jean-Baptiste Blvd., Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2648-66

Edco Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Bernard Billard, Jacques Verdy, both notaries, Louis O. Cadotte, manager, and Monique Billard, secretary, spinster, all four of 715 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Edeco Construction Co. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair et 4,500 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 728, 16^e avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

2700-66

Esa Films Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Lewis Batshaw, avocat, 5184, Westbury, Henry Pesner, comptable agréé, 4721, Dornal, tous deux de Montréal, Frederick L. Solomon, avocat, 4685, Westmount, Westmount, et Emma Giagnacovo, secrétaire, célibataire, 4676, Alexander, Pierrefonds, pour pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et effets, sous le nom de « Esa Films Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

2609-66

H. L. Garber & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat et conseil en Loi de la reine, 3555, Côte-des-Neiges, Montréal, Marvin Riback, avocat et conseil en Loi de la reine, 5621, avenue Palmer, et Jacob L. Rothman, avocat, 7920, chemin Kingsley, ces deux derniers de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et aviseurs en général dans la gestion et l'administration de toute entreprise commerciale et organisation industrielle, sous le nom de « H. L. Garber & Associates Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 790, boulevard Laurentien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

2613-66

Gould's Packaging Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mai 1966, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, Banstead, Montréal Ouest, Samuel H. Shriar, 2445, Valade, St-Laurent, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles d'emballage de toute nature, sous le nom de « Gould's Packag-

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Edeco Construction Co. Ltd.", with a capital stock divided into 100 common shares without par value and 4,500 class "A" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 728, 16th Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

2700-66

Esa Films Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lewis Batshaw, advocate, 5184 Westbury, Henry Pesner, chartered accountant, 4721 Dornal, both of Montreal, Frederick L. Solomon, advocate, 4685 Westmount, Westmount, and Emma Giagnacovo, secretary, spinster, 4676 Alexander, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "Esa Films Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

2609-66

H. L. Garber & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, advocate and Queen's Counsel, 3555 Côte-des-Neiges, Montreal, Marvin Riback, advocate and Queen's Counsel, 5621 Palmer Avenue, and Jacob L. Rothman, advocate, 7920 Kingsley Road, the latter two of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in general to the management and executives of any commercial enterprise or industrial organization, under the name of "H. L. Garber & Associates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 790 Laurentien Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

2613-66

Gould's Packaging Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead, Montreal West, Samuel H. Shriar, 2445 Valade, St-Laurent and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To deal in packaging materials of any nature, under the name of "Gould's Packaging Industries

ing Industries Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 15,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2179-66

Guy Barber Shop Inc.
Salon de barbier Guy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1966, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en Loi de la reine, 5765, chemin Côte-St-Luc, app. 510, Hampstead, Nina Krolik, secrétaire, célibataire, d'âge majeur, 3900, Bouchette, app. 20, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Administrer des salons de barbier, sous le nom de « Guy Barber Shop Inc.—Salon de barbier Guy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2638-66

Hôtel Continental (Val d'Or) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1966, constituant en corporation: Pierre Lalonde, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalonde, tous deux de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Claude Leblanc, avocat, 1610, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, bars et restaurants, sous le nom de « Hôtel Continental (Val-d'Or) Itée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 932, 3e avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 1540-66

Les Industries Dorion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1966, constituant en corporation: Paul Brabant, commerçant, Denis Brabant, rentier, tous deux de 160, rue Valois, Dorion, et Robert Coolidge, comptable agréé, 10450, Place Prieur, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Industries Dorion inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 class "A" shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each and 15,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2179-66

Guy Barber Shop Inc.
Salon de barbier Guy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5765 Côte-St-Luc Road, Apt. 510, Hampstead, Nina Krolik, secretary, spinster of the full age of majority, 3900 Bouchette, Apt. 20, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To operate barber shops, under the name of "Guy Barber Shop Inc.—Salon de barbier Guy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2638-66

Hôtel Continental (Val d'Or) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalonde, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalonde, both of 3000 Ste-Rose Blvd., Laval, and Claude Leblanc, advocate, 1610 Henri-Bourassa Blvd. East, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, bars and restaurants, under the name of "Hôtel Continental (Val-d'Or) Itée", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal value and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 932, 3rd Ave., Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 1540-66

Les Industries Dorion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Brabant, trader, Denis Brabant, annuitant, both of 160 Valois St., Dorion, and Robert Coolidge, chartered accountant, 10450 Place Prieur, Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Les Industries Dorion inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and 6,000 preferred shares of \$5 each.

Le siège social de la compagnie est 160, rue Valois, Dorion, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

2607-66

The head office of the company is at 160 Valois St., Dorion, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112

2607-66

Irving of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Irving Margolese, manufacturier, 329, Rosalyn, Westmount, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, app. 708, Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boulevard de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires de toute nature et de toute description, sous le nom de « Irving of Montreal Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

2577-66

Irving of Montreal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Margolese, manufacturer, 329 Rosalyn, Westmount, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, Apt. 708, Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville Boulevard, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of every nature and description, under the name of "Irving of Montreal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

2577-66

King Optical Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de juin 1966, constituant en corporation: John Joseph Pepper, 3637, Le Boulevard, Westmount, Roland Durand, 234, Forestwood Drive, Rosemere, Jean-Guy Riopel, 5850, place Decelles, Montréal, John R. Laffoley, 204, avenue Kindersley, Mont Royal, et Stephen R. Cuddihy, 3910, rue Nina, Laval, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises pour l'optique, sous le nom de « King Optical Quebec Inc. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair, 250 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

2612-66

King Optical Quebec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Joseph Pepper, 3637 The Boulevard, Westmount, Roland Durand, 234 Forestwood Drive, Rosemere, Jean-Guy Riopel, 5850 Place Decelles, Montreal, John R. Laffoley, 204 Kindersley Avenue, Mount Royal, and Stephen R. Cuddihy, 3910 Nina Street, Laval, all five advocates, for the following purposes:

To deal in optical goods, under the name of "King Optical Quebec Inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without par value, 250 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each and 150 class "B" preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

2612-66

Kiwanis Club of Lakeshore Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Glenford Irvine, vendeur, 3493, Belmore, Montréal, Wilfred Albert Mills, vendeur, 118, chemin Maywood, Pointe-Claire, Don Loiselle, 203, Des Hêtres, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, Cameron Leamy, 30, Crillon, Dollard-des-Ormeaux, et Marvin B. Gameroff, 945, 39^e Avenue, Lachine, ces trois derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Organiser, établir, promouvoir, conduire et gérer un Club Kiwanis, sous le nom de « Kiwanis Club of Lakeshore Montreal Inc. ».

Kiwanis Club of Lakeshore Montreal Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Glenford Irvine, salesman, 3493 Belmore, Montreal, Wilfred Albert Mills, salesman, 118 Maywood Road, Pointe-Claire, Don Loiselle, 203 Des Hêtres, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, Cameron Leamy, 30 Crillon, Dollard-des-Ormeaux, and Marvin B. Gameroff, 945, 39th Avenue, Lachine, the latter three executives, for the following purposes:

To organize, establish, promote, conduct and manage a Kiwanis Club, under the name of "Kiwanis Club of Lakeshore Montreal Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 910, 47e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 3708-65

C. J. Kyle Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1966, constituant en corporation: David Crockett, comptable agréé, 36, rue Principale, Danville, Gérard Desmarais, avocat, 477, LaSapinière, et Claudette Vachon, secrétaire, célibataire, 1040, Princess, ces deux derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et exercer les affaires de garagistes, sous le nom de « C. J. Kyle Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 147, Châteauguay, Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2267-66

La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1966, constituant en corporation comme une compagnie régie par ladite loi « La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc. », constituée le 1er décembre 1965, en vertu de la Loi des Clubs de Pêche et de Chasse, pour les objets suivants:

Aider à la mise en vigueur de la loi et des règlements concernant la protection du poisson et du gibier; exploiter des établissements pour le poisson et le gibier et exercer le commerce de fournisseurs, sous le nom de « La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Barrière, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2257-66 — 1326/74

Fred A. Lallemand construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1966, constituant en corporation: Fred A. Lallemand, constructeur, 1170, rue Bois Franc, St-Laurent, J.-René Paiement, 112, 9e Rue, Roxboro, et Jean-Marie Brassard, 11778, rue De Tracy, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Fred A. Lallemand construction Itée », avec

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at 910, 47th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 3708-65

C. J. Kyle Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Crockett, chartered accountant, 36 Main Street, Danville, Gérard Desmarais, lawyer, 477 LaSapinière, and Claudette Vachon, secretary, spinster, 1040 Princess, the latter two of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "C. J. Kyle Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 147 Châteauguay, Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2267-66

La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating as a company governed by the said Act "La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc.", constituted on December 1, 1965, under the Fish and Game Clubs Act, for the following purposes:

To aid in the enforcement of the law and regulations for the protection of fish and game; to operate fish and game establishments and to carry on the business of outfitters, under the name of "La Barrière Fish & Game Club (1965) Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Barrière, Berthier county, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2257-66 — 1326/74

Fred A. Lallemand construction Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fred A. Lallemand, builder, 1170 Bois Franc St., St-Laurent, J.-René Paiement, 112, 9th St., Roxboro, and Jean-Marie Brassard, 11778 De Tracy St., Montreal, the two latter advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Fred A. Lallemand construction Itée", with a total

un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1170, rue Bois Franc, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2633-66

Ligue Régionale de balle molle Sénior de la Rive Sud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Julien, vendeur, 77, Barras, Julien Bussière, chef de bureau, 16-A, Hypolite-Bernier, Roger Guay, vendeur, 93, boulevard Jacques-Cartier, tous trois de Lauzon, Jean-Marie Carlos, assistant-contremaître, 18, St-Robert, St-Romuald-d'Etchemin, Wallace Sheedy, entrepreneur électricien, 18, Jalbert, Paul-Henri Vien, typographe, 90, St-Augustin, et Benoit Lemieux, chef de service, 57, Champagnat, ces trois derniers de Lévis, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Ligue Régionale de balle molle Sénior de la Rive Sud inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2706-66

Jean Loïselle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jean Loïselle, publiciste, 10925, St-Laurent, Montréal, Cécile Corbeil, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6580, 26^e avenue, Montréal, et Pierre Thomas, avocat, 250, des Écores, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Jean Loïselle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2673-66

Loisirs de Natashquan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Landry, marchand, Natashquan (Pointe Parent), Dr Roger Martineau, médecin, et John Landry, maire, ces deux derniers de Natashquan, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs de Natashquan inc. ».

capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1170 Bois Franc St., St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2633-66

Ligue Régionale de balle molle Sénior de la Rive Sud inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Fernand Julien, salesman, 77 Barras, Julien Bussière, head clerk, 16-A Hypolite-Bernier, Roger Guay, salesman, 93 Jacques-Cartier Blvd., all three of Lauzon, Jean-Marie Carlos, assistant-foreman, 18 St-Robert, St-Romuald-d'Etchemin, Wallace Sheedy, electrical contractor, 18 Jalbert, Paul-Henri Vien, typographer, 90 St-Augustin, and Benoit Lemieux, head of service, 57 Champagnat, the three latter of Lévis, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Ligue Régionale de balle molle Sénior de la Rive Sud inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Lauzon, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2706-66

Jean Loïselle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Loïselle, publicist, 10925 St-Laurent, Montréal, Cécile Corbeil, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 6580, 26th Ave., Montreal, and Pierre Thomas, advocate, 250 des Écores, Laval, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with entertainment, under the name of "Jean Loïselle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2673-66

Loisirs de Natashquan inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Landry, merchant, Natashquan (Pointe Parent), Dr. Roger Martineau, physician, and John Landry, mayor, the two latter of Natashquan, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Loisirs de Natashquan inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Natashquan, district judiciaire de Haute-riève.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2525-66

Le Prêt d'honneur du diocèse de Saint-Hyacinthe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Roger-N. Giroux, agronome, 675, rue St-François, Granby, Charles-A. Gauthier, agent vendeur, 3200, rue Monseigneur Courchesne, Tracy, et J.-Robert Bilodeau, directeur général, 3995, Louvigny, Douville, pour les objets suivants:

Venir en aide aux étudiants peu fortunés et de talent reconnu pour leur permettre d'entreprendre et de poursuivre des études supérieures, sous le nom de « Le Prêt d'honneur du diocèse de Saint-Hyacinthe inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2728-66

M-Four Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1966, constituant en corporation: Martin Greenspon, consultant administrateur, 20134, chemin Lakeshore, Baie-d'Urfé, André-L. Verdier, consultant administrateur, 2683, rue Keller, St-Laurent, Norman N. Genser, avocat et conseil en Loi de la reine, 1545, McGregor, Montréal, Sydney Phillips, avocat et conseil en Loi de la reine, 5616, Palmer, et Wolfe M. Friedman, avocat, 5750, avenue Smart, ces deux derniers de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Agir en qualité de consultants et agents pour toutes entreprises commerciales, sous le nom de « M-Four Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2483-66

Donald McDuff inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1966, constituant en corporation: Donald McDuff, courtier d'assurance, Diane Sauvé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Donald McDuff, tous deux de 973, Fréchette, Gilles Lecuyer, administrateur, tous trois de Laval, Normand

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Natashquan, judicial district of Haute-riève.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2525-66

Le Prêt d'honneur du diocèse de Saint-Hyacinthe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger-N. Giroux, agronomist, 675 St-François St., Granby, Charles-A. Gauthier, agent-salesman, 3200 Monseigneur Courchesne St., Tracy, and J.-Robert Bilodeau, director general, 3995 Louvigny, Douville, for the following purposes:

To come to the aid of students of little means but with recognized talent to permit them to undertake and follow higher studies, under the name of "Le Prêt d'honneur du diocèse de Saint-Hyacinthe inc."

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Douville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2728-66

M-Four Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Martin Greenspon, executive consultant, 20134 Lakeshore Road, Baie-d'Urfé, André-L. Verdier, executive consultant, 2683 Keller Street, St-Laurent, Norman N. Genser, advocate and Queen's Counsel, 1545 McGregor, Montreal, Sydney Phillips, advocate and Queen's Counsel, 5616 Palmer, and Wolfe M. Friedman, advocate, 5750 Smart Avenue, the latter two of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprise, under the name of "M-Four Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares having a par value of \$10 each, 1,500 preferred shares having a par value of \$10 each and 5,000 class "A" shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2483-66

Donald McDuff inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald McDuff, insurance broker, Diane Sauvé, housewife, wife separate as to property of said Donald McDuff, both of 973 Fréchette, Gilles Lecuyer, executive, all three of Laval, Normand Forgues, executive

Forgues, administrateur, Place LeCid, Repentigny, et Gabriel McDuff, courtier d'assurance, 33, 81^e Avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Donald McDuff inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 973, rue Fréchette, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

1965-66

Parkway Papers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat, 3555, Côte-des-Neiges, Muriel Fishman, secrétaire, célibataire, 5185, avenue Victoria, tous deux de Montréal, Jacob L. Rothman, 7920, chemin Kingsley, et Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, ces deux derniers avocats, de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de papier et de produits de papier, sous le nom de « Parkway Papers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9001, boulevard Parkway, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

2696-66

Plan d'Accommodation Salaberry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Marcel Leduc, garagiste, Noëlla Paquette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Leduc, tous deux de Coteau-du-Lac, Gérald Boyer, marchand, et Gisèle Clermont, ménagère épouse séparée de biens dudit Gérald Boyer, ces deux derniers de 117, St-Thomas, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Plan d'Accommodation Salaberry inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Coteau-du-Lac, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

1424-66

Price Lumber Company Limited La Compagnie de bois Price limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Louis D. Cannon, avocat, et conseil en Loi de la reine, 2120, rue Brûlart, Sillery, Corinne Arsenaault, secrétaire,

Place LeCid, Repentigny, and Gabriel McDuff, insurance broker, 33, 81st Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Donald McDuff inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 973 Fréchette Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112

1965-66

Parkway Papers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, advocate, 3555 Côte-des-Neiges, Muriel Fishman, secretary, spinster, 5185 Victoria Avenue, both of Montreal, Jacob L. Rothman, 7920 Kingsley Road, and Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, the latter two advocates, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in paper and paper products of all kinds, under the name of "Parkway Papers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9001 Parkway Boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

2696-66

Plan d'Accommodation Salaberry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Leduc, garage keeper, Noëlla Paquette, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Leduc, both of Coteau-du-Lac, Gérald Boyer, merchant, and Gisèle Clermont, housewife, wife separate as to property of the said Gérald Boyer, the latter two of 117 St-Thomas, Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Plan d'Accommodation Salaberry inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Coteau-du-Lac, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112

1424-66

Price Lumber Company Limited La Compagnie de bois Price limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis D. Cannon, advocate and Queen's Counsel, 2120 Brûlart Street, Sillery, Corinne Arsenaault, secretary, widow of Jean-

veuve de Jean-Paul Bergeron, 9615, Place Blouin, Charlesbourg, Joséphine Morin, secrétaire, célibataire, 165, est, Grande Allée, Québec, Gabrielle Bouchard, secrétaire, célibataire, 8, Place Terrasse-Dufferin, Québec, Mathilde Souillard, secrétaire, célibataire, 705, Chemin Ste-Foy, et Ginette Deslauriers, secrétaire, célibataire, 185, 68e Rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois et de produits de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Price Lumber Company Limited — La Compagnie de bois Price limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112 2632-66

**Publicité Montréal '67 Itée
Advertising Montreal '67 Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1966, constituant en corporation: Claude-E. Ledue, 105, avenue Beverley, Jean Lefrançois, 51, Roosevelt, tous deux avocats, de Mont-Royal, et Mariette Dupré, secrétaire, fille majeure, 6550, 19e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Publicité Montréal '67 Itée — Advertising Montreal '67 Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2722, rue Baker, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2572-66

Restaurant Croissant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1966, constituant en corporation: Georges Dulude, restaurateur, 12384, rue Parent, Pointe-aux-Trembles, Roland Boutin, ajusteur, 3058, rue Des Ormeaux, Montréal, et Claire Dulude, ménagère, épouse séparée de biens de Léopold Hébert, 3620, Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Croissant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,950 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8630, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2295-66

Eugène Rodrigue construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Paul Bergeron, 9615 Place Blouin, Charlesbourg, Joséphine Morin, secrétaire, spinster, 165 Grande Allée East, Quebec, Gabrielle Bouchard, secretary, spinster, 8 Terrasse-Dufferin place, Quebec, Mathilde Souillard, secretary, spinster, 705 Chemin Ste-Foy, and Ginette Deslauriers, secretary, spinster, 185, 68th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in wood and wood products of all kinds and descriptions, under the name of "Price Lumber Company Limited — La Compagnie de bois Price limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 65 Ste-Anne Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2632-66

**Publicité Montréal '67 Itée
Advertising Montreal '67 Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-E. Ledue, 105 Beverley Avenue, Jean Lefrançois, 51 Roosevelt, both advocates, of Mount Royal, and Mariette Dupré, secretary, fille majeure, 6550, 19th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and advisers in publicity, under the name of "Publicité Montréal '67 Itée — Advertising Montreal '67 Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 2722 Baker Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112 2572-66

Restaurant Croissant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Dulude, restaurateur, 12384 Parent Street, Pointe-aux-Trembles, Roland Boutin, adjuster, 3058 Des Ormeaux Street, Montreal, and Claire Dulude, housewife, wife separate as to property of Léopold Hébert, 3620 Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Croissant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,950 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 8630 Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112 2295-66

Eugène Rodrigue construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Eugène Rodrigue, entrepreneur, Irène Boudreau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Eugène Rodrigue, tous deux de 6325, de Repentigny, et Jean Rodrigue, commerçant, 6300, de Repentigny, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Eugène Rodrigue construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

2674-66

Rudney Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1966, constituant en corporation: George Whelan, avocat, 201, Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, avocat, 2370, rue Noël, St-Laurent, Paul Barry Cohen, avocat, 7920, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, et Steven Kleiner, étudiant en loi, 5855, chemin Hudson, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Rudney Investment Corp. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 24,800 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2155, rue Guy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112

2533-66

Ste-Foy Snack Bar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Richard Drouin, avocat, 1780, Côte Gignac, Sillery, Gemma Demers, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Couture, 17, rue Bégin, Sainte-Hélène-de-Breakeyville, et Jean-Claude Royer, avocat, 835, des Jésuites, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Ste-Foy Snack Bar inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

2665-66

Service de pneus Tremblay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Rodrigue, contractor, Irène Boudreau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Eugène Rodrigue, both of 6325 de Repentigny, and Jean Rodrigue, merchant, 6300 de Repentigny, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Eugène Rodrigue construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112

2674-66

Rudney Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Whelan, advocate, 201 Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, advocate, 2370 Noël Street, St-Laurent, Paul Barry Cohen, advocate, 7920 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, and Steven Kleiner, law student, 5855 Hudson Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Rudney Investment Corp.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 1,000 class "A" shares of a par value of \$1 each and 24,800 class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2155 Guy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o

2533-66

Ste-Foy Snack Bar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Drouin, advocate, 1780 Côte Gignac, Sillery, Gemma Demers, secretary, wife contractually separate as to property of Gérard Couture, 17 Bégin Street, Sainte-Hélène-de-Breakeyville, and Jean-Claude Royer, advocate, 835 des Jésuites, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Ste-Foy Snack Bar inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112

2665-66

Service de pneus Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, avocat, 159, Principale, St-Romuald-d'Etchemin, et Gabrielle Vallée, avocat, fille majeure, 798, de Longpré, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce des pneus, du caoutchouc naturel ou synthétique et de la gutta-percha, sous le nom de « Service de pneus Tremblay inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

2644-66

Service des loisirs St-Yves de Duvernay

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Trépanier, pharmacien, 1045, d'Auteuil, Huguette Leroux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Charles-André Dubois, 3295, Renoir, Jacques Beauchesne, représentant, 1135, David, Guy Bourgeois, comptable, 1165, David, Jacques Neault, gérant de personnel, 1440, d'Auteuil, Roland Jolicoeur, ingénieur stationnaire, Charlotte Reneault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Jolicoeur, tous deux de 1140, Montmartre, Gisèle Létourneau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Beauchamp, 1050, Rideau, et Yolande Létourneau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Bleau, 1125, Montcalm, tous neuf de Laval, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs St-Yves de Duvernay ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

5460-65

Société de gestion Valade, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1966, constituant en corporation: Lucien Savary, comptable, 5730, de Jumonville, Lazlo Mayer, assistant-contremaître, 2371, Hampton, tous deux de Montréal, et John P. Martin, contremaître, 644, 2e avenue, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et de gestion, sous le nom de « Société de gestion Valade, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,800 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

the 21st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Michaud, advocate, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, advocate, 159 Main, St-Romuald-d'Etchemin, and Gabrielle Vallée, advocate, fille majeure, 798 de Longpré, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in tires, natural or synthetic rubber and gutta-percha, under the name of "Service de pneus Tremblay inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112

2644-66

Service des loisirs St-Yves de Duvernay

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Trépanier, pharmacist, 1045 d'Auteuil, Huguette Leroux, housewife, wife contractually separate as to property of Charles-André Dubois, 3295 Renoir, Jacques Beauchesne, representative, 1135 David, Guy Bourgeois, accountant, 1165 David, Jacques Neault, personnel manager, 1440 d'Auteuil, Roland Jolicoeur, stationary engineer, Charlotte Reneault, housewife, wife separate as to property of the said Roland Jolicoeur, both of 1140 Montmartre, Gisèle Létourneau, housewife, wife contractually separate as to property of Lucien Beauchamp, 1050 Rideau, and Yolande Létourneau, housewife, wife contractually separate as to property of Robert Bleau, 1125 Montcalm, all nine of Laval, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Service des loisirs St-Yves de Duvernay".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112

5460-65

Société de gestion Valade, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Savary, accountant, 5730 de Jumonville, Lazlo Mayer, assistant foreman, 2371 Hampton, both of Montreal, and John P. Martin, foreman, 644, 2nd Ave., Verdun, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de gestion Valade, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 3,800 preferred class "A" shares of \$10 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 3550, St-Antoine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2701-66

Sonavision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de juin 1966, constituant en corporation: James Alexander Robb, avocat, 9, avenue Renfrew, Westmount, June O'Neill, 11236, Jules-Paul Tardivel, Montréal Nord, et Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de réclames commerciales, oeuvres musicales, pièces de théâtre, films de vues animées, productions pour la radio, la télévision ou autres, sous le nom de « Sonavision Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5550 avenue Trent, suite 206, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2703-66

South Shore Colts

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Seymour Machlovitch, 3495, rue Mountain, app. 708, Clarence Rosenhek, 3435, rue Drummond, app. 91, tous deux avocats, Micheline Hénault, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston Hénault, 2860, Ekers, app. 208, Moe Neuer, étudiant en droit, 4700, Bourret, app. 101, Hyman Harris, comptable agréé, 3460, Simpson, tous cinq de Montréal, Marvin Rosenhek, avocat, 335, Grenfell, Mont Royal, Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, Bernice Budman, secrétaire, épouse séparée de biens de Reubin Budman, 295, Alexis-Nihon, app. 207, St-Laurent, Richard Lauzon, souscripteur à forfait, 348, Amsterdam, Dollard-des-Ormeaux, Norman Cohen, comptable agréé, 95, Lepage, Dorval, et John Richards, souscripteur à forfait d'assurance-vie, 122, de Touraine, Préville, pour les objets suivants:

Maintenir et diriger un club athlétique, sous le nom de « South Shore Colts ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

16112 2319-66

Vic Store Fixtures Inc.

Vic mobiliers de magasin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 24^e jour de mai 1966,

The head office of the company is at 3550 St-Antoine, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112 2701-66

Sonavision Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Alexander Robb, advocate, 9 Renfrew Avenue, Westmount, June O'Neill, 11236 Jules-Paul Tardivel, Montreal North, and Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in commercial advertisements, musical productions, theatrical plays, moving pictures, television or radio or other productions, under the name of "Sonavision Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is 5550 Trent Avenue, Room 206, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2703-66

South Shore Colts

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Seymour Machlovitch, 3495 Mountain Street, Apt. 708, Clarence Rosenhek, 3435 Drummond Street, Apt. 91, both advocates, Micheline Hénault, secretary, wife separate as to property of Gaston Hénault, 2860 Ekers, Apt. 208, Moe Neuer, law student, 4700 Bourret, Apt. 101, Hyman Harris, chartered accountant, 3460 Simpson, all five of Montreal, Marvin Rosenhek, advocate, 335 Grenfell, Mount Royal, Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, Bernice Budman, secretary, wife separate as to property of Reubin Budman, 295 Alexis-Nihon, Apt. 207, St-Laurent, Richard Lauzon, underwriter, 348 Amsterdam, Dollard-des-Ormeaux, Norman Cohen, chartered accountant, 95 Lepage, Dorval, and John Richards, life underwriter, 122 de Touraine, Préville, for the following purposes:

To maintain and conduct and athletic club, under the name of "South Shore Colts".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2319-66

Vic Store Fixtures Inc.

Vic mobiliers de magasin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, autho-

autorisant la fusion de « Vic Store Equipment Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21 décembre 1959, et « Vic Steel Store Fixtures Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 19 décembre 1960, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement d'hôtels, motels, restaurants et magasins, sous le nom de « Vic Store Fixtures Inc.—Vic mobiliers de magasin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2139-66 — 1328/25

**Western Industrial Park Inc.
Parc industriel de l'Ouest inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1966, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat et conseil en Loi de la reine, 32, Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, Alan Zebulon Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, et Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5327A, Prince de Galles, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer un parc industriel, sous le nom de « Western Industrial Park Inc.—Parc industriel de l'Ouest inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112 2538-66

rizant la amalgamation de «Vic Store Equipment Inc.», incorporated by letters patent dated December 21, 1959, and «Vic Steel Store Fixtures Co. Ltd.», incorporated by letters patent dated December 19, 1960, all the aforementioned letters patent having been issued pursuant to said Part I of the Quebec Companies Act, for the following purposes:

To carry on business dealing in hotel, motel, restaurant and store equipment, under the name of «Vic Store Fixtures Inc.—Vic mobiliers de magasin inc.», with a total capital stock of \$100,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the province.

16112 2139-66 — 1328/25

**Western Industrial Park Inc.
Parc industriel de l'Ouest inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate and Queen's Counsel, 32 Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, advocate, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, Alan Zebulon Golden, advocate, 4067 Vendôme Avenue, and Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5327A Prince of Wales, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate an industrial park, under the name of «Western Industrial Park Inc.—Parc industriel de l'Ouest inc.», with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 90,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o 2538-66

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

**Alimentation Canadiana Itée
Canadiana Foods Ltd.**

**Alimentation Canadiana Itée
Canadiana Foods Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mai 1966, à la compagnie « V. Dagenais & fils inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mai 1960, 1° changeant son nom en celui de « Alimentation Canadiana Itée — Canadiana Foods Ltd. »; 2° convertissant ses 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 200 actions classe « B » de \$100 chacune; 3° augmentant son capital de \$40,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions classe « A » de \$10 chacune et 100 actions classe « B » de \$100 chacune.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to «V. Dagenais & fils inc.», incorporated by letters patent dated the 12th day of May, 1960, 1. changing its name to that of «Alimentation Canadiana Itée — Canadiana Foods Ltd.»; 2. converting its 200 common shares of \$100 each into 200 class «B» shares of \$100 each; 3. increasing its capital stock from \$40,000 to \$200,000, the additional share capital being divided into 15,000 class «A» shares of \$10 each and 100 class «B» shares of \$100 each.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 11915-60 — 1327/121

Bérubé & Nadeau inc.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112 11915-60 — 1327/121

Bérubé & Nadeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent,

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9^e jour de juin 1966, à la compagnie « Charrier & Dugal inc. », constituée par lettres patentes en date du 18^e jour de juin 1952, changeant son nom en celui de « Bérubé & Nadeau inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 9370-52 — 1327/75

Carrières Montmagny, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23^e jour de juin 1966, à la compagnie « Carrières Montmagny, inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,200 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 1724-63 — 132/84

Centre Marie-Vincent

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 7^e jour de juin 1966, à la corporation « Service social scolaire Sainte-Croix », constituée en corporation le 20^e jour de juillet 1964, changeant son nom en celui de « Centre Marie-Vincent ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 3153-64 — 1326/35

Centre sportif Le Bucheron inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé, des lettres patentes supplémentaires en date du 7^e jour de juin 1966, à la corporation « Centre sportif Le Bucheron inc. », 1^o étendant ses pouvoirs; 2^o augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de \$100,000 à \$300,000.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 11672-57 — 1326/8

Couillard Entreprises (Division maritime) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de juin 1966, à la compagnie « Couillard Entreprises (Division maritime) inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 3008-64 — 1327/122

Dyson & Armstrong Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7^e jour de juin 1966, à la compagnie « Dyson & Armstrong Limited », augmentant son capital de

bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Charrier & Dugal inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of June, 1952, changing its name to that of "Bérubé & Nadeau inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112 9370-52 — 1327/75

Carrières Montmagny, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Carrières Montmagny, inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$150,000, the additional share capital being divided into 2,200 common shares of \$50 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112 1724-63 — 132/84

Centre Marie-Vincent

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service social scolaire Sainte-Croix", incorporated on the 20th day of July, 1964 changing its name to that of "Centre Marie-Vincent".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112 3153-64 — 1326/35

Centre sportif Le Bucheron inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Centre sportif Le Bucheron inc.", 1. extending its powers; 2. increasing the amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited from \$100,000 to \$300,000.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112 11672-57 — 1326/8

Couillard Entreprises (Division maritime) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Couillard Entreprises (Division maritime) inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112 3008-64 — 1327/122

Dyson & Armstrong Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dyson & Armstrong Limited", increasing its capital from \$100,000 to \$250,000,

\$100,000 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112 5438-47 — 1327/60

Éditions Joliette limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de juin 1966, à la compagnie « Éditions Joliette limitée », 1° augmentant son capital de \$60,000 à \$120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune. 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 7323-49 — 1328/10

Les Entreprises Lechasseur, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « Les Entreprises Lechasseur, limitée », augmentant son capital de \$5,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 3333-39 — 1326/39

Les Entreprises Rebel Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de février 1966, à la compagnie « Les Entreprises Rebel Itée », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o 2229-65 — 1326/62

Louis M. Gomberg Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de juin 1966, à la compagnie « The London Hat & Cap Mfg. Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Louis M. Gomberg Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112 14478-62 — 1327/77

M. Goodman & Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de juin 1966, à la compagnie « M. Goodman & Co. Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112 10980-61 — 1327/78

the additional capital stock being divided into 15,000 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

16112-o 5438-47 — 1327/60

Éditions Joliette limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Éditions Joliette limitée", 1. increasing its capital from \$60,000 to \$120,000, the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of \$100 each; 2. modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

16112 7323-49 — 1328/10

Les Entreprises Lechasseur, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises Lechasseur, limitée", increasing its capital from \$5,000 to \$100,000, the additional capital-stock being divided into 9,500 common shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

16112 3333-39 — 1326/39

Les Entreprises Rebel Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises Rebel Itée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

16112 2229-65 — 1326/62

Louis M. Gomberg Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The London Hat & Cap Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 5th day of November, 1962, changing its name to that of "Louis M. Gomberg Inc.".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

16112-o 14478-62 — 1327/77

M. Goodman & Co. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "M. Goodman & Co. Inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

16112-o 10980-61 — 1327/78

Immeubles Deschênes Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27^e jour de juin 1966, à la compagnie « Immeubles Deschênes Itée », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

10233-56 — 1327/123

Immeubles Deschênes Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Immeubles Deschênes Itée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112

10233-56 — 1327/123

Investment Bond & Share Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour de juin 1966, à la compagnie « Investment Bond & Share Corporation », 1^o réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 118,745 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune; 2^o augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.20 chacune et 260,000 actions catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair; 3^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

1155-27 — 1326/66

Investment Bond & Share Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Investment Bond & Share Corporation", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 150 preferred shares of a par value of \$100 each and into 118,745 preferred shares of a par value of \$5 each; 2. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 20,000,000 preferred shares of a par value of \$0.20 each and into 260,000 class "A" shares without nominal or par value; 3. modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

1155-27 — 1326/66

Maisonneuve Mortgage & Loan Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22^e jour de juin 1966, à la compagnie « Maisonneuve Mortgage & Loan Corp. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112-o

817-66 — 1328/17

Maisonneuve Mortgage & Loan Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Maisonneuve Mortgage & Loan Corp.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112

817-66 — 1328/17

Marketing Design Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8^e jour de juin 1966, à la compagnie « Marketing Design Limited », augmentant son capital de \$60,000 à \$160,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

11131-61 — 1326/70

Marketing Design Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Marketing Design Limited", increasing its capital from \$60,000 to \$160,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

11131-61 — 1326/70

Midland Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de juin 1966, à la compagnie « Midland Fashions Inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16112

10358-61 — 1328/18

Midland Fashions Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Midland Fashions Inc.", increasing its capital from \$100,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16112-o

10358-61 — 1328/18

**Pfizer Company Ltd.
La Compagnie Pfizer Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de juin 1966, à la compagnie « Pfizer Company Ltd.—La Compagnie Pfizer Itée », augmentant son capital de \$100,000 à \$8,800,000 le capital-actions additionnel étant divisé en 87,000 actions de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
14720-62 — 1327/124

16112

Philip's Dress Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de juin 1966, à la compagnie « Philip's Dress Co. Ltd. », augmentant son capital de \$100,000 à \$175,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15271-61 — 1326/49

16112

Snyder Automobiles (Leasing) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de juin 1966, à la compagnie « Snyder Automobiles (Leasing) Ltd. », augmentant son capital de \$50,000 à \$70,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
4039-65 — 1327/73

16112

**Pfizer Company Ltd.
La Compagnie Pfizer Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pfizer Company Ltd.—La Compagnie Pfizer Itée", increasing its capital from \$100,000 to \$8,800,000, the additional capital stock being divided into 87,000 shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14720-62 — 1327/124

16112-o

Philip's Dress Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Philip's Dress Co. Ltd.", increasing its capital from \$100,000 to \$175,000, the additional capital stock being divided into 7,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
15271-61 — 1326/49

16112-o

Snyder Automobiles (Leasing) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Snyder Automobiles (Leasing) Ltd.", increasing its capital from \$50,000 to \$70,000, the additional capital stock being divided into 20,000 preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
4039-65 — 1327/73

16112-o

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1173

Québec, le 20 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du Bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967.

ATTENDU QUE des représentations ont été faites afin que certains fonctionnaires des pays étrangers participant à l'Exposition Universelle de 1967 bénéficient de concessions fiscales durant la période de leur séjour dans la province de Québec;

ATTENDU qu'il est opportun de donner suite à ces représentations;

ATTENDU qu'il est d'intérêt général de remplacer l'arrêté en conseil numéro 1104 du 1er juin 1965.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du Revenu:

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1173

Québec, July 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain fiscal concessions to foreign Commissioners-General, members of their staff, officials of the Bureau of International Exhibitions and the Canadian Universal and International Exhibition, Montreal 1967.

WHEREAS representations have been made in order that certain officials of foreign countries participating in the 1967 Universal Exhibition may benefit by fiscal concessions during the period of their stay in the province of Quebec;

WHEREAS it is expedient to deal with these representations;

WHEREAS it is of a general interest to replace Order in Council number 1104 of June 1st, 1965.

IT IS ORDERED, CONSEQUENTLY, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

QUE soit décrété, dans ses versions française et anglaise, le règlement concernant certaines concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du Bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967 et dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

RÈGLEMENT concernant certaines concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du Bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967.

1^o Les commissaires généraux étrangers et leurs adjoints jouissent des concessions fiscales ci-après énumérées, pourvu qu'ils soient des citoyens de pays étrangers et qu'ils n'exercent pas au Canada une activité commerciale ou des fonctions autres que celles qu'ils remplissent pour ce pays étranger:

a) exemption de l'impôt sur le revenu en conformité avec les dispositions des articles 12 et 78 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu;

b) exemption des droits imposables en vertu de la Loi des droits sur les successions, sur toute transmission de biens situés dans la province acquis au cours ou à l'occasion de leur résidence dans Québec alors qu'ils remplissaient les fonctions ci-dessus mentionnées. Le Gouvernement de Québec ne mettra aucun obstacle au rapatriement des biens ainsi exonérés si le décès de telle personne a lieu pendant qu'elle remplissait les fonctions mentionnées dans le paragraphe premier;

c) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de la gasoline, par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu;

d) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu;

e) exemption du paiement d'honoraires d'enregistrement d'un véhicule de promenade exigibles en vertu du Code de la Route et suivant la procédure à être établie par le ministère des Transports et des Communications quant à l'émission des plaques d'enregistrement et au paiement du coût d'icelles;

f) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de la taxe sur les télécommunications par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu.

2^o Les concessions fiscales mentionnées aux paragraphes «a» et «b» de l'article I du présent arrêté en conseil s'appliquent aussi aux membres du personnel des Commissaires généraux étrangers ainsi qu'aux fonctionnaires du Bureau International des expositions, pourvu qu'il s'agisse de personnes non ressortissantes du Canada et qui ne résidaient pas au Canada au moment de leur nomination à ces fonctions.

3^o Les exemptions précitées sont accordées à partir de l'adoption du présent arrêté en conseil pour se terminer six mois après la fin de l'Exposition de 1967, sauf en ce qui concerne l'exemption mentionnée au paragraphe f) de l'article 1 qui aura effet rétroactivement au premier mai 1965;

THAT, in its French and English versions, the regulation concerning certain fiscal concessions to foreign Commissioners-General, members of their staff, officials of the Bureau of International Exhibitions and the Canadian Universal and International Exhibition, Montreal 1967, and whose text is annexed to the present Order in Council, be decreed.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS concerning certain fiscal concessions to foreign Commissioners-General, members of their staff, officials of the Bureau of International Exhibitions and the Canadian Universal and International Exhibition, Montreal 1967.

1. The foreign Commissioners-General and their assistants be granted the following fiscal concessions, provided that they are citizens of foreign countries and that they do not operate a business in Canada nor exercise functions other than those which they perform for such foreign country:

(a) exemption from Income Tax in conformity with the provisions of sections 12 and 78 of the Provincial Income Tax Act;

(b) exemption from duties exigible in virtue of the Succession Duties Act, on all transmissions of assets situated in the Province acquired during or upon the occasion of their residence in Québec while performing the above-mentioned functions. The Government of Québec shall not impede the repatriation of the assets thus exempted should the death of such person occur during the exercise of the functions mentioned in paragraph number one;

(c) exemption from the tax payable in virtue of the Gasoline tax Act, by way of reimbursement and according to the procedure to be determined by the Minister of Revenue;

(d) exemption from the tax payable in virtue of the Retail Sales Tax Act, by way of reimbursement and according to the procedure to be determined by the Minister of Revenue;

(e) exemption from the payment of registration fees relative to a pleasure motor vehicle as exigible under the Highway Code and according to the procedure to be determined by the Department of Transportation and Communications concerning the issuance of registration plates and the payment of the cost of such plates;

(f) exemption from the tax payable under the Telecommunications Tax Act by way of reimbursement and pursuant to the procedure to be set by the Minister of Revenue.

2. The fiscal concessions mentioned in paragraphs «a» and «b» of section 1 of the present Order in Council shall also apply to the members of the staff of the foreign Commissioners-General and to the officials of the Bureau of International Exhibitions, provided that such persons are not nationals of Canada and were not resident in Canada at the time of their appointment to.

3. The aforesaid exemptions be granted as of the date of adoption of this Order in Council and be terminated six months after the end of the Canadian World Exhibition of 1967, with the exception that exoneration from the payment of the tax payable under the Telecommunications Tax Act will be retroactive to May 1st 1965.

4° Cet arrêté en conseil remplace l'arrêté en conseil numéro 1104 du 1er juin 1965.
16137-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1174

Québec, le 20 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines concessions fiscales aux représentants non canadiens auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ATTENDU QUE des représentations ont été faites afin que les représentants de pays étrangers auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale bénéficient de concessions fiscales.

ATTENDU qu'il est opportun de donner suite à ces représentations.

ATTENDU qu'il est d'intérêt général de remplacer l'arrêté en conseil numéro 172 du 26 janvier 1965.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit décrété, dans ses versions française et anglaise, le règlement concernant certaines concessions fiscales aux représentants non canadiens auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

RÈGLEMENT concernant certaines concessions fiscales aux représentants non canadiens auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

1° L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.), le Président du Conseil, le Secrétaire Général et les cinq directeurs de l'Organisation, de même que les représentants officiels de chacune des nations faisant partie de cette société pourvu qu'ils soient des officiers de carrière non ressortissants du Canada et de la Province et qu'ils n'exercent aucune entreprise, charge ou emploi dans la Province, autre que leur fonction de représentants de la nation dont ils sont ressortissants auprès de l'Organisation, jouissent des concessions fiscales ci-après énumérées, pourvu que les pays que représentent tels officiers confèrent les privilèges similaires aux représentants de la Province auprès de tels pays:

a) exemption de l'impôt sur le revenu en conformité avec les dispositions des articles 12 et 78 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu;

b) exemption des droits imposables en vertu de la Loi des droits sur les successions, sur toute transmission de biens situés dans la province acquis au cours ou à l'occasion de leur résidence dans Québec alors qu'ils remplissaient les fonctions ci-dessus mentionnées. Le Gouvernement de Québec ne mettra aucun obstacle au rapatriement des biens ainsi exonérés si le décès de telle personne a lieu pendant qu'elle remplissait les fonctions mentionnées dans le paragraphe premier, ou dans les deux ans qui ont suivi le décès;

c) exemption des droits imposables en vertu de la Loi des droits sur les successions sur toute transmission des montants apparaissant au compte de banque d'un fonctionnaire décédé alors qu'il travaillait en dehors de la province de

4. The present Order in Council replaces Order in Council number 1104 of June 1st 1965.
16137-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1174

Québec, July 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain fiscal concessions to non-Canadian representatives to the International Civil Aviation Organization.

WHEREAS representations have been made in order that the representatives of foreign countries to the International Civil Aviation Organization may benefit by fiscal concessions.

WHEREAS it is expedient to deal with these representations;

WHEREAS it is of a general interest to replace Order in Council number 172 of January 26, 1965.

IT IS ORDERED, consequently, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT, in its French and English versions, the regulation concerning certain fiscal concessions to non-Canadian representatives to the International Civil Aviation Organization, and whose text is annexed to the present Order in Council, be decreed.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS concerning certain fiscal concessions to non-Canadian representatives to the International Civil Aviation Organization.

1. The International Civil Aviation Organization (ICAO), the President of the Organization, the Secretary-General, the five Directors of the Organization, as well as the Official Representatives of each nation member of the said Organization, who are career officers and not nationals of Canada and the Province of Quebec, who do not operate a business or fulfill a function or employment in the Province, other than their appointment on behalf of the nation which they represent, benefit from the hereinafter specified fiscal concessions, under condition that the country represented by such officials grants similar privilege to representatives of the Province in such country:

(a) Exemption from Income Tax in accordance with the Provisions of sections 12 and 78 of the Provincial Income Tax Act;

(b) Exemption from duties prescribed by the Succession Duties Act, on all transmission of assets situated in the Province which were acquired during and on the occasion of their residence in Quebec while discharging the aforesaid functions. The Government of the Province shall not impede the transfer of assets so exonerated if death of said person occurs while discharging the functions mentioned in the first paragraph, or within two years of death;

(c) Exemption from the duties prescribed by the Succession Duties Act on any transmission of amounts shown in the bank account of a deceased employee while he was employed outside the Province of Quebec for the International

Québec pour l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et qu'il était non ressortissant du Canada et de la province de Québec, lorsque ce compte de banque a été ouvert à Montréal, suivant les règlements de cette Organisation et a servi à déposer les émoluments reçus par ce fonctionnaire.

Ces montants ainsi exemptés ne devront pas être supérieurs aux émoluments reçus par ce fonctionnaire décédé durant la période de six mois précédant son décès;

(d) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi sur la gazoline, par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu;

(e) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu;

(f) exemption du paiement d'honoraires d'enregistrement d'un véhicule de promenade exigibles en vertu du Code de la Route et suivant la procédure à être établie par le ministère des Transports et Communications quant à l'émission des plaques d'enregistrement et au paiement du coût d'icelles;

(g) exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de la taxe sur les télécommunications par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le ministre du Revenu.

2° Les paragraphes « a » et « b » de l'article 1 précité s'appliquant aussi aux fonctionnaires internationaux de l'O.A.C.I. pourvu qu'il s'agisse de personnes non ressortissantes du Canada et de la Province, et que ces personnes n'exercent aucune entreprise, charge ou emploi dans la province autre que leur emploi comme fonctionnaires de l'Organisation;

3° Les exemptions précitées sont accordées à partir de l'adoption du présent arrêté en conseil, sauf en ce qui concerne l'exemption mentionnée au paragraphe « g » de l'article I qui aura effet rétroactivement au premier mai 1965;

4° Cet arrêté en conseil remplace l'arrêté en conseil numéro 172 du 26 janvier 1965.

16137-o

Civil Aviation Organization and was not a national of Canada or the Province of Quebec, when such bank account was opened in Montreal, according to the regulations of this Organization and served to deposit the salaries received by such employee.

The amounts thus exempted should not be more than the salaries received by the deceased employee during the six month period prior to his death.

(d) Exemption from the tax payable under the Gasoline Tax Act, by way of refund and pursuant to the procedure to be set by the Minister of Revenue;

(e) Exemption from the tax payable under the Retail Sales Tax Act, by way of refund and pursuant to the procedure to be set by the Minister of Revenue;

(f) Exemption from payment of the registration fees of a pleasure motor vehicle, as exigible under the Highway Code, pursuant to procedure to be set by the Department of Transportation and Communications concerning the issuing of registration plates and payment of the cost thereof.

(g) Exemption from the tax payable under the Telecommunication Tax Act by way of refund and pursuant to the procedure to be set by the Minister of Revenue.

2. The paragraphs "a" and "b" of the aforesaid section 1 also apply to international employees of ICAO, on condition that said persons are not nationals of Canada and the Province, are not operating a business and do not fulfill a function or employment other than their employment on behalf of this Organization.

3. The aforesaid exemptions are granted as of the date of adoption of this Order in Council save that the exemption provided in paragraph "g" of section I will be retroactive to May 1, 1965.

4. The present Order in Council replaces Order in Council number 172 of January 26, 1965.

16137-o

Ministère du Travail

Avis

Alimentation au détail — Coaticook

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association du détail et des services de Coaticook, Section alimentation, d'une part, et

L'Association des Commis en alimentation de Coaticook, d'autre part, pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

ARTICLE 1

Champ d'application

1.01 *Commercial*: Le présent décret s'applique à toute personne, société, association ou corpora-

Department of Labour

Notice

Retail Food Trade — Coaticook

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties listed below have petitioned him to make binding the collective labour agreement entered into between:

L'Association du détail et des services de Coaticook, section alimentation, and

L'Association des Commis en alimentation de Coaticook,

for the employers and employees of the firms and occupations concerned, according to the conditions mentioned below:

SECTION 1

Jurisdictions

1.01 *Commercial*: This decree covers any person, company, association or corporation oper-

tion qui exploite un commerce d'alimentation de détail ou un commerce d'alimentation de gros et de détail dans les limites du champ d'application territorial ci-après désigné.

1.02 *Territorial*: Le présent décret s'applique à la ville de Coaticook et à tout le territoire compris dans un rayon de huit (8) milles de ses limites.

ARTICLE 2

Durée de travail et horaire

2.01 La semaine normale de travail de tous les employés est de 44 heures et demie réparties selon l'horaire qui suit.

2.02 L'horaire de travail de chaque jour est le suivant:

Les mardi, mercredi, jeudi de 8 h 30 du matin à 6 h du soir.

Le vendredi de 8 h 30 du matin à 9 h 30 du soir.

Le samedi de 8 h 30 du matin à 5 h 30 de l'après-midi.

2.03 Lorsque survient un jour férié et payé au cours d'une semaine, il y a travail le lundi de 8 h 30 du matin à 6 h du soir.

ARTICLE 3

Période de repas

3.01 Tout salarié a droit à une heure pour le repas du midi et à une autre heure pour le repas du soir les jours où le travail se prolonge dans la soirée.

3.02 Dans les cas urgents où un employé doit travailler pendant la période normale du repas, l'employeur doit lui accorder une période de même durée aussitôt que possible dès que l'état d'urgence a cessé et, à tout événement, au plus tard une heure après la période normale du repas.

ARTICLE 4

Heures supplémentaires

4.01 Tout travail exécuté après les heures normales, est du travail supplémentaire qui entraîne une majoration de salaire de 50%.

4.02 Les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à 9 h du soir sans rémunération supplémentaire, les deux jours ouvrables qui précèdent la veille de Noël.

ARTICLE 5

Jours fériés

5.01 Les jours suivants sont des jours fériés et payés:

Le Premier Jour de l'An, le 2 janvier, L'Épiphanie, le Vendredi Saint de 2 h de l'après-midi à 4 h de l'après-midi, la fête de Dollard (Reine), l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, Noël, le 26 décembre, la fête du travail, le jour de l'Action de Grâce, la Toussaint, L'Immaculée-Conception.

5.02 Si un jour férié et payé tombe un dimanche, ce jour est considéré comme un dimanche et n'est pas rémunéré.

5.03. Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi du gouvernement provincial ou du gouvernement fédéral ou tout règlement d'un conseil municipal qui reporte à un autre jour la célébration de la Saint-Jean-Baptiste ou de la Confédération, s'appliquera de droit.

5.04 Toutefois, pour bénéficier d'un jour férié et payé le salarié doit avoir travaillé le jour

ating a food trade on a retail or wholesale-retail basis within the limits of the territorial jurisdiction hereinafter described.

1.02 *Territorial*: This decree applies to the town of Coaticook and to all the territory within an 8-mile radius of its limits.

SECTION 2

Hours of work and schedule

2.01 All employees have a standard 44-hour work week as scheduled below.

2.02 Daily work is scheduled as follows:

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Friday: 8:30 a.m. to 9:30 p.m.

Saturday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.

2.03 When a general holiday with pay falls during the week, Monday's working hours are from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

SECTION 3

Meal times

3.01 Each employee is entitled to one hour for the noon meal and another hour for the evening meal, whenever he has to work evenings.

3.02 If, in emergencies, employees must work through their regular meal period, employers shall allow an equal compensating period as soon as possible, or at any rate, no later than one (1) hour after the regular meal period.

SECTION 4

Overtime

4.01 Time and one half shall be paid for all work performed over and above the standard hours of work.

4.02 Working hours may be extended until 9:00 p.m., without extra pay, on the two working days prior to Christmas Eve.

SECTION 5

General Holidays

5.01 The following are general holidays with pay:

New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Good Friday (from 2:00 p.m. to 4:00 p.m.), Dollard Day (Queen's Birthday), Ascension Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Christmas Day, December 26th, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day.

5.02 If a general holiday with pay falls on a Sunday, such day is considered as a Sunday and is not paid.

5.03 Everyone shall abide by any order in council, ordinance, law or by-law at the federal, provincial or municipal levels which transfers the observance of St. John the Baptist Day or Canada Day to some other day.

5.04 To be entitled to a general holiday with pay, an employee must have worked the working

ouvrable précédent et celui suivant immédiatement le jour férié, pour autant que ces jours font partie de son horaire normal de travail.

5.05 Si un jour férié et payé survient au cours de la période des congés annuels d'un salarié, ledit jour sera reporté à une date ultérieure au choix de l'employé.

ARTICLE 6

Congés payés annuels

6.01 *Période de référence*: La période pendant laquelle un employé acquiert progressivement le droit au congé intégral s'étend du 1^{er} mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours et s'appelle la période de référence.

6.02 *Appréciation du droit au congé et indemnité de congés payés*: L'employé qui, le 1^{er} mai de l'année courante, justifie de moins d'un an de service continu chez un même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de demi-jours ($\frac{1}{2}$) qu'il a de mois civils de service continu, l'indemnité afférente audit congé est égale à deux (2%) pour cent de la rémunération globale de l'employé pendant la période de référence.

6.03 L'employé qui, le 1^{er} mai de l'année courante, justifie d'un an de service continu chez un même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'une semaine. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux (2%) pour cent de la rémunération globale de l'employé pendant la période de référence.

6.04 L'employé qui, le 1^{er} mai de l'année courante, justifie de cinq ans de service continu chez un même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de deux semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) de la rémunération globale de l'employé pendant la période de référence.

6.05 L'indemnité de congé sera remise à chaque employé avant son départ en vacances.

6.06 Les employés choisissent la date de leur congé annuel par ordre d'ancienneté. Cependant, la date de la deuxième semaine de congé est fixée par entente entre l'employeur et l'intéressé.

6.07 L'employeur doit informer par écrit l'employé de la période de congé au moins quinze (15) jours à l'avance.

6.08 *Congé obligatoire*: Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé prescrit par le présent décret.

6.09 *Indemnité compensatrice de congés payés*: Lorsque le contrat de travail est résilié avant que l'employé ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des paragraphes 6.02 à 6.04 inclusivement relatifs à l'indemnité de congés payés.

ARTICLE 7

Paiement du salaire

7.01 Le salaire doit être payé au salarié à chaque semaine et au plus tard le vendredi, en espèces ou par chèque.

7.02 L'employeur doit remettre à l'employé, au moment du paiement du salaire, un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

Le nom de l'employeur;
les nom et prénom du salarié;
la matricule du salarié;
la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

day immediately preceding and following such holiday, provided that such days were part of his regular work schedule.

5.05 When a general holiday with pay falls during an employee's annual vacation period, the said day shall be granted at a later date, at the employee's choice.

SECTION 6

Annual vacation with pay

6.01 *Qualifying period*: The period during which an employee gradually becomes entitled to the entire vacation extends from May 1st of the previous year to April 30th of the current year. It is called the qualifying period.

6.02 *Vacation entitlement and vacation pay*: Every employee who, on May 1st of the current year, has less than one year's service with a same employer, shall be given a vacation equal to one half-day for each calendar month of continuous service. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned by the employee during the qualifying period.

6.03 Every employee who, on May 1st of the current year, has one year's continuous service with a same employer, shall be granted one week's vacation. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned by the employee during the qualifying period.

6.04 Every employee who, on May 1st of the current year, has five years' continuous service with a same employer, shall be granted two weeks' vacation. Vacation pay equals two percent (2%) of total wages earned by the employee during the qualifying period.

6.05 Employees shall be given their vacation pay before leaving on vacation.

6.06 Employees choose their annual vacation dates according to seniority. However, the date of the second week's vacation is set, after agreement between employer and employee.

6.07 Employers shall, in writing, advise employees of their vacation dates, at least fifteen (15) days beforehand.

6.08 *Compulsory vacation*: Employers are forbidden to substitute a monetary compensation for the vacation herein stipulated.

6.09 *Monetary compensation for vacation with pay*: When a work contract is cancelled before the employee has had the opportunity of taking the full vacation owing him, he shall receive, for the unused vacation time, a monetary compensation calculated according to the provisions of subsections 6.02 through 6.04 above.

SECTION 7

Payment of wages

7.01 Wages shall be paid weekly, by Friday at the latest, in cash or by cheque.

7.02 With each payment of wages, employers shall supply employees with an earnings statement listing the following particulars:

employer's name;
employee's name, in full;
employee number;
payment date and work period corresponding thereto;

le nombre d'heures normales;
le nombre d'heures majorées;
le taux horaire de salaire;
le montant du salaire brut;
la nature et le montant des retenues opérées;
le montant du salaire net.

number of regular hours;
number of overtime hours;
hourly wage rate;
type and amount of deductions made;
amount of take-home pay.

ARTICLE 8

Salaires

Les taux de salaires minimaux sont les suivants:

Classification	Par semaine
Commis-boucher et acheteur	\$60.00
Commis-boucher	50.00
Apprenti: à l'embauchage	35.00
Après 12 mois	40.00
Après 24 mois	47.00
Commis épicier, premier commis ou commis responsable	50.00
À l'embauchage	35.00
Après 12 mois	40.00
Après 24 mois	47.00
Livreur sur voiture ou camion:	
À l'embauchage	40.00
Après 12 mois	45.00
Après 24 mois	50.00
Caissière d'expérience	45.00
Caissière:	
À l'embauchage	35.00
Après 12 mois	37.50
Après 24 mois	40.00

de l'heure

Employé supplémentaire: commis. . . . \$ 0.84
Tout salarié de seize (16) ans ou moins qui travaille moins de trente (30) heures par semaine est un salarié surnuméraire et il doit être rémunéré au taux de 84¢ l'heure.

ARTICLE 9

Uniformes

9.01 Si l'employeur exige le port d'un uniforme, de tabliers ou d'autres vêtements spéciaux, il doit en assumer le coût et également l'entretien, mais ces derniers demeurent sa propriété.

ARTICLE 10

Expérience

L'employeur doit reconnaître l'expérience qu'un employé a acquise et le temps d'apprentissage qu'il a fait dans un établissement de même nature. L'employé doit bénéficier des avantages que lui accorde son temps d'apprentissage ou ses années d'expérience dans la même branche pourvu qu'il fournisse un certificat de classification ou une déclaration faite sous serment par son employeur pour attester la durée de son apprentissage ou de ses services.

ARTICLE 11

Durée

11.01 Le présent décret entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il le demeure pour une période de deux années.

11.02 Il se renouvelle automatiquement pour une (1) année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes, ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente

SECTION 8

Wages

Minimum wage rates are as follows:

Classification	Per week
Clerk-butcher and buyer	\$60.00
Clerk-butcher	50.00
Apprentice: Entrance rate	35.00
After 12 months	40.00
After 24 months	47.00
Grocery clerk, head clerk or clerk-in-charge	50.00
Entrance rate	35.00
After 12 months	40.00
After 24 months	47.00
Deliveryman, with truck or vehicle:	
Entrance rate	40.00
After 12 months	45.00
After 24 months	50.00
Experienced cashier	45.00
Cashier:	
Entrance rate	35.00
After 12 months	37.50
After 24 months	40.00

An hour

Occasional employee (clerk). . . . \$ 0.84
Every employee, 16 years and under, who works less than thirty (30) hours a week is considered as an occasional employee and is paid 84¢ an hour.

SECTION 9

Uniforms

9.01 When an employer requests that uniforms, aprons or other special dress be worn, their cost and maintenance shall be borne by him, but they remain his property.

SECTION 10

Experience

Employers shall recognize the experience gained and apprenticeship time served by an employee in a previous establishment of the same type. Employees shall benefit by all the advantages called for by their apprenticeship time or years of experience in the same line, provided that they can produce a classification certificate or sworn statement as to the length of apprenticeship or service with each employer.

SECTION 11

Term

11.01 This decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force for a two-year period.

11.02 It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to November 1st of

(30) jours avant le 1^{er} novembre de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 août 1966.

16138-0

Avis de modification

Fabrication de boîtes de carton ondulé — Province

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 6 juillet 1955 et amendements, relatif à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans la province, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1^o L'énumération des parties contractantes sera remplacée par la suivante:

Bathurst Containers Limited (Montreal Plant);
Champlain Paper Box Limited, section papier gaufré de Québec;

Domtar Packaging Limited, Hinde & Dauch Division;

Bathurst Containers Limited (St. Laurent Plant);

Standard Paper Box (1964) Limited;

Kruger Pulp and Paper Limited, Packaging Division; d'une part, et

Le Syndicat Catholique de la Boîte de Carton de Québec, Inc.;

Le Syndicat International des Travailleurs du Bois d'Amérique (F.A.T.—C.O.I.—C.T.C.—F.T.Q.), Local No 2-279;

L'Association Internationale des Machinistes et des Travailleurs de l'Aérospatiale, Local No 2133 — Montréal (F.T.Q.—C.L.C.—A.F.L.—C.I.O.);

L'Union des Employés du Carton Gaufré de Standard Paper Box (C.S.N.); d'autre part.

2^o Les articles I à XI inclusivement seront remplacés par les suivants:

I. *Champ d'application*: 1.01 *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial du décret comprend toute la province de Québec.

1.02 *Champ d'application industriel*: Le décret vise le travail de toute personne exécutant quelque une ou plusieurs des opérations participantes, incidentes ou connexes à la fabrication des boîtes de carton gaufré, divisions, feuilles et coussinets, entièrement ou partiellement faits de carton gaufré, que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient

each year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 6, 1966.

16138-0

Notice of amendment

Manufacturing of corrugated paper boxes — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement made binding by decree number 728 of July 6, 1955 and amendments, respecting the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province, have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The list of the contracting parties will be superseded by the following:

Bathurst Containers Limited (Montreal Plant);
Champlain Paper Box Limited, Quebec Corrugated Paper Division;

Domtar Packaging Limited, Hinde & Dauch Division;

Bathurst Containers Limited (St. Laurent Plant);

Standard Paper Box (1964) Limited;

Kruger Pulp and Paper Limited, Packaging Division, on the one hand; and

Le Syndicat catholique de la Boîte de Carton de Québec, Inc.;

The International Woodworkers of America (A.F. of L.; C.I.O.; C.L.C.; Q.F.L.) Local No. 2-279;

The International Association of Machinists and Aerospace Workers, Lodge No. 2133 — Montreal (Q.F.L.; C.L.C.; A.F. of L.; C.I.O.);

L'Union des Employés du Carton Gaufré de Standard Paper Box (C.S.N.).

2. Sections I to XI inclusively are replaced by the following:

"I. *Jurisdiction*: 1.01 *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree includes the entire Province of Quebec.

1.02 *Industrial jurisdiction*: The decree applies to the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing of corrugated paper boxes, partitions, sheets and pads entirely or partly made of corrugated paper board, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed

effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdites boîtes soient fabriquées pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

Le décret vise également le travail de toute personne exécutant quelqu'une ou plusieurs des opérations participantes, incidentes ou connexes au reconditionnement de boîtes de carton gaufré usagé qui sont retravaillées pour être vendues.

II. Définition: 2.01 Salarié à l'essai: Tout salarié qui, au cours d'une période de douze (12) mois consécutifs, a été au service d'un employeur moins de trois (3) mois, sera désigné sous le nom de salarié à l'essai.

2.02 Salarié permanent: Tout salarié qui, au cours d'une période de douze (12) mois consécutifs, a été au service d'un employeur pour trois (3) mois ou plus, sera désigné sous le nom de salarié permanent.

III. Durée du travail: 3.01 Cet article a pour seul but de déterminer les heures de travail et ne doit pas être considéré comme garantie d'un nombre d'heures de travail par jour ou par semaine.

3.02 La semaine de travail pour tous les salariés, à l'exception des mécaniciens de machines fixes et des chauffeurs de chaudières, est de quarante (40) heures par semaine.

3.03 La semaine normale de travail pour les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, est de quarante-cinq (45) heures et ces salariés ont droit à une journée de repos pour chaque six (6) jours de travail.

3.04 Les heures de travail de l'équipe de jour sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.

3.05 Les heures de travail des deuxième et troisième équipes sont réparties comme suit:

2ième équipe: entre 2.00 p.m. et 1.00 a.m.

3ième équipe: entre 11.00 p.m. et 8.00 a.m.

IV. Heures supplémentaires, prime de nuit, période de repos: 4.01 Tout travail exécuté les jours de congé, les samedis et les dimanches ou, en plus de quarante (40) heures par semaine par les salariés autres que les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de chaudières, doit être rémunéré à raison de salaire et demi; mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi, lesdits samedis, dimanches et jours de congés, n'est pas inclus dans les heures de travail hebdomadaire, au moment de calculer le temps supplémentaire de la semaine.

4.02 Toute équipe de travail qui commence à minuit ou avant minuit le vendredi soir, doit être rémunérée au taux de salaire régulier.

4.03 Tout travail exécuté par les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, le septième (7ième) jour consécutif de travail, les jours de congés et les dimanches ou en plus de quarante-cinq (45) heures par semaine, doit être rémunéré à raison de salaire et demi; mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi, lesdits dimanches et jours de congé, n'est pas inclus dans les heures de travail hebdomadaire au moment de calculer le temps supplémentaire de la semaine.

4.04 Tout salarié travaillant avec la seconde équipe doit recevoir une prime de six cents

completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise, and whether the said boxes are manufactured for the purpose of sale to other consumers or for the executive use of the employer.

The decree also applies to the work of all persons performing any or may of the operations of, related to or connected with the reconditioning of used corrugated paper boxes which are reworked for resale.

II. Definitions: 2.01 Probationary Employee: A probationary employee shall be an employee who has worked for an employer for less than three (3) months in any twelve (12) consecutive months.

2.02 Regular Employee: A regular employee shall be an employee who has worked for an employer for three (3) months or more in any twelve (12) consecutive months.

III. Hours of work: 3.01 This article shall be for the sole purpose of establishing hours of work, and not as a guarantee of hours of work per day or per week.

3.02 The regular work week for all employees, except stationary enginemen and firemen (stokers), shall be forty (40) hours.

3.03 The regular work week for all stationary enginemen and firemen (stokers), shall be forty-five (45) hours and such employees shall be entitled to one day of rest for each six days of work.

3.04 The hours of work of the day shift shall be distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

3.05 The hours of work of the second and third shifts shall be distributed as follows:

2nd shift: between 2:00 p.m. to 1:00 a.m.

3rd shift: between 11:00 p.m. to 8:00 a.m.

IV. Overtime, shift premium, rest periods: 4.01 All hours worked by employees other than stationary enginemen and firemen (stokers), on holidays, Saturdays, and Sundays, and all hours worked in excess of forty (40) per week shall be paid at the rate of time and one half. Such hours paid at time and one half for work on holidays, Saturdays or Sundays will not be included in the total weekly hours for purposes of computing weekly overtime.

4.02 A shift starting at 12 midnight or previous to midnight on Friday night shall be paid at straight time rate.

4.03 All hours worked by stationary enginemen and firemen (stokers) on the seventh consecutive day, on holidays or Sundays, and all hours worked in excess of forty-five (45) per week shall be paid at the rate of time and one half. Such hours paid at time and one half for work on holidays and Sundays will not be included in the total weekly hours for purposes of computing weekly overtime.

4.04 Any employee working on the second or third shift shall receive a shift premium of

(\$0.06) de l'heure, et tout salarié travaillant avec la troisième équipe doit recevoir une prime de huit cents (\$0.08) de l'heure pour travail de nuit.

4.05 Cette prime pour travail de nuit ne s'applique pas dans le cas des salariés de l'équipe de jour requis de travailler une partie du temps de la seconde équipe.

4.06 La prime pour travail de nuit ne s'applique pas dans aucun autre calcul de paye.

4.07 Tout salarié devra bénéficier d'une période de repos de dix (10) minutes, sans déduction de salaire, pour chaque période complète de travail et pour chaque équipe (full working shift). Le temps ainsi que la manière d'observer cette période de repos seront déterminés par l'employeur, ou par les termes d'une convention collective de travail dans les cas où une telle convention existe.

4.08 Le surtemps, la prime pour travail de nuit ou les bonis de production ne doivent pas servir à parfaire les taux de salaires horaires minima tels que prescrits par le Décret.

V. *Taux de salaires*: 5.01 Les taux de salaires suivants s'appliquent à tous les salariés couverts par le champ d'application industriel du présent décret, ainsi qu'aux mécaniciens de machines fixes, aux chauffeurs de chaudières, aux préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles; à l'impression et à des travaux analogues, pourvu que cesdits travaux se rapportant exclusivement à l'impression des boîtes et articles compris dans le champ d'application industriel du décret.

six cents (\$0.06) and eight (\$0.08) per hour respectively.

4.05 Shift premium shall not apply in the case of day shift employees required to work part of the second shift.

4.06 Shift premium shall not be taken into account for any other calculation of pay.

4.07 All employees shall be granted one, paid, ten minutes rest period per full working shift. The method and time of observing such rest period will be determined by the employer or by the terms of a private collective labour agreement where such exists.

4.08 Overtime, shift premiums or production bonuses shall not be used to make up the minimum hourly wage rates as set forth in this decree.

V. *Wage rates*: 5.01 The following wage rates shall apply to all employees under the industrial jurisdiction of the present decree as well as the following classifications: stationary enginemen; boiler firemen (stokers); shippers; delivery men; maintenance of building and equipment; printing and allied work, provided that such work is exclusively concerned with the printing of boxes and articles covered by the industrial jurisdiction of this decree.

Classification:	Hommes date Publication décret	1er décembre 1966	Femmes Date Publication décret
	Male Date Publication Decree	December 1st, 1966	Female Date Publication Decree
Sous-contremaître — Assistant-Foreman	\$1.78	\$1.87	\$1.48
Machine à Gaudrer — Corrugating machine:			
Gaufreur — Operator	1.91	1.96	
Gaufreur temporaire — Temporary Operator	1.81	1.90	
Découpeur — Slitter and Knife	1.81	1.90	
Mécanicien de machine à coller — Double Backer	1.76	1.85	
Receveur et « Shafter » de rouleau — Tailer & Roll Shafter	1.61	1.66	
Machine à imprimer et à rainer — Printer-Slotter Machine:			
Mécanicien — Operator	1.81	1.90	
Assistant-Mécanicien — Slotter Man	1.71	1.80	
Receveur et Fournisseur — Tailer and Feeder	1.66	1.71	
Presse à imprimer sur la longueur — Printing Press Machine (longway):			
Mécanicien — Operator	1.76	1.85	
Receveur — Tailer	1.66	1.71	1.33
Machine à rainer grosses boîtes — Larger Box Slotting-Machine:			
Raineur — Operator	1.76	1.76	
Receveur — Tailer	1.61	1.61	1.33
Machine à rainer petites boîtes — Small Box Slotting-Machine:			
Raineur — Operator	1.66	1.71	1.38
Receveur — Tailer	1.61	1.61	1.33
Machine à découper les boîtes et marqueuse-mitrailleuse (première opération) — Box Slitting & Scoring Machine (first way):			
Découpeur — Operator	1.73	1.81	
Receveur — Tailer	1.61	1.61	

	Hommes		Femmes
	date Publication décret	1er décembre 1966	Date Publication décret
	Male Date Publication Decree	December 1st, 1966	Female Date Publication Decree
<i>Classification:</i>			
Machine à découper les feuilles, marqueuse-mitrailleuse (divers) — Sheet Slitting and Scoring Machine: (miscellaneous)			
Mécanicien — Operator	\$ 1.73	\$ 1.75	
Receveur — Tailer	1.61	1.61	\$ 1.33
Machine combinée à découper et à rainer les divisions — Combination Partition Slitter-Slotter:			
Mécanicien — Operator	1.71	1.80	
Receveur — Tailer	1.61	1.70	1.33
Machine simple à rainer les divisions — Plain Partition Slotter:			
Raineur — Operator	1.66	1.71	1.38
Receveur — Tailer	1.61	1.61	1.33
Machine à assembler les divisions — Partition Assembly Machine:			
Mécanicien — Operator	1.71	1.76	1.38
Fournisseuse — Feeder			1.33
Receveuse — Tailer			1.33
Assemblage et Divisions — Partition Assembly:			
Assembleuse — Assembler			33
Machine à découper les pans — Flap Cutting Machine:			
Découpeur — Operator	1.70	1.76	1.38
Receveur — Tailer	1.61	1.61	1.33
Colleuse-Plieuse — Folder and Gluer Machine:			
Mécanicien — Operator	1.79	1.88	
Receveur et inspecteur — Tailer and Inspector	1.61	1.70	1.38
Machine à plier et à appliquer la toile gommée — Folder-Taper:			
Mécanicien — Operator	1.79	1.88	
Receveur et Inspecteur — Tailer and Inspector	1.61	1.61	1.38
Machine Semi-Automatique à appliquer la toile gommée — Semi-Automatic Taper:			
Mécanicien — Operator	1.71	1.71	1.38
Receveur et Inspecteur — Tailer and Inspector	1.61	1.61	1.33
Pliage de boîtes — Box Folding:			
Plieuse — Folder			1.33
Machine à appliquer la toile gommée à la main — Hand Taper:			
Mécanicien — Operator			1.33
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic Folder Stitcher:			
Piqueur — Operator	1.76	1.84	
Fournisseur — Feeder	1.61	1.61	1.33
Receveur et inspecteur — Tailer and Inspector	1.61	1.61	1.38
Machine semi-automatique à piquer — Semi-Automatic Stitcher Machine:			
Piqueur — Operator	1.66	1.66	1.38
Machine à piquer à la main — Manual Stitching Machine:			
Piqueur — Operator	1.66	1.66	1.38
Scie à ruban — Band Saw:			
Scieur — Operator	1.61	1.61	1.38
Curtain-Coater:			
Mécanicien — Operator	1.76	1.85	
Receveur — Tailer	1.61	1.61	
Machine à laminier, teindre et imprimer — Printer-Tinter Laminator:			
Mécanicien — Operator	1.81	1.90	
Aide — Helper	1.66	1.66	
Machine Automatique à attacher par bandes métalliques — Automatic Steel Strapping Machine:			
Mécanicien — Operator	1.71	1.80	
Presse automatique à découper — Automatic Die Press Cutting Machine:			
Mécanicien — Operator	1.79	1.88	
Aide ou épilucheur — Helper or Stripper	1.61	1.61	

Classification:	Hommes		Femmes
	date Publication décret	1 ^{er} décembre 1966	Date Publication décret
	Male Date Publication Decree	December 1st, 1966	Female Date Publication Decree
Presse-plaque à découper filée manuellement — Platen Hand Fed Die Press Cutting Machine:			
Mécanicien — Operator	\$1.76	\$1.85	
Aide ou éplucheur — Helper or Stripper	1.61	1.61	
Machine à remonter et à couper (S.F.) — (S.F.) Rewinder and Cutter:			
Mécanicien — Operator	1.66	1.75	\$1.38
Receveur — Tailer	1.61	1.70	1.33
Machine à cirer — Waxing Machine:			
Mécanicien — Operator	1.61	1.70	
Enveloppement et ficelage — Bundling and Tying:			
Préposé au ficelage — Tier	1.61	1.66	1.33
Matières adhésives — Adhesive Unit:			
Préposé à la colle — Operator	1.71	1.76	
Presse rebuts — Waste Bailing Press:			
Presseur — Operator	1.66	1.71	
Aide — Helper	1.61	1.66	
Manutention de rouleaux — Roll Handling:			
Premier préposé à la manutention — Chief Roll Handler	1.76	1.76	
Manutention motorisée — Power Roll Handling:			
Mécanicien — Operator	1.76	1.76	
Manutenteur — Roll Handler	1.61	1.66	
Manutention générale — Handling general:			
Conducteur de chariot auto-moteur et élévateur — Power lift truck Operator	1.76	1.76	
Machines non classifiées — Unclassified Machines:			
Mécanicien — Operator	1.66	1.75	1.38
Fournisseuse — Feeder			1.33
Expédition — Shipping Department:			
Expéditeur — Shipper	1.86	1.90	
Assistant-expéditeur — Assistant-Shipper	1.76	1.80	
Vérificateur — Checker	1.66	1.70	
Chauffeur de camion à remorque — Truck Trailer Driver	1.80	1.85	
Chauffeur de camion — Truck Driver	1.76	1.80	
Aide — Helper	1.61	1.64	
Entretien — Maintenance:			
Homme de métier — Tradesman	1.86	1.90	
Mécanicien — Mechanic	1.86	1.90	
Aide aux hommes de métier — Tradesman's helper	1.71	1.71	
Huileur — Oiler	1.71	1.75	
Concierge — Janitor	1.61	1.63	
Chaudière — Boiler Room:			
Mécanicien de machines fixes — Stationary Engineman:			
2 ^e classe — 2nd class	2.01	2.10	
3 ^e classe — 3rd class	1.91	1.93	
4 ^e classe — 4th class	1.81	1.83	
Travail général — General Labour:			
L'échelle de base de salaire pour le travail général est le suivant — The basic wage scale for general labour shall be as follows:			
Aide général — General Labour	1.51	1.55	1.29

5.02 Nonobstant les taux de salaires apparaissant au paragraphe précédent, les taux de salaires horaires moyens pour les salariés de sexe masculin et de sexe féminin, ne doivent pas être inférieurs à \$1.63 et \$1.32 l'heure respectivement, excluant le surtemps.

5.03 Toutes sommes requises pour parfaire les salaires minima moyens perçues par le Comité Paritaire responsable de l'administration du Décret doivent être distribuées par ledit Comité aux salariés dont le salaire a servi à établir le salaire moyen à compléter, proportionnellement au salaire gagné par chacun d'eux durant la période concernée.

5.02 Notwithstanding the rates as shown in the preceding sub-section, the minimum average wage rates in the plant for male and female employees shall not be less than \$1.63 and \$1.32 per hour respectively, excluding overtime.

5.03 All payments required to make up the minimum average wages, collected by the Joint Committee responsible for this Decree, must be distributed by said Committee to the employees whose wages were used to compute the average, in proportion to the wages earned by each said employee during the period involved.

5.04 Le salaire du salarié doit lui être payé par chèque ou en deniers ayant cours légal dans cette province. Ce salaire, si payé en deniers, doit lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle doivent être inscrits ses nom et prénom, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure et le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paye.

5.05 Tout salarié doit recevoir avec sa paye, un bulletin donnant le détail des déductions effectuées sur sa paye pour l'assurance-chômage, l'impôt sur le revenu et autres déductions du genre.

5.06 Les salaires actuellement supérieurs aux taux minima spécifiés dans le décret ne doivent pas être réduits durant l'existence dudit décret.

VI. *Réglementation concernant la main d'oeuvre:*
6.01 *Contremaître et Sous-contremaître:* Chaque employeur doit employer au moins un contremaître et un sous-contremaître. Advenant l'absence du contremaître, le sous-contremaître doit le remplacer dans ses fonctions et agir comme tel durant une période de cinq (5) jours consécutifs de travail sans rémunération supplémentaire. Après cette période, il ne doit pas recevoir, pour ses nouvelles fonctions, une rémunération inférieure au taux minimum prescrit pour le contremaître; toutefois, au retour du contremaître, il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire. Il peut y avoir plusieurs contremaîtres et sous-contremaîtres, mais seul le sous-contremaître qui remplace un contremaître pendant son absence a droit au salaire de contremaître, suivant les conditions ci-haut décrites.

6.02 Lorsqu'un assistant-contremaître remplace un contremaître ou qu'un assistant-mécanicien remplace un mécanicien durant leurs vacances annuelles payées, ils doivent effectuer ce travail comme tel sans augmentation de salaire pendant une période de cinq (5) jours consécutifs de travail mais seulement une fois par année.

6.03 Machine ou Opération:	Main d'oeuvre Minimum/équipe	Main d'oeuvre facultative
Machine à gaufrir:	Gaufreur Mécanicien de machine à coller Découpeur	Receveurs et « Shafter » de rouleaux
Machine à imprimer et à rainer:	Opérateur Assistant-Opérateur	Receveurs et fournisseurs
Presse automatique à découper:	Opérateur	
Machine automatique à attacher par courroies métalliques:	Opérateur	

5.04 The wages of the employee must be paid to him by cheque or in currency which is legal in this Province. Such wages, if paid in currency, must be handed to the employee in a sealed envelope on which is written: his name and surname, the date of the week or period of work, the number of hours paid, the rate of wages per hour and the amount contained in the envelope; the envelope must be initialed by the pay clerk.

5.05 Every employee must receive with his pay a statement showing deductions made from his pay such as unemployment insurance, income tax, etc.

5.06 Wages actually higher than the minima herein specified shall not be reduced during the existence of the decree.

VI. *Staffing requirements:* 6.01 *Foreman and assistant foremen:* Each manufacturer shall employ a minimum of one foreman and one assistant foreman. In the event of the foreman's absence, the assistant foreman shall take over his duties and shall continue to do so for a period of five (5) consecutive working days without extra remuneration. After this period, he shall receive for this added duty, a rate not less than the minimum prescribed for foreman, but shall revert to his former position and wage scale when the foreman returns. There may be any number of foremen or assistant foremen in addition to the above minima, but only the assistant foreman effectively replacing the foreman in his absence is entitled to the foreman's wage under the conditions prescribed above.

6.02 When an assistant foreman replaces a foreman during his yearly paid vacations or when an assistant operator replaces an operator during his yearly paid vacations, they shall do so without any increase in remuneration but for a period of not over five (5) consecutive working days and only once per year.

6.03 Machine or Operation:	Minimum Crew/Shift	Optional Crew
Corrugating:	Operator Double Backer Knife (Slitter)	Tailers Roll Shafter
Printer Slotter:	Operator Slotter Man	Tailers Feeders
Automatic Die Press Cutting Machine:	Operator	
Automatic Steel Strapping Machine:	Operator	

Impression:			Printing:		
Machine à			Box Slotting:		
Rainer:			Box and Sheet		
Machine à			Slitting:		
découper les			Curtain Coater:		
boîtes et			Bar Scorer:		
feuilles:			Flap Cutting:		
Curtain coater:			Taping:		
Machine à			Stitching:		
découper les pans			Die Press:	Operator	Assistant
de barres:	Opérateur	Assistant-	Partition		Operator
Marqueuse -		Opérateur	Slotting:		
Mitrailleuse:			Platen Hand		
Machine à			Fed D/C		
appliquer la			Machine:		
toile gommée:			Tinter Printer		
Machine à			Laminator:		
piquer:			Baling:		
Machine à			Corner Cutting:		
rainer les			Knife:		
divisions:			Punch:		
Presse à			Slotter-up		
découper:			and down:		
Presse plateau			Roll & Board	Head Roll	
à découper			Unloading:	Handler	
filée à la main:			Shipping:	Head Shipper	Ass't Shipper
Machine à					
imprimer,					
laminer, et					
teinter:					
Presse à					
rebuts:					
Machine à					
couper les					
coins:					
Guillotine:					
Machine					
emporte-pièce:					
Machine à					
rainer ver-					
ticale:					
Préposé à la	Premier				
manutention	préposé à la				
de rouleaux	manutention				
et de carton:	Manuteneur				
Expédition:	Expéditeur	Assistant-			
		Expéditeur			

6.04 Advenant l'absence temporaire d'un membre de l'équipe minimum, son remplaçant doit conserver son taux régulier de salaire pour une période de cinq (5) jours consécutifs de travail après quoi, il doit recevoir le taux prescrit par le décret pour l'opération à laquelle il est assigné. Il doit continuer à recevoir ce taux supérieur jusqu'au retour du salarié de l'équipe régulière, alors qu'il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire.

6.05 Quand un employé régulier est ranséré à une opération classifiée pour des raisons autres qu'une absence temporaire, tel que décrit à l'article 6.04, il doit recevoir le taux établi pour cette opération à partir du premier jour suivant un tel transfert.

VII. *Vacances payées:* 7.01 L'année, pour fins de calcul des vacances annuelles, s'établit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente.

7.02 Tout employé régulier ayant plus de trois mois de service continu avec le même employeur avant le premier (1er) mai de chaque année, a droit à des vacances payées continues d'une durée égale à autant de demi-journées qu'il a de mois de service avec ledit employeur antérieurement au 1er mai, mais n'excédant

6.04 In the event of the temporary absence of a member of the minimum crew, his replacement shall maintain his regular rate for five (5) consecutive working days, after which he shall be paid the decree rate for the responsibilities he is assuming. He shall continue to receive such higher rate until the return of the member of the crew, at which time he shall return to his regular classification and applicable wage rate.

6.05 When a regular employee is transferred to a classified operation for reasons other than a temporary absence, as per 6.04 above, he shall receive the rate established for such work from the day following such transfer.

VII. *Vacation with pay:* 7.01 The vacation year shall be from May 1st of any year to April 30th, of the following year.

7.02 All regular employees with more than three (3) months of continuous service with the same employer prior to May 1st in any year, shall be entitled to a continuous vacation equal to half a day ($\frac{1}{2}$) for each month of service preceding May 1st, but not exceeding one complete working week with vacation pay equal

pas une semaine complète de travail, calculées sur la base de deux pourcent (2%) du total de salaire gagné durant l'année donnant droit auxdites vacances.

7.03 Tout salarié ayant plus d'un (1) an, mais moins de cinq (5) ans de service continu avec le même employeur, au 1er mai de chaque année, a droit à une semaine de vacances payées calculées sur la base de deux pourcent (2%) du total du salaire gagné durant l'année-vacance se terminant le 1er mai.

7.04 Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, a été sans interruption au service du même employeur, pendant une période de cinq (5) ans mais moins de quinze (15) ans, a droit à deux (2) semaines de vacances payées, calculées sur la base de quatre pour cent (4%) du total du salaire gagné durant l'année-vacance se terminant le 1er mai.

7.05 Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, a été sans interruption au service du même employeur pendant une période de quinze (15) ans ou plus, a droit à trois (3) semaines de vacances payées, calculées sur la base de six pourcent (6%) du total du salaire gagné durant l'année-vacance se terminant le 1er mai.

7.06 Le total du salaire gagné doit inclure le montant versé pour les vacances de l'année précédente.

7.07 Un salarié a droit de recevoir de son employeur, au moment où son emploi prend fin, la portion accumulée des vacances payées qu'il n'a pas prises, sur la base de deux (2%) quatre, (4%), ou six (6%) pourcent du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ et selon le nombre des années de service continu qu'il a faites chez son employeur.

VIII. *Congés statutaires*: 8.01 Les jours suivants sont considérés comme congés statutaires: Jour de l'An, Vendredi-Saint, St-Jean-Baptiste, Confédération, Fête du Travail, Action de Grâce, Immaculée-Conception, Noël.

8.02 Les employés réguliers ainsi que ceux qui travaillent dans des ateliers qui ne sont pas régis par une convention collective de travail privée *bona fide*, ont droit, sujets aux dispositions du paragraphe suivant (8.03), à huit (8) heures payées sur la base de leur taux horaire de salaire pour chacun des congés mentionnés plus haut, pourvu que ces derniers tombent ou sont observés une journée régulière de travail ou un dimanche.

8.03 Pour avoir droit à la rémunération précitée, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et celle qui suit le jour où le congé est observé, sauf dans le cas de maladie justifiée ou d'une mise à pied due à une pénurie de travail n'excédant pas six (6) jours de travail précédant le congé, ou d'une absence dûment autorisée par écrit par l'employeur.

8.04 L'allocation de salaire reçues pour ces congés payés ne s'applique pas dans aucun autre calcul de paye.

8.05 Un employeur accordant huit (8) jours de congé payés ou plus en vertu d'une convention collective privée, peut observer et payer des congés autres que ceux stipulés à l'article 8.01.

IX. *Général*: 9.01 Lors de la ratification de la présente convention, le Comité Paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce

to two percent (2%) of total earnings during the vacation year in which the vacation credit is earned.

7.03 All employees with more than one (1) year but less than five (5) years of continuous service with the same employer, as of May 1st of any year, shall be entitled to a vacation of one week with pay equal to two percent (2%) of total earnings during the vacation year ending May 1st.

7.04 All employees with five (5) years but less than fifteen (15) years of continuous service with the same employer, as of May 1st of any year, shall be entitled to a vacation of two (2) weeks with pay equal to four percent (4%) of total earnings during the vacation year ending May 1st.

7.05 All employees with fifteen (15) years or more of continuous service with the same employer, as of May 1st of any year, shall be entitled to a vacation of three (3) weeks with pay equal to six percent (6%) of total earnings during the vacation year ending May 1st.

7.06 Total earnings shall include the vacation pay received the previous year.

7.07 At the time an employee's service is terminated with his employer, such an employee is entitled to the portion of accrued vacation with pay he has not used, calculated on the basis of two (2%), four (4%) or six (6%) percent of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure, depending on the years of continuous service with his employer.

VIII. *Statutory Holidays*: 8.01 The following days shall be considered as Statutory Holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John-the-Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

8.02 Regular employees and those working in plants not covered by a *bona fide* private collective labour agreement, shall receive, subject to Section 8.03 below, eight (8) hours pay at his basic hourly rate for each of the above holidays which fall or are observed on a regular working day or on a Sunday.

8.03 To qualify for such holiday pay as aforesaid, an employee must work, or stand ready to work, the regular working day preceding and following the day on which the holiday is observed, except in the case of *bona fide* illness or lay-off due to lack of work not exceeding six (6) working days prior to the holiday, or upon written authorization from the employer.

8.04 Bonus pay received for holidays shall not be taken into account for any other calculation of pay.

8.05 An employer who by virtue of a private labour agreement observes eight (8) statutory holidays or more, may agree to observe days other than those stipulated in 8.01 above.

IX. *General*: 9.01 On the ratification of the present agreement, the existing Joint Committee, organized to carry out the previous decree in the territorial jurisdiction contemplated by the new decree, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee is formed which shall

nouveau comité succède à l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

X. Durée du décret: 10.01 Le présent décret abroge le décret numéro 561 du 11 mars 1942 et tous ses amendements.

10.02 *Durée du décret:* Le décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1968. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'un groupe prépondérant des parties contractantes patronales ou ouvrières ne donne aux autres parties un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1^{er} janvier de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 août 1966. 16138-0

Avis de modification

Imprimerie — Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

1° L'article XIV-A suivant sera ajouté:

* XIV-A. *Artisans:* Un artisan qui travaille seul ou en société ne peut travailler dans un autre atelier sans la permission du comité paritaire. Le Comité peut accorder une telle permission après s'être assuré qu'aucun salarié du même métier et de la même classification n'est disponible pour un emploi régulier. »

2° Les paragraphes 18°, 19° et 20° de l'article XXIV seront remplacés par les suivants:

* 18° Dans tout établissement, l'employeur a la responsabilité de voir à ce que l'apprenti acquière au travail la connaissance de son métier et en franchisse avec succès toutes les étapes. A cette fin, toutefois, l'employeur peut déléguer son autorité au contremaître ou à toute autre personne qualifiée.

19° La Commission d'apprentissage doit fournir un livret d'apprentissage à chaque apprenti. L'apprenti doit conserver ce livret à l'atelier

succéder à et être investi avec tous les actifs et droits de l'ancien Comité conjoint; il assumera toutes les responsabilités de l'ancien Comité conjoint sous le présent décret.

X. Duration: 10.01 The present decree repeals decree No. 561 of the 11th of March, 1942 and all amendments thereto.

11.02 The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until January 1, 1968. It then renews itself automatically from year to year, unless a preponderant group of the contracting parties of the first or second part notifies the other parties, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before January 1st of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 6, 1966. 16138-0

Notice of amendment

Printing Industry — Montreal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that contracting parties to the collective labour agreement respecting the Printing Industry and trades in the Montreal region (made binding by decree number 2114 of November 4, 1964 and amendments) have petitioned him to submit the following amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The following section XIV-A will be added:
"XIV-A. *Artisans:* An artisan, either self-employed or working in partnership, shall not work in another plant without the permission of the Parity Committee. The Committee may grant such permission only after having satisfied itself that no employee of the same trade and classification is available for regular employment."

2. Subsection 18, 19 and 20 of section XXIV will be replaced by the following:

"18. In each plant, it is the responsibility of the employer to ensure that the apprentice acquires a working knowledge of his trade and successfully completes each stage. For this purpose, however, the employer may delegate his authority to the foreman or other qualified person.

19. The Apprenticeship Commission shall furnish each apprentice with an apprenticeship record book. The apprentice must keep this book

où il fait son apprentissage. Il doit y indiquer chaque jour le nombre d'heures faites sur chaque opération mentionnée dans la « Liste des opérations ». A la fin de chaque mois, il doit additionner le total des heures faites sur chaque opération, détacher de son livret le feuillet du mois écoulé et le remettre à la personne responsable. Ce dernier doit le signer et y inscrire son appréciation du comportement professionnel de l'apprenti, d'après le code établi à cette fin.

20° L'employeur doit faire parvenir à la Commission d'apprentissage le feuillet mensuel ainsi détaché du livret de l'apprenti, le ou avant le septième jour de chaque mois pour le mois précédent.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 août 1966. 16138-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Paritaire de l'Alimentation au Détail de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 1439 du 21 juin 1961 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1138 du 20 juillet 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 5 août 1966 au 5 août 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1439 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1439 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 1439 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour l'employé le moins rémunéré selon la classification.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de

in the shop where he is serving his apprenticeship. He must enter therein each day the number of hours worked on each operation indicated in the "List of Operations" contained therein. At the end of each month the apprentice must total the number of hours worked on each operation, detach from his book the sheet of the past month and submit it to the person responsible. The latter must sign it and, at the same time, rate the apprentice on the various aspects of his professional conduct in the shop in accordance with the code provided for this purpose.

20. It is the responsibility of the employer to forward the monthly sheet so detached to the Apprenticeship Commission on or before the seventh day of the month following that for which the report is made.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 6, 1966. 16138-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité Paritaire de l'Alimentation au Détail de Saint-Hyacinthe* (established in pursuance of decree number 1439 of June 21, 1961 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 1138 of July 20, 1966, authorizes this levy.

1. Dues

The contribution period extends from August 5, 1966, to August 5, 1967. This levy is carried out as follows:

(a) Professional employers subject to decree number 1439 and amendments must pay the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees subject to the said decree.

(b) Employees governed by decree number 1439 and amendments must pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

(c) All artisans governed by said decree number 1439 and amendments must pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary stipulated in the decree for the lowest-paid employee according to the classification.

2. Collection method

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which

rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Ledit Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Alimentation au détail de Sainte-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 5 août 1966 et le 5 août 1967.

COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL DE ST-HYACINTHE

État des recettes et déboursés prévus pour la période du 5 août 1966 au 5 août 1967.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$3,250.00
Cotisations ouvrières.....	3,250.00
Intérêts de banque.....	100.00
Rentes du Québec.....	50.00
	\$6,650.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$2,500.00
Salaires des inspecteurs.....	1,250.00
Loyer et Taxes.....	480.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	195.00
Frais judiciaires.....	100.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	700.00
Poste, téléphone, télégramme.....	225.00
Abonnement et publicité.....	25.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	600.00
Assurance caution.....	15.00
Assurances générales.....	60.00
Régie des rentes.....	100.00
	\$6,250.00

all the information required by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy, by means of a direct deduction from his employee's wages.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany said report. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, of each year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité Paritaire de l'Alimentation au détail de Sainte-Hyacinthe, for the August 5, 1966 to August 5, 1967 period.

COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL DE ST-HYACINTHE

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from August 5, 1966, to August 5, 1967.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues.....	\$3,250.00
Employees' dues.....	3,250.00
Bank interest.....	100.00
Quebec Pension Plan.....	50.00
	\$6,650.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary.....	\$2,500.00
Inspector's salaries.....	1,250.00
Rent and tax.....	480.00
Lighting, heating, maintenance.....	195.00
Legal expenses, court costs.....	100.00
Printing, stationery, office equipment.....	700.00
Postage, telephone, telegrams.....	225.00
Subscriptions and publicity.....	25.00
Attendance fees (members of Committee).....	600.00
Fidelity bond.....	15.00
General insurance.....	60.00
Quebec Pension Plan.....	100.00
	\$6,250.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévus..... \$ 400.00

Estimated Surplus (receipts over disbursements)..... \$ 400.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 août 1966. 16138-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 6, 1966. 16138-o

Avis de prélèvement

Notice of levy

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield, établi en exécution du décret numéro 1259, du 7 août 1947 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1218 du 27 juillet 1966, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield*, formed under decree number 1259 of August 7, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1218 of July 27, 1966, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 16 août 1966 au 16 août 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from August 16, 1966 to August 16, 1967; such levy shall be applied in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1259 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

(a) Professional employers governed by the said decree number 1259, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1259 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 1259 et amendements, est de plus considéré comme un artisan aux fins du présent règlement.

(b) Artisans governed by the said decree number 1259 and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% based on an average weekly remuneration of \$80.00. Any employer or professional employer who plies any trade governed by the decree number 1259 and amendments, is considered, for the purposes of this by-law, as an artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1259 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

(c) Employees governed by the said decree number 1259 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums paid to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'attestation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is required.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter

In pursuance of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit

un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield, pour la période comprise entre le 16 août 1966 et le 16 août 1967.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS
DE VALLEYFIELD

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 16 août 1966 et le 16 août 1967.

Recettes:

Cotisations patronales	\$1,554.00
Cotisations ouvrières	1,554.00
Cotisations artisanales	5,004.00
Pénalités et amendes	300.00
Honoraires d'examen	727.00
	\$9,139.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$2,700.00
Salaire du personnel	125.00
Salaire de l'inspecteur	300.00
Frais d'inspection	1,200.00
Honoraires: Bureau d'examineurs	560.00
Frais: Bureau d'examineurs	440.00
Loyer et taxes	510.00
Frais judiciaires	500.00
Frais de vérification	240.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	500.00
Poste, téléphone, télégramme	465.00
Jetons de présence (membres du Comité)	260.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	520.00
Frais de délégation	400.00
Frais d'affiliation	40.00
Abonnement et publicité	40.00
Intérêts, échange agios	35.00
Éclairage, chauffage et entretien	150.00
Assurance caution	10.00
Assurances générales	20.00
	\$9,015.00

Excédant des recettes sur les déboursés \$ 124.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 août 1966. 16138-0

a quarterly financial report to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of receipts and disbursements of the *Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield* for the period extending from August 16, 1966, to August 16, 1967.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS
DE VALLEYFIELD

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from August 16, 1966, to August 16, 1967.

Receipts:

Employers' dues	\$1,554.00
Employees' dues	1,554.00
Artisans' dues	5,004.00
Penalties and fines	300.00
Examination fees	727.00
	\$9,139.00

Disbursements:

Secretary's salary	\$2,700.00
Salary of personnel	125.00
Inspector's salary	300.00
Inspection expenses	1,200.00
Fees: Board of Examiners	560.00
Expenses: Board of Examiners	440.00
Rent and taxes	510.00
Legal expenses, court costs	500.00
Auditing expenses	240.00
Printing, stationery, office equipment	500.00
Postage, telephone, telegrams	465.00
Attendance fees (members of Committee)	260.00
Travelling expenses (members if Committee)	520.00
Delegation expenses	400.00
Affiliation expenses	40.00
Subscriptions and publicity	40.00
Interest, exchange, agios	35.00
Lighting, heating, maintenance	150.00
Fidelity bond	10.00
General insurance	20.00
	\$9,015.00

Surplus (receipts over expenses) \$ 124.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 6, 1966. 16138-0

Avis

Chaskiel (Charles) Rosenzweig

Avis est par les présentes donné que Chaskiel (Charles) Rosenzweig, (aussi connu sous le nom de Charles Rose), présentement domicilié à 2480 Benny Crescent, Ville de Montréal, province de Québec, présentera une demande au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil pour l'adoption d'un ordre de changement de son nom à Charles Rose, à toutes fins que de droit.

Montréal, le 14^e jour de juillet 1966.

Les Procureurs du requérant,

16055-30-2-0 LOUIS & BERGER.

Notices

Chaskiel (Charles) Rosenzweig

Notice is hereby given that Chaskiel (Charles) Rosenzweig, (also known as Charles Rose), residing at 2480 Benny Crescent in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in counsel, for the adoption of an order changing his name to Charles Rose to avail for all legal purposes.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

LOUIS & BERGER,

16055-30-2-0 Attorneys for the applicant.

Dionysios Theodoratos

Avis est par la présente donné que « Dionysios Theodoratos » (jusqu'ici connu au Canada sous le nom de Denis N. Théodore), restaurateur, demeurant au No 2585 rue Mascon, App. No 1, Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre un décret changeant son nom en celui de Denis N. Théodore.

Le nom de Dame Georgia Tourcakis, épouse du requérant, demeurant à la même adresse, changera par suite du décret.

Montréal, le 27 juillet 1966.

Le Procureur du requérant,

16128-31-2-o

J.-AUGUSTE GOSSELIN.

Dionysios Theodoratos

Notice is hereby given that "Dionysios Theodoratos" (formerly known in Canada under the name of Denis N. Théodore), restaurateur, domiciled at No. 2585 Gascon Street, Apt. No. 1, Montreal, will petition the Lieutenant-Governor to issue a decree changing his name to that of Denis N. Théodore.

The name of Dame Georgia Tourcakis, wife of the petitioner, domiciled at the same address will change following the decree.

Montreal, July 27, 1966.

J.-AUGUSTE GOSSELIN,

16128-31-2

Attorney for the petitioner.

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire de St. Pie X (St-Martin)

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire de St. Pie X (St-Martin) », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse St-Pie X (St-Martin), aux limites de la cité de Laval.

Québec, le 27 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

16129-o

RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de St. Pie X (St-Martin)

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de St. Pie X (St-Martin)", may recruit its members be extended, from the limits of the parish of St-Pie X (St-Martin), to the limits of the city of Laval.

Quebec, July 27, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

16129

Assistant Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

**Modeck Utilities Corp.
La Corporation d'Utilités Modeck**

Avis est donné que la compagnie « Modeck Utilities Corp. — La Corporation d'Utilités Modeck », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27e jour de juillet 1966.

Modeck Utilities Corp.,

La Corporation d'Utilités Modeck,

(Seeau)

16113

Le Président,

MOSES LEVINE.

Shawville Creamery Limited

Avis est donné que la compagnie « Shawville Creamery Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social au village de Shawville, district de Pontiac, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Shawville, P.Q., ce quinzième jour de juillet dix-neuf cent soixante-six.

(Seeau)

16114

Le Secrétaire,

MILTON E. HODGINS.

Classic Curtain Sales Corporation

Avis est donné que « Classic Curtain Sales Corporation », une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de

**Modeck Utilities Corp.
La Corporation d'Utilités Modeck**

Notice is hereby given that "Modeck Utilities Corp.—La Corporation d'Utilités Modeck", a company incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec in order to obtain leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 27th day of July 1966.

Modeck Utilities Corp.,

La Corporation d'Utilités Modeck,

(Seal)

16113-o

MOSES LEVINE,

President.

Shawville Creamery Limited

Notice is hereby given that "Shawville Creamery Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office at the village of Shawville, in the district of Pontiac, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Shawville, P.Q., this fifteenth day of July, nineteen hundred and sixty-six.

(Seal)

16114-o

MILTON E. HODGINS,

Secretary.

Classic Curtain Sales Corporation

Notice is hereby given that "Classic Curtain Sales Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of

Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 1^{er} jour d'août 1966.

Classic Curtain Sales Corporation,
Les Procureurs,
GREENBLATT GINSBERG GARDNER
16131-o & GLAZER.

L. N. Textile Agencies Inc.

Avis est donné que la compagnie « L. N. Textile Agencies Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 29^e jour de janvier 1966.

16132 *Le Secrétaire,*
ARTHUR NOVICK.

Auto Battery Commercial Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Auto Battery Commercial Ltd. », dûment constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, 14 juillet 1966.

16130 *Le Procureur de la requérante,*
BLANKA GYULAI.

Varin Construction (Limitée)

Avis est par les présentes donné que « Varin Construction (Limitée) », une corporation constituée par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province pour faire accepter l'abandon de sa charte et en obtenir l'annulation conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 25 juillet 1966.

16142-o *Le Secrétaire,*
GEORGETTE DESROSNIERS-VARIN.

Promulga Ltée

Avis est par les présentes donné que « Promulga Ltée », présentera une requête au secrétaire de la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des compagnies pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté dans la cité de Montréal, province de Québec, ce 28^e jour de juillet 1966.

16149-o *Le Secrétaire,*
ROBERT ROCHELEAU.

Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of August, 1966.

Classic Curtain Sales Corporation,
GREENBLATT GINSBERG GARDNER
16131-o & GLAZER,
Attorneys.

L. N. Textile Agencies Inc.

Notice is hereby given that "L.N. Textile Agencies Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal this 29th day of January, 1966.

16132-o ARTHUR NOVICK,
Secretary.

Auto Battery Commercial Ltd.

Notice is hereby given that "Auto Battery Commercial Ltd.", corporation duly incorporated under the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for the surrender of its charter.

Montreal, July 14, 1966.

16130-o BLANKA GYULAI,
Attorney for petitioner.

Varin Construction (Limitée)

Notice is hereby given that "Varin Construction (Limitée)", a corporation incorporated by letters patent issued in pursuance to the Quebec Companies Act and having its head office in the town of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter and to obtain its annulment in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, July 25, 1966.

16142 GEORGETTE DESROSNIERS-VARIN,
Secretary.

Promulga Ltée

Notice is hereby given that "Promulga Ltée", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its charter.

Dated at the city of Montreal, province of Quebec, this 28th day of July 1966.

16149-o ROBERT ROCHELEAU,
Secretary.

Divers Compagnies

Excelsior Ladder Limited

Avis est donné que la compagnie « Excelsior Ladder Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

16133-o *Le Secrétaire,*
R. MANDEVILLE.
15693-59

Miscellaneous Companies

Excelsior Ladder Limited

Notice is given that "Excelsior Ladder Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

16133 R. MANDEVILLE,
Secretary.
15693-59

Sièges sociaux

Head Offices

Canuck Pottery (Quebec) Limited

Avis est donné que la compagnie « Canuck Pottery (Quebec) Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 11 février 1965, a changé son siège social de 615 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, Québec, à suite 2525, 800, carré Victoria, Montréal, Québec.

Montréal, le 26 juillet 1966.

L'Assistat-secrétaire,

ANDREW H. PYTEL.

16115-o

466-65

Clarinch Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Clarinch Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 3 mai 1952, a transporté son siège social de suite 1900, 507, place d'Armes, ville de Montréal, province de Québec, à suite 2401, 800, carré Victoria, ville de Montréal, province de Québec.

Montréal, ce 22e jour de juillet 1966.

PHILIPPE CASGRAIN.

16116

6625-52

Berdesmol Ltée

Avis est donné que la compagnie « Berdesmol Ltée », constituée en corporation, par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 31e jour de juillet 1963, et ayant son siège social en la ville de Montréal, où son bureau était situé à 507, place d'Armes suite 1900, l'a transporté à 800, carré Victoria, suite 2401.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

W. T. STEWART.

16119

3126-63

Edco Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Edco Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 avril 1964, a transporté son siège social de 2195, rue Crescent, en la ville de Montréal à 1535, ouest, rue Louvain, ville de Montréal.

Montréal, ce 15e jour de juin 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,

JACQUES LEDUC.

16120

1706-64

Les Entreprises C. V. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises C. V. Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 10 février 1965 et ayant son siège social à Drummondville, province de Québec, a établi son bureau à 189, rue St-Henri, Drummondville, P. Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, ce 9e jour de juin 1966.

(Sceau)

Le Président,

CLERMONT VEILLEUX.

16121-o

579-65

Canuck Pottery (Quebec) Limited

Notice is hereby given that "Canuck Pottery (Quebec) Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated February 11, 1965 has changed its head office from 615 Dorchester Blvd. West Montreal, Quebec to Suite 2525, 800 Victoria Square, Montreal, Quebec.

Montreal, July 26, 1966.

ANDREW H. PYTEL,

Assistant-Secretary.

16115-o

466-65

Clarinch Company Ltd.

Notice is hereby given that "Clarinch Company Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated May 3, 1952 has moved its head office from Room 1900, 507 Place d'Armes, city of Montreal, province of Quebec, to Suite 2401, 800 Victoria Square, city of Montreal, province of Quebec.

Montreal, this 22nd day of July 1966.

PHILIPPE CASGRAIN.

16116-o

6625-52

Berdesmol Ltée

Notice is hereby given that "Berdesmol Ltée", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 31st day of July, 1963, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated at 507 Place d'Armes, Room 1900, has moved to 800 Victoria Square, Room 2401.

Dated at Montreal, this 1st day of April, 1966.

W. T. STEWART,

Secretary-Treasurer.

16119-o

3126-63

Edco Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Edco Holdings Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated April 23, 1964 has moved its head office from 2195 Crescent Street, in the city of Montreal to 1535 Louvain Street West in the city of Montreal.

Montreal, this 15th day of June 1966.

(Seal)

JACQUES LEDUC,

Secretary.

16120-o

1706-64

Les Entreprises C. V. Inc.

Notice is given that "Les Entreprises C. V. Inc.", incorporated by letters patent issued of February 10, 1965, and having its head office at Drummondville, province of Quebec, has established its office at 189 St-Henri Street, Drummondville, P. Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Drummondville, this 9th day of June, 1966.

(Seal)

CLERMONT VEILLEUX,

President.

16121

579-65

**Les Entreprises Veilleux Inc.
Veilleux Enterprises Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Veilleux Inc.—Veilleux Enterprises Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 24 janvier 1964 et ayant son siège social à Drummondville, province de Québec, a établi son bureau à 189, rue St-Henri, Drummondville, P. Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, ce 9^e jour de juin 1966.

(Sceau)

Le Président,
GÉRARD VEILLEUX.

16122-o

5495-63

**Les Entreprises Veilleux Inc.
Veilleux Enterprises Inc.**

Notice is given that "Les Entreprises Veilleux inc.—Veilleux Enterprises Inc.", incorporated by letters patent issued on January 24, 1964, and having its head office at Drummondville, province of Quebec, has established its office at 189 St-Henri Street, Drummondville, P. Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Drummondville, this 9th day of June, 1966.

(Seal)

GÉRARD VEILLEUX,
President.

16122

5495-63

Rock Forest Shopping Centre, Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Rock Forest Shopping Centre, Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23^e jour de mars 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 515, rue Chatham, en ladite ville.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la ville de Montréal, ce 21^e jour de juillet 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,
JOSEPH DRAZIN.

16123

1249-65

Rock Forest Shopping Centre, Inc.

Notice is hereby given that "Rock Forest Shopping Centre, Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 23rd day of March, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at 515 Chatham Street, in the said city.

From, and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated, at the city of Montreal, this 21st day of July, 1966.

(Seal)

JOSEPH DRAZIN,
Secretary.

16123-o

1249-65

Roy & Pratte Inc.

Avis est donné que la compagnie « Roy & Pratte Inc. », dûment constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 juin 1966, a établi son siège social à 8, ouest, rue Gamble, Rouyn, Québec.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant son bureau principal.

Rouyn, 17 juin 1966.

Le Secrétaire-Trésorier,
ORISE LAFORTUNE.

16134

2345-66

Roy & Pratte Inc.

Notice is hereby given that "Roy & Pratte Inc.", duly incorporated by letters patent under date of June 17, 1966, has established its head office at 8 Gamble Street West, Rouyn, Quebec.

As and from this date, the said head office will be considered as its principal office.

Rouyn, June 17, 1966.

ORISE LAFORTUNE,
Secretary-Treasurer.

16134-o

2345-66

**Vachon corporation ltée
Vachon Corporation Ltd.**

Avis est donné que « Vachon corporation ltée—Vachon Corporation Ltd. », a changé son siège social de 2945, rue Arcand, Montréal, à 6590, rue Paul-Émile Lamarche, St-Léonard de Port-Maurice.

Le Président,
GUY VACHON.

16135-o

1973-65

**Vachon corporation ltée
Vachon Corporation Ltd.**

Notice is given that "Vachon corporation ltée—Vachon Corporation Ltd.", has changed its head office from 2945 Arcand Street, to 6590 Paul-Émile Lamarche Street, St-Léonard de Port-Maurice.

GUY VACHON,
President.

16135

1973-65

**Western Girl Temporary
(Montreal) Limited**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Western Girl Temporary (Montreal) Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 26^e jour de mai 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 1396, ouest, rue Ste-Catherine, chambre 209.

**Western Girl Temporary
(Montreal) Limited**

Notice is hereby given that "Western Girl Temporary (Montreal) Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 26th day of May, 1966 and having its head office in the city of Montreal has established its office at 1396 St. Catherine Street West, Room 209.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour de juillet 1966.

Le Président,

G. LIENHARD.

16136

2440-66

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of July 1966.

G. LIENHARD,

President.

16136-o

2440-66

Liquidation — Avis de

Choice Furniture Distributors Inc.
Distributeurs d'ameublements de choix inc.

Avis est donné que la compagnie « Choice Furniture Distributors Inc. — Distributeurs d'ameublements de choix inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 24e jour de janvier 1958, avec siège social à Montréal, a été dissoute le 20 juin 1966, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social, Statuts refondus, 1964, chapitre 281.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16143-o

10132-58

Winding up Notices

Choice Furniture Distributors Inc.
Distributeurs d'ameublements de choix inc.

Notice is hereby given that "Choice Furniture Distributors Inc. — Distributeurs d'ameublements de choix inc.", incorporated in pursuance to Part I of the Companies Act by letters patent dated January 24, 1958, with a head office at Montreal, was dissolved on June 20, 1966, in pursuance to the Winding-Up Act, Revised Statutes, 1964, chapter 281.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16143

10132-58

Ministère des Affaires municipales

Cité de Pierrefonds

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Pierrefonds, par sa requête en date du 5 mai 1966, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant les articles 35 à 43 et les articles 45 et 46 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 110, par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1086, en date du 7 juillet 1966, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Pierrefonds, en date du 5 mai 1966, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle*

Department of Municipal Affairs

City of Pierrefonds

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), decrees that the Lieutenant-Governor in Council, upon petition from the Council of a municipal Corporation governed by said Act, may issue letters patent amending the charter of said corporation, by replacing certain provisions therein by those in the Cities and Towns Act which correspond thereto;

WHEREAS the Council of the city of Pierrefonds, by its petition dated May 5, 1966, requests that letters patent be issued in its favour, amending its charter by replacing sections 35 to 43 and sections 45 and 46 of act 7-8 Elizabeth II, chapter 110, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1086, dated July 7, 1966, We grant the petition of the Council of the city of Pierrefonds, dated May 5, 1966, and We declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*,

de Québec que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité de Pierrefonds soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
16150-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

that the aforementioned provisions of the charter of the city of Pierrefonds be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole in accordance with the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent will enter into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
16150 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québec

Il a plu au Ministre de l'agriculture et de la colonisation, à la demande du Conseil d'administration de « Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québec », société coopérative constituée sous le régime de la Loi des sociétés coopératives agricoles, de changer le siège de cette société du 65, rue Sainte-Anne, en la cité de Québec, à 59, avenue Bégin, en la cité de Lévis.

Québec, le 1er août 1966.

*Le Sous-ministre de l'agriculture
et de la colonisation,*
16151 ERNEST MERCIER.

Department of Agriculture and Colonization

Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québec

The Minister of Agriculture and Colonization has been pleased, upon the request of the administration Council of "Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québec", a cooperative association incorporated under the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act, to change the office of this company from 65 Sainte-Anne Street, in the city of Quebec, to 59 Bégin Avenue, in the city of Lévis.

Quebec, August 1, 1966.

ERNEST MERCIER,
16151 *Associate Minister of Agriculture
and Colonization.*

Ministère de l'Éducation

Carignan

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Carignan, dans le comté de Laviolette, le territoire du canton Pothier, non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 25 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
16095-30-2-0 JEAN-JACQUES BERTRAND. 233-66

La Minerve Diss.

Demande est faite d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de La Minerve, dans le comté de Labelle.

Québec, le 25 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
16097-30-2-0 JEAN-JACQUES BERTRAND. 232-66

Department of Education

Carignan

Application is made to annex to the school municipality of Carignan, in the county of Laviolette, the territory of the township of Pothier, not yet organized from a school point of view.

Quebec, July 25, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
16095-30-2 *Minister of Education.* 233-66

La Minerve Diss.

Application is made to abolish the corporation of school trustees for the municipality of La Minerve, in the county of Labelle.

Quebec, July 25, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
16097-30-2 *Minister of Education.* 232-66

Honfleur

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Honfleur, dans le comté de Bellechasse, les lots 50, 51 et 52 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Claire, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Claire, dans le comté de Dorchester.

Québec, le 25 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

16096-30-2-o

865-64

Honfleur

Application is made to detach from the school municipality of Honfleur, in the county of Bellechasse, lots 50, 51 and 52 in the official cadaster of the parish of Ste-Claire, to annex them to the school municipality of Ste-Claire, in the county of Dorchester.

Quebec, July 25, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

16096-30-2

865-64

St-Flavien Paroisse

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Flavien, dans le comté de Lotbinière, les lots et parties de lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de St-Flavien, à savoir: 70 à 212 inclusivement; 300 à 316 inclusivement; la demie ouest du lot 317 comprenant 141 arpents; la demie ouest des lots 318 et 319 comprenant 168 arpents; 420 à 439 inclusivement.

Les lots et parties de lots suivants du cadastre officiel de St-Agapit-de-Beaurivage, à savoir: les parties ouest du lot 100 comprenant 775 arpents; les lots 101 à 103 inclusivement, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Flavien, dans le comté de Lotbinière.

Québec, le 25 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

16098-30-2-o

1493-61

St-Flavien Parish

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Flavien, in the county of Lotbinière, the following lots and parts of lots in the official cadaster of the parish of St-Flavien, to wit: 70 to 212 inclusively; 300 to 316 inclusively; the west half of lot 317 comprising 141 arpents; the west half of lots 318 and 319 comprising 168 arpents; 420 to 439 inclusively.

The following lots or parts of lots in the official cadaster of St-Agapit-de-Beaurivage, to wit: the west parts of lot 100 comprising 775 arpents; lots 101 to 103 inclusively, in order to annex them to the school municipality of the Village of St-Flavien, in the county of Lotbinière.

Quebec, July 25, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

16098-30-2

1493-61

Ville de Québec-Ouest

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Québec-Ouest, dans le comté de St-Sauveur, en celui de Vanier.

Québec, le 25 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

16099-30-2-o

222-66

Town of Quebec-West

Application is made to change the name of the school municipality of the town of Quebec-West, in the county of St-Sauveur, to that of Vanier.

Quebec, July 25, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

16099-30-2

222-66

Canton Leneuf

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marguerite-Gallix, dans le comté de Saguenay, le territoire du Canton Leneuf, moins toutefois ces parties appartenant déjà aux municipalités scolaires de Clark City et Port-Cartier.

Le territoire à annexer comprend la municipalité scolaire inopérante du Canton Leneuf érigée par arrêté en conseil du 5 avril 1907.

Québec, le 27 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

16161-31-2-o

266-66

Township of Leneuf

Application is made to annex to the school municipality of Ste-Marguerite-Gallix in the county of Saguenay, the territory of the township of Leneuf, nevertheless to withdraw these parts already belonging to the school municipalities of Clark City and Port-Cartier.

The territory to annex comprises the inoperative school municipality of the township of Leneuf erected by Order in Council on April 5, 1907.

Quebec, July 27, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

16161-31-2

266-66

St-Paul-l'Ermite

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1153, en date du 20 juillet 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de La Presqu'Île, dans le comté de l'Assomption, à la municipalité scolaire de St-Paul-l'Ermite, dans le même comté.

Cet arrêté en conseil prend effet à la date de sa sanction.

Québec, le 29 juillet 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

16162-o

105-63

St-Paul-l'Ermite

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 1153, dated July 20, 1966, to annex the present territory of the school municipality of La Presqu'Île, in the county of l'Assomption, to the school municipality of St-Paul-l'Ermite, in the same county.

This Order in Council takes effect at the date of its sanction.

Quebec, July 29, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

16162

105-63

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-17.1 Région s'étendant de Rivière Sheldrake — quai de Rivière au Tonnerre
sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plait au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 22 juillet 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
16152-o MAURICE BELLEMARE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.1 Région s'étendant de Pointe-Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval)

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plait au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 22 juillet 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
16152-o MAURICE BELLEMARE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval)

N-4. 5 région s'étendant du quai de l'Anse Noire — ancien chemin à Richard Fortin

sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plait au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shell-fish areas located along the shores and waters:

N-17.1 Region extending from Sheldrake River — au Tonnerre River Wharf
are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whomsoever to fish, take or to have in his possession clams from the said areas.

The present interdiction does not apply, however, to licensed producers (Quebec Order in Council 1963-779) for canning purposes only.

Quebec, July 22, 1966.

MAURICE BELLEMARE,
16152 Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shell-fish areas located along the shores and waters:

N-4. 1 Region extending from Pointe Laval — Pointe Orient (in line with the Laval River Bridge)

are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulations, the Minister hereby opens the said areas and permits anybody whomsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

Quebec, July 22, 1966.

MAURICE BELLEMARE,
16152 Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shell-fish areas located along the shores and waters:

N-4. 1 Region extending from Pointe Laval — Pointe Orient (in line with the Laval River Bridge)

N-4. 5 Region extending from Anse Noire Wharf — formerly a road belonging to Richard Fortin

are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whomsoever to fish, take or to have in his possession clams from the said areas:

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 28 juillet 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
16152-0 MAURICE BELLEMARE.

The present interdiction does not apply, however, to licensed producers (Quebec Order in Council 1963-779) for canning purposes only.

Quebec, July 28, 1966.

MAURICE BELLEMARE,
16152 Minister of Industry and Commerce.

Ministère des Richesses naturelles

Avis

Avis de révocation de droits de mine

Conformément aux articles 206b, 207 et 208 de la Loi des Mines (S.Q. 1965, chap. 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits de mine compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le 24 juillet 1880, lorsqu'aucune exploitation ou exploration minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les 10 années précédant la date de la première publication des présentes, avis est donné aux propriétaires de droits de mine des terrains ci-après mentionnés, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation quant aux droits de mine:

Rang VIII, lots 22 et 23.

Rang IX, lot 24.

Canton de Brompton.

District électoral de Richmond.

Québec, le 7 juillet 1966.

Le Sous-ministre,
P.-E. AUGER.

16041-30-2-0

Avis

Avis de révocation de droits de mine

Conformément aux articles 206, 207 et 208 de la Loi des Mines (S.Q. 1965, chapitre 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les concessions minières dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1er juillet 1911 lorsqu'aucune exploitation minière n'a été faite dans les 10 années précédant la première publication des présentes, avis est présentement donné aux propriétaires des concessions minières ci-dessous mentionnées, situées dans le district électoral de Duplessis, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera, au lieutenant-gouverneur en conseil, la révocation:

1) Canton Arnaud, concession minière superficière et souterraine, patenée sur les blocs E, F et G, pour fer magnétique, le 13 août 1900, (251 acres);

2) Canton Arnaud, concession minière superficière et souterraine, patenée sur les blocs H et I, pour fer magnétique, le 21 novembre 1901, (286 acres);

3) Canton Duval, concession minière superficière et souterraine, patenée sur un lot de grève en front des lots 1 à 11 du rang 1, pour sable magnétique, le 8 mars 1900, (200 acres);

4) Cantons Duval et Kegashka, concession minière superficière et souterraine, patenée sur les lots 12, 13, 14, 15, 17, 19, 20, 21, 23, 24 et la partie ouest du lot 27, rang 1, canton Duval et les lots 28, 29, 30, 31, 33, 34 et la partie est

Department of Natural Resources

Notice

Notice of revocation of Mining Rights

Pursuant to sections 206b, 207 and 208 of the mining act (S.Q. 1965, chap. 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July 1880, when no mining operation or exploration have been made there by the owner or on his behalf during the 10 years preceeding the date of the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the mining rights of the hereunder lands that, 90 days after the last publication of this notice, the minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-governor in council the revocation of these lands as far as the mining rights are concerned:

Range VIII, lots 22 and 23.

Range IX, lot 24.

Township of Brompton.

Electoral district of Richmond.

Quebec, July 7, 1966.

P.-E. AUGER,
Deputy-Minister.

16041-30-2-0

Notice

Notice of revocation of mining rights

Pursuant to Sections 206, 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke mining concessions for which letters patent were issued before July 1st, 1911, where no mining operations have been carried on during the 10 years preceding the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the hereunder mining concessions situated in the electoral district of Duplessis that, 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council their revocation:

(1) Arnaud township, surface and underground mining concession, patented on Blocks E, F and G, for magnetic iron, August 13, 1900, (251 acres);

(2) Arnaud township, surface and underground mining concession, patented on Blocks H and I, for magnetic iron, November 21, 1901, (286 acres);

(3) Duval township, surface and underground mining concession, patented on a beach lot in front of lots 1 to 11 of Range 1, for magnetic sands, March 8, 1900, (200 acres);

(4) Duval and Kegashka townships, surface and underground mining concession, patented on lots 12, 13, 14, 15, 17, 19, 20, 21, 23, 24 and the Western part of lot 27, Range 1, Duval township and lots 28, 29, 30, 31, 33, 34 and the

du lot 27, rang 1, canton Kegashka, pour métaux inférieurs, le 13 novembre 1903, (6,528 acres);

5) Canton Letellier, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur un lot en eau profonde en front du rang 1, pour métaux inférieurs, le 7 mars 1906, (1,600 acres);

6) Canton Letellier, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur le bloc P, pour métaux inférieurs, le 10 novembre 1906, (189 acres);

7) Canton Letellier, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur les blocs R et S et sur le lot 1 du rang 1 nord, baie de Sept-Iles, pour fer magnétique, le 21 novembre 1901, (191 acres);

8) Canton Moisie, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur un lot de grève en front du bloc A, pour sable magnétique, le 31 mars 1906, (118½ acres);

9) Canton Natashquan, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur l'île Joncas, à l'embouchure de la rivière Natashquan, pour métaux inférieurs le 16 mars 1904, (50 acres).

Québec, le 12 juillet 1966.

Le Sous-ministre,
P.-E. AUGER.

16117-31-2-o

Avis

Avis de révocation de droits de mine

Conformément aux articles 206, 207 et 208 de la Loi des Mines (S.Q. 1965, chapitre 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les concessions minières dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1er juillet 1911 lorsqu'aucune exploitation minière n'a été faite dans les 10 années précédant la première publication des présentes, avis est présentement donné aux propriétaires des concessions minières ci-dessous mentionnées, situées dans le district électoral de Saguenay, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera, au lieutenant-gouverneur en conseil, la révocation:

1) Canton Bergeronnes, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur le bloc G, pour le mica, le 9 mai 1894 (55 acres);

2) Canton Bergeronnes, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur le bloc H, pour le mica, le 13 mai 1897 (100 acres);

3) Canton De Monts, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur le bloc C, pour les métaux inférieurs, le 11 septembre 1883 (200 acres);

4) Canton De Monts, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur le bloc D, pour les métaux inférieurs, le 11 septembre 1883 (100 acres);

5) Canton Iberville, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur le lot 3 du Rang III, pour les métaux inférieurs, le 3 septembre 1880 (136 acres);

6) Canton Iberville, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur la partie en front au sud-est du lot 24 du rang III, pour les métaux inférieurs, le 16 juin 1882 (100 acres);

7) Canton Iberville, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur le lot 25 du rang III, pour les métaux inférieurs, le 8 novembre 1882 (177 acres);

8) Canton Manicouagan, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur les

Eastern part of lot 27, Range 1, Kegashka township, for inferior metals, November 13, 1903 (6,528 acres);

(5) Letellier township, surface and underground mining concession, patented on a deep-water lot in front of Range 1, for inferior metals, March 7, 1906 (1,600 acres);

(6) Letellier township, surface and underground mining concession, patented on Block P, for inferior metals, November 10, 1906 (189 acres);

(7) Letellier township, surface and underground mining concession, patented on Blocks R and S and on lot 1 of Range 1 North, bay of Sept-Iles, for magnetic iron, November 21, 1901 (191 acres);

(8) Moisie township, surface and underground mining concession, patented on a beach lot in front of Block A, for magnetic sands, March 31, 1906 (118½ acres);

(9) Natashquan township, surface and underground mining concession, patented on Jones Island, at the mouth of the Natashquan River, for inferior metals, March 16, 1904 (50 acres).

Quebec, July 12, 1966.

16117-31-2-o

P.-E. AUGER,
Deputy-Minister.

Notice

Notice of revocation of mining rights

Pursuant to sections 206, 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke mining concessions for which letters patent were issued before July 1, 1911, where no mining operations have been carried on during the 10 years preceding the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the hereunder mining concessions situated in the electoral district of Saguenay that, 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council their revocation:

(1) Bergeronnes township, surface and underground mining concession, patented on block G, for mica, May 9, 1894 (55 acres);

(2) Bergeronnes township, surface and underground mining concession, patented on Block H, for mica, May 13, 1897 (100 acres);

(3) De Monts township, surface and underground mining concession, patented on block C, for inferior metals, September 11, 1883 (200 acres);

(4) De Monts township, surface and underground mining concession, patented on block D, for inferior metals, September 11, 1883 (100 acres);

(5) Iberville township, surface and underground mining concession, patented on lot 3 of range III, for inferior metals, September 3, 1880 (136 acres);

(6) Iberville township, surface and underground mining concession, patented in front part of the south east of lot 24 of range III, for inferior metals, June 16, 1882 (100 acres);

(7) Iberville township, surface and underground mining concession, patented on lot 25 of range III, for inferior metals, November 8, 1882 (177 acres);

(8) Manicouagan township, surface and underground mining concession, patented on lots 1,

lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du rang I, déduction faite de l'étendue de terrain constituée par le bloc A, pour les métaux inférieurs, le 26 mars 1886 (292 acres);

(9) Canton Manicouagan, concession minière superficielle et souterraine, patenée sur le bloc M, pour l'eau minérale, le 27 février 1901 (100 acres).

Québec, le 14 juillet 1966.

Le Sous-ministre,
P.-E. AUGER.

16117-31-2-o

2, 3, 4, 5 and 6 of range I, with the deduction of ground area constituted by block A, for inferior metals, March 26, 1886 (292 acres);

(9) Manicouagan township, surface and underground mining concession, patented on block M, for mineral water, February 27, 1901 (100 acres).

Quebec, July 14, 1966.

16117-31-2-o

P.-E. AUGER,
Deputy-Minister.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOINARD. { **A**TTENDU que sous l'autorité de l'article 144 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec peut, de temps à autre, sous le grand sceau de la province, établir des cantons dans les parties de la province où il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;

ATTENDU qu'il convient d'ériger en cantons, sous les noms qui suivent, certaines parties non encore érigées du territoire de la province:

1° Dans le district électoral de Gatineau:

Les cantons de Briand, By, Froidevaux, Gay, Mitchell;

2° Dans le district électoral de Joliette:

Les cantons de D'Aillon, Forbes, French, Gamelin, Laverdière, Legendre, Lenoir, Lusignan, Olier;

3° Dans le district électoral de Labelle:

Le canton de Fontbrune;

4° Dans le district électoral de Montcalm:

Les cantons de Castelnau, Cousineau, Franchère, Jamet, Leman, Pau, Viel;

5° Dans le territoire d'Abitibi:

Les cantons de Bellerive, Crépeau, Gloria, Voyer.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1045, en date du 23 juin 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soient érigées en cantons les parties de terrains dont les limites sont déterminées dans les descriptions officielles en date du premier avril 1966, préparées par M. Paul Savard, arpenteur-géomètre, et contre-signées par M. Émilien Pouliot, directeur du service des arpentages du ministère des Terres et Forêts, toutes cesdites descriptions étant conservées aux archives dudit ministère.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOINARD, { **W**HEREAS under the *Deputy Attorney General.* { authority of section 144 of the British North America Act, 1867, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, may, from time to time, under the Great Seal of the Province, constitute townships in the parts of the Province in which townships have not yet been constituted, and fix the metes and bounds thereof;

WHEREAS it is convenient to erect into townships, under the following names, certain parts not yet erected of the territory of the Province:

1. In the electoral district of Gatineau:

The townships of Briand, By, Froidevaux, Gay, Mitchell;

2. In the electoral district of Joliette:

The townships of D'Aillon, Forbes, French, Gamelin, Laverdière, Legendre, Lenoir, Lusignan, Olier;

3. In the electoral district of Labelle:

The township of Fontbrune;

4. In the electoral district of Montcalm:

The townships of Castelnau, Cousineau, Franchère, Jamet, Leman, Pau, Viel;

5. In the territory of Abitibi:

The townships of Bellerive, Crépeau, Gloria, Voyer.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1045, dated June 23, 1966, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that the parts of land whose limits are determined in the official descriptions be erected into townships on the first day of April, 1966, prepared by Mr. Paul Savard, land-surveyor, and counter-signed by Mr. Émilien Pouliot, director of the surveying Service of the Lands and Forests Department, all the said descriptions being kept in the archives of the said Department.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

16112-o

RAYMOND DOUVILLE.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

16112

Assistant Secretary of the Province.

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Projet de plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac Saint-Jean

Règlement

Vu le projet de plan conjoint déposé en vertu de la section IV de la Loi des marchés agricoles du Québec, par:

MM. Jean-Joseph Larouche
Marcel de Launière
C. Julien Gauvin
Auguste Simard
Jean-Marc Dessureault
Gérard Larouche
Gaston Mailhot
Hermel Blackburn
Jean-Marie Blackburn
Ludger Harvey

St-Nazaire
Notre-Dame de Lorette
St-Fulgence
St-Edmond des Plaines
St-Léon
Alma
St-Méthode
St-Coeur de Marie
St-Coeur de Marie
St-Coeur de Marie

Comté Lac St-Jean County
Comté Roberval County
Comté Dubuc County
Comté Roberval County
Comté Lac St-Jean County
Comté Lac St-Jean County
Comté Roberval County
Comté Lac St-Jean County
Comté Lac St-Jean County
Comté Lac St-Jean County

tous producteurs mettant en marché, à l'état frais ou congelé, le produit agricole visé par le projet de plan conjoint;

Vu la décision No 639 rendue par la Régie des marchés agricoles du Québec le 14 juillet 1966;

Vu les articles 24 et 25 de la Loi des marchés agricoles du Québec;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec ordonne et décide par le présent règlement No 161 ci qui suit, savoir:

1° Pour être considéré comme un producteur intéressé, au sens de l'article 25 de la Loi des marchés agricoles du Québec et avoir voix au référendum tenu par la Régie en marge du projet de plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac Saint-Jean, le producteur doit mettre en marché, à l'état frais ou congelé, du bleuet produit dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Dubuc, Lac Saint-Jean, Roberval et Laviolette, ou doit produire du bleuet dans ce territoire pour le mettre en marché, à l'état frais ou congelé.

2° Au surplus, pour avoir droit de vote au référendum, tout producteur intéressé doit faire inscrire ses nom et adresse sur la liste officielle établie selon la procédure édictée par le présent règlement. Seuls les producteurs intéressés dont les noms sont inscrits sur la liste finale de la Régie auront le droit de se prononcer en faveur ou contre le plan conjoint proposé et qui fait l'objet du présent référendum.

3° Les Requérants doivent établir, au meilleur de leur connaissance, une liste des producteurs

Quebec Agricultural Marketing Board

Draught of a joint plan of blueberry producers of Saguenay-Lake St. John

By-law

In view of the draught of the joint plan filed in accordance with section IV of the Quebec Agricultural Marketing Act by:

all producers marketing, in fresh or frozen state, the farm product mentioned in the joint plan;

In view of decision No. 639 rendered by the Quebec Agricultural Marketing Board on July 14, 1966;

In view of sections 24 and 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act;

Therefore, the Quebec Agricultural Marketing Board, by by-law No. 161, orders and decides the following, to wit:

1. To be considered an interested producer in the sense of section 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act and have a vote in the referendum held by the Board on the joint plan of blueberry producers of Saguenay-Lake St. John, the producer must market, in the fresh or frozen state, blueberries produced in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Dubuc, Lake St. John, Roberval and Laviolette, or must produce blueberries in this area for marketing in the fresh or frozen state.

2. Moreover, in order to have the right to vote in the referendum, all interested producers must have their name and address inscribed on the official list established in accordance with the procedure decreed by this by-law. Only interested producers whose names are inscribed on the final list of the Board will have the right to pronounce themselves in favour of or against the proposed joint plan which is the object of this referendum.

3. The petitioners must establish, to the best of their knowledge, a list of interested producers

intéressés au sens de l'Article 1 du présent règlement et la déposer au bureau de la Régie.

4° La Régie procédera alors à une vérification de cette liste en s'informant, auprès de toute personne ou association susceptible selon elle, de la renseigner sur les personnes remplissant les conditions prescrites à l'article 1.

À l'aide de ces renseignements, la Régie modifie, le cas échéant, la liste soumise par les Requérants et envoie une copie du projet de plan conjoint, avec un bulletin de vote, aux producteurs intéressés dont les noms apparaissent sur la liste telle que modifiée ou approuvée par la Régie.

5° Pour voter, le producteur doit indiquer sur le bulletin que la Régie lui a fait parvenir, s'il approuve ou non le plan conjoint proposé dont il a reçu copie. Après avoir indiqué son choix, il remet le bulletin dans une enveloppe spéciale qu'il a reçu à cet effet, et le retourne à la Régie selon les modalités indiquées dans la lettre accompagnant le projet de plan conjoint.

6° Après l'envoi des bulletins de vote aux producteurs susdits, la Régie fait paraître un avis dans au moins deux journaux distribués dans le territoire visé par le projet de plan conjoint. Cet avis mentionne le nom des Requérants, le produit visé et les qualités requises pour avoir voix au référendum.

7° Quiconque croit avoir les qualités requises pour voter et n'a pas reçu le bulletin de vote lors de la publication de cet avis doit, pour être considéré comme un producteur intéressé et être inscrit sur la liste de la Régie, en faire la demande à la Régie dans le délai indiqué à l'Article 8.

8° Les producteurs qui ont les qualités requises ont jusqu'au 23 août 1966, pour faire inscrire leur nom sur la liste des producteurs intéressés. Après cette date, la liste approuvée ou modifiée par la Régie sera considérée complète et finale pour les fins du référendum et sera présumée contenir les noms de tous les producteurs intéressés.

9° La Régie fera procéder au dépouillement des bulletins de vote le 29 août 1966 à 10h.30 a.m.

Montréal, ce vingtième jour de juillet 1966.
RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
Le Secrétaire,

16125-0 (Me) GILLES PRÉSENT.

in the sense of section 1 of this by-law and file it in the Board's office.

4. The Board will then proceed to verify this list by questioning any person or association capable, in its opinion, of giving information on the persons fulfilling the conditions prescribed in section 1.

With the help of this information, the Board amends, if necessary, the list submitted by the petitioners, and sends a copy of the draught of the joint plan, with a voting-paper, to the interested producers whose names appear on the list as amended or approved by the Board.

5. In order to vote, the producer must indicate on the paper forwarded to him by the Board, whether he approves or not of the proposed joint plan, a copy of which he has received. After having made known his choice, he places the paper in a special envelope which he has been given for this purpose, and returns it to the Board in the manner indicated on the letter accompanying the draught of the joint plan.

6. After the voting-papers have been sent to the aforementioned producers, the Board has a notice published in at least two newspapers distributed in the region mentioned in the joint plan. This notice mentions the name of the petitioners, the product concerned and the qualities required to vote in the referendum.

7. Whosoever believes he has the qualities required to vote, and has not received the voting-paper at the time of publication of this notice should, in order to be considered an interested producer and be inscribed on the Board's list, request the same from the Board in the delay indicated in section 8.

8. The producers possessing the required qualities have until August 23, 1966, to have their name inscribed on the list of interested producers. After this date, the list approved or amended by the Board will be considered complete and final for the purposes of the referendum, and will be presumed to contain the names of all the interested producers.

9. The Board will proceed to count the ballots on August 29, 1966, at 10:30 o'clock a.m.

Montreal, this twentieth day of July, 1966.
QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD
(Me) GILLES PRÉSENT,
Secretary.

16125

Soumissions

Cité de Montmagny
Comté de Montmagny

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Dolan, greffier, Hôtel de Ville, 97, avenue Ste-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, P. Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 août 1966, pour l'achat de \$80,000 d'obligations de la cité de Montmagny, comté de Montmagny, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Tenders

City of Montmagny
County of Montmagny

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Dolan, city clerk, City Hall, 97 Ste-Julie Avenue, Montmagny, county of Montmagny, P. Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 23, 1966, for the purchase of an issue of \$80,000 of bonds for the city of Montmagny, county of Montmagny, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1, and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement No 286 — \$80,000 — fins industrielles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$80,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967.....	\$2,000
1er septembre 1968.....	2,500
1er septembre 1969.....	2,500
1er septembre 1970.....	2,500
1er septembre 1971.....	3,000
1er septembre 1972.....	3,000
1er septembre 1973.....	3,000
1er septembre 1974.....	3,500
1er septembre 1975.....	3,500
1er septembre 1976.....	3,500
1er septembre 1977.....	4,000
1er septembre 1978.....	4,000
1er septembre 1979.....	4,500
1er septembre 1980.....	4,500
1er septembre 1981.....	5,000
1er septembre 1982.....	5,000
1er septembre 1983.....	5,500
1er septembre 1984.....	6,000
1er septembre 1985.....	6,000
1er septembre 1986.....	6,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montmagny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

La corporation se réserve le privilège de racheter par anticipation les obligations de la présente émission, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance des intérêts.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 97, avenue Ste-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, P. Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montmagny, (Comté de Montmagny), ce 13 juillet 1966.

Le Greffier,
PAUL DOLAN.

Hôtel de Ville, 97, avenue Ste-Julie,
C. P. 40, Montmagny, (Montmagny), P. Q.
Téléphone: 248-3361, code 418. 16118-o

Ville de Waterville Comté de Compton

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules Gervais, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Main St., Waterville, comté de Compton,

By-law No. 286 — \$80,000 — Industrial purposes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$80,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967.....	\$2,000
September 1, 1968.....	2,500
September 1, 1969.....	2,500
September 1, 1970.....	2,500
September 1, 1971.....	3,000
September 1, 1972.....	3,000
September 1, 1973.....	3,000
September 1, 1974.....	3,500
September 1, 1975.....	3,500
September 1, 1976.....	3,500
September 1, 1977.....	4,000
September 1, 1978.....	4,000
September 1, 1979.....	4,500
September 1, 1980.....	4,500
September 1, 1981.....	5,000
September 1, 1982.....	5,000
September 1, 1983.....	5,500
September 1, 1984.....	6,000
September 1, 1985.....	6,000
September 1, 1986.....	6,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montmagny.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The corporation reserves itself the privilege to redeem anticipation the bonds of the present issue, in whole or in part, at par, at any date of the maturity of the interests.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 23, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 97 Ste-Julie Avenue, Montmagny, county of Montmagny, P. Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montmagny, (County of Montmagny), July 13, 1966.

PAUL DOLAN,
City Clerk.

City Hall, 97 Ste-Julie Avenue,
P.O. Box 40, Montmagny, (Montmagny), P. Q.
Telephone: 248-3361, code 418. 16118

Town of Waterville County of Compton

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jules Gervais, secretary-treasurer, Town Hall, Main Street, Waterville, county of Compton, P.Q., until

P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 22 août 1966, pour l'achat de \$270,000 d'obligations de la ville de Waterville, comté de Compton, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos.: 170 — \$150,000 — aqueduc; 171 — \$20,000 — achat d'équipement; 174 — \$50,000 — consolidation de dette; 175 — \$50,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$270,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967	\$ 3,000
1er septembre 1968	3,500
1er septembre 1969	3,500
1er septembre 1970	5,000
1er septembre 1971	5,000
1er septembre 1972	5,000
1er septembre 1973	5,000
1er septembre 1974	5,500
1er septembre 1975	5,500
1er septembre 1976	5,500
1er septembre 1977	6,000
1er septembre 1978	6,000
1er septembre 1979	7,500
1er septembre 1980	7,500
1er septembre 1981	8,000
1er septembre 1982	8,000
1er septembre 1983	8,500
1er septembre 1984	8,500
1er septembre 1985	10,000
1er septembre 1986	153,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Waterville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Main St., Waterville, comté de Compton, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Waterville, (Comté de Compton), ce 29 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES GERVAIS.

Hôtel de Ville, Main St., C.P. 40,
Waterville, (Compton), P.Q.,
Téléphone: 837-2456, code 819. 16124-0

8:00 o'clock p.m., Monday, August 22, 1966, for the purchase of an issue of \$270,000 of bonds for the town of Waterville, county of Compton, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue of it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 170 — \$150,000 — aqueduct; 171 — \$20,000 — purchase of Equipment; 174 — \$50,000 — consolidation of debt; 175 — \$50,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$270,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967	\$ 3,000
September 1, 1968	3,500
September 1, 1969	3,500
September 1, 1970	5,000
September 1, 1971	5,000
September 1, 1972	5,000
September 1, 1973	5,000
September 1, 1974	5,500
September 1, 1975	5,500
September 1, 1976	5,500
September 1, 1977	6,000
September 1, 1978	6,000
September 1, 1979	7,500
September 1, 1980	7,500
September 1, 1981	8,000
September 1, 1982	8,000
September 1, 1983	8,500
September 1, 1984	8,500
September 1, 1985	10,000
September 1, 1986	153,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Waterville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 22, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Main St., Waterville, county of Compton, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Waterville, (County of Compton), July 29, 1966.

JULES GERVAIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Main Str., P.O. Box 40,
Waterville, (Compton), P.Q.,
Téléphone: 837-2456, code 819. 16124

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Neufchatel
Comté de Chauveau**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Pageau, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., Bureau de la commission scolaire, 153, boulevard L'Ormière, Neufchatel, comté de Chauveau, P.Q., et par après de 8 heures p.m. à 8.30 heures p.m., en la Salle de l'École Monseigneur Dumas, 10, rue Lacroix, Neufchatel, comté de Chauveau, P.Q., lundi, le 22 août 1966, pour l'achat de \$343,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Neufchatel, comté de Chauveau, datées du 1^{er} septembre 1966, et remboursables par séries du 1^{er} septembre 1967 au 1^{er} septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 11 février 1966 — \$343,000, construction d'une école élémentaire de 11 classes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$343,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1 ^{er} septembre 1967.....x	\$49,000
1 ^{er} septembre 1968.....x	52,000
1 ^{er} septembre 1969.....x	55,000
1 ^{er} septembre 1970.....x	58,500
1 ^{er} septembre 1971.....	5,000
1 ^{er} septembre 1972.....	5,500
1 ^{er} septembre 1973.....	5,500
1 ^{er} septembre 1974.....	6,000
1 ^{er} septembre 1975.....	6,500
1 ^{er} septembre 1976.....	6,500
1 ^{er} septembre 1977.....	7,000
1 ^{er} septembre 1978.....	7,500
1 ^{er} septembre 1979.....	8,000
1 ^{er} septembre 1980.....	8,500
1 ^{er} septembre 1981.....	9,000
1 ^{er} septembre 1982.....	9,500
1 ^{er} septembre 1983.....	10,000
1 ^{er} septembre 1984.....	10,500
1 ^{er} septembre 1985.....	11,500
1 ^{er} septembre 1986.....	12,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$228,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de \$57,000 chacun, de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

**The school commissioners
for the municipality of Neufchatel
County of Chauveau**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilles Pageau, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Office of the School Commission, 153 L'Ormière Boulevard, Neufchatel, county of Chauveau, P.Q., and after from 8:00 o'clock p.m., to 8:30 o'clock, p.m., in the Monseigneur Dumas School Hall, 10 Lacroix Street, Neufchatel, county of Chauveau, P.Q., Monday, the 22nd day of August, 1966, for the purchase of an issue of \$343,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Neufchatel, county of Chauveau, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986, inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated February 11, 1966 — \$343,000, construction of an elementary school of 11 classes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$343,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
September 1, 1967.....x	\$49,000
September 1, 1968.....x	52,000
September 1, 1969.....x	55,000
September 1, 1970.....x	58,500
September 1, 1971.....	5,000
September 1, 1972.....	5,500
September 1, 1973.....	5,500
September 1, 1974.....	6,000
September 1, 1975.....	6,500
September 1, 1976.....	6,500
September 1, 1977.....	7,000
September 1, 1978.....	7,500
September 1, 1979.....	8,000
September 1, 1980.....	8,500
September 1, 1981.....	9,000
September 1, 1982.....	9,500
September 1, 1983.....	10,000
September 1, 1984.....	10,500
September 1, 1985.....	11,500
September 1, 1986.....	12,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$228,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$57,000 each, from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 août 1966, à 8.30 heures du soir, en la Salle de l'École Monseigneur Dumas, 10, rue Lacroix, Neufchatel, comté de Chauveau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Neufchatel, (Comté de Chauveau), ce 1er août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GILLES PAGEAU.

Bureau de la commission scolaire,
153, boulevard L'Ormière, C.P. 338,
Neufchatel, (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 842-4094, code 418. 16144-0

Ville de Boucherville
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eugène McClish, greffier, Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 août 1966, pour l'achat de \$1,492,000 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de Chambly, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 330 — \$49,500 — pavage et trottoirs; 388 — \$90,800 — pavage et trottoirs; 424 — \$4,300 — acquisition de lots; 433 — \$280,000 — voirie; 436 — \$145,500 — égouts; 441 — \$10,000 — achat de terrain; 453 — \$50,000 — aqueduc, égouts et voirie; 454 — \$12,500 — égouts; 455 — \$113,000 — aqueduc et égouts; 456 — \$74,300 — aqueduc et voirie; 457 — \$57,100 — aqueduc et voirie; 458 — \$100,000 — aqueduc, égouts et voirie; 463-A — \$17,000 — achat de machinerie; 469 — \$12,000 — aqueduc et voirie; 476 — \$387,000 — aqueduc; 477 — \$89,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$1,492,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967	\$ 34,000
1er septembre 1968	36,000
1er septembre 1969	38,000
1er septembre 1970	40,000
1er septembre 1971	41,000
1er septembre 1972	44,000
1er septembre 1973	48,000
1er septembre 1974	51,000
1er septembre 1975	53,000
1er septembre 1976	56,000
1er septembre 1977	57,000
1er septembre 1978	61,000
1er septembre 1979	65,000
1er septembre 1980	69,000
1er septembre 1981	72,000
1er septembre 1982	78,000

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 22, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at Monseigneur Dumas School Hall, 10 Lacroix Street, Neufchatel, county of Chauveau, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Neufchatel, (County of Chauveau), this August 1, 1966.

GILLES PAGEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
153, L'Ormière Boulevard, P.O. Box 338,
Neufchatel, (Chauveau), P.Q.
Telephone: 842-4094, code 418. 16144

Town of Boucherville
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Eugène McClish, City clerk, Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins St., Boucherville, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 23, 1966, for the purchase of an issue of \$1,492,000 of bonds for the town of Boucherville, county of Chambly, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 330 — \$49,500 — paving and sidewalks; 388 — \$90,800 — paving and sidewalks; 424 — \$4,300 — purchase of lots; 433 — \$280,000 — roads; 436 — \$145,500 — sewers; 441 — \$10,000 — purchase of land; 453 — \$50,000 — aqueduct, sewers and roads; 454 — \$12,500 — sewers; 455 — \$113,000 — aqueduct and sewers; 456 — \$74,300 — aqueduct and roads; 457 — \$57,100 — aqueduct and roads; 458 — \$100,000 — aqueduct, sewers and roads; 463-A — \$17,000 — purchase of machinery; 469 — \$12,000 — aqueduct and roads; 476 — \$387,000 — aqueduct; 477 — \$89,000 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$1,492,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967	\$ 34,000
September 1, 1968	36,000
September 1, 1969	38,000
September 1, 1970	40,000
September 1, 1971	41,000
September 1, 1972	44,000
September 1, 1973	48,000
September 1, 1974	51,000
September 1, 1975	53,000
September 1, 1976	56,000
September 1, 1977	57,000
September 1, 1978	61,000
September 1, 1979	65,000
September 1, 1980	69,000
September 1, 1981	72,000
September 1, 1982	78,000

1er septembre 1983.....	\$ 82,000
1er septembre 1984.....	87,000
1er septembre 1985.....	91,000
1er septembre 1986.....	389,000

September 1, 1983.....	\$ 82,000
September 1, 1984.....	87,000
September 1, 1985.....	91,000
September 1, 1986.....	389,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 500, rue Rivière-aux-Pins, Boucherville, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boucherville, (Comté de Chambly), ce 1er août 1966.

Le Greffier,
EUGÈNE MCCLISH.

Hôtel de Ville, 500, Rue Rivière-aux-Pins,
Boucherville, (Chambly), P.Q.,
Téléphone: 655-1371, code 514. 16158-0

Cité de Chicoutimi-Nord Comté de Dubuc

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Guy Boucher, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 24 août 1966, pour l'achat de \$145,000 d'obligations de la cité de Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 241 — \$93,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 249 — \$52,000 — achat de machinerie, agrandissement d'un chalet.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$145,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967.....	\$ 6,500
1er septembre 1968.....	6,500
1er septembre 1969.....	7,000
1er septembre 1970.....	8,000
1er septembre 1971.....	8,000
1er septembre 1972.....	8,500
1er septembre 1973.....	9,500
1er septembre 1974.....	10,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 23, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins St., Boucherville, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Boucherville, (County of Chambly), August 1, 1966.

EUGÈNE MCCLISH,
City Clerk.

Town Hall, 500 Rivière-aux-Pins St.,
Boucherville, (Chambly), P.Q.,
Telephone: 655-1371, code 514. 16158

City of Chicoutimi-North County of Dubuc

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Guy Boucher, secretary-treasurer, Town Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi-North, county of Dubuc, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, August 24, 1966, for the purchase of an issue of \$145,000 of bonds for the city of Chicoutimi-North, county of Dubuc, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos.: 241 — \$93,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 249 — \$52,000 — buying of machinery, enlargement of a chalet.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$145,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967.....	\$ 6,500
September 1, 1968.....	6,500
September 1, 1969.....	7,000
September 1, 1970.....	8,000
September 1, 1971.....	8,000
September 1, 1972.....	8,500
September 1, 1973.....	9,500
September 1, 1974.....	10,000

1er septembre 1975.....	\$ 10,000
1er septembre 1976.....	11,500
1er septembre 1977.....	4,500
1er septembre 1978.....	5,000
1er septembre 1979.....	5,000
1er septembre 1980.....	5,500
1er septembre 1981.....	5,500
1er septembre 1982.....	6,000
1er septembre 1983.....	6,500
1er septembre 1984.....	7,000
1er septembre 1985.....	7,000
1er septembre 1986.....	7,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 24 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi-Nord, (Comté de Dubuc), ce 2 août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY BOUCHER.

Hôtel de Ville, 2589, rue Roussel,
Chicoutimi-Nord, (Dubuc), P.Q.
Téléphone: 543-0237, code 418. 16159-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léo Grégoire, secrétaire-trésorier, 333, rue Cartier, (Laval-des-Rapides), Ville de Laval, comté de Laval, P.Q., jusqu'à 5 heures du soir, mercredi, le 24 août 1966, pour l'achat de \$574,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides, comté de Laval, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 28 janvier 1966 — \$574,000 — construction de l'école élémentaire Léon-Guilbault.

September 1, 1975.....	\$ 10,000
September 1, 1976.....	11,500
September 1, 1977.....	4,500
September 1, 1978.....	5,000
September 1, 1979.....	5,000
September 1, 1980.....	5,500
September 1, 1981.....	5,500
September 1, 1982.....	6,000
September 1, 1983.....	6,500
September 1, 1984.....	7,000
September 1, 1985.....	7,000
September 1, 1986.....	7,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi-North.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, August 24, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi-North, county of Dubuc, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi-North, (County of Dubuc), August 2, 1966.

JEAN-GUY BOUCHER,
Secretary Treasurer.

Town Hall, 2589 Roussel Street,
Chicoutimi-North, (Dubuc), P.Q.
Telephone: 543-0237, code 418. 16159

The school commissioners for the municipality of the town of Laval-des-Rapides County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léo Grégoire, secretary-treasurer, 333 Cartier Street, (Laval-des-Rapides), town of Laval, county of Laval, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., Wednesday, August 24, 1966, for the purchase of an issue of \$574,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Laval-des-Rapides, county of Laval, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated January 28, 1966 — \$574,000 — construction of the elementary school Léon-Guilbault.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} septembre 1966.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Tableau d'amortissement — \$574,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} septembre 1967.....x	\$79,000
1 ^{er} septembre 1968.....x	84,000
1 ^{er} septembre 1969.....x	89,000
1 ^{er} septembre 1970.....x	94,000
1 ^{er} septembre 1971.....x	9,000
1 ^{er} septembre 1972.....x	9,500
1 ^{er} septembre 1973.....x	10,000
1 ^{er} septembre 1974.....x	10,500
1 ^{er} septembre 1975.....x	11,000
1 ^{er} septembre 1976.....x	12,000
1 ^{er} septembre 1977.....x	12,500
1 ^{er} septembre 1978.....x	13,500
1 ^{er} septembre 1979.....x	14,000
1 ^{er} septembre 1980.....x	15,000
1 ^{er} septembre 1981.....x	16,000
1 ^{er} septembre 1982.....x	17,000
1 ^{er} septembre 1983.....x	18,000
1 ^{er} septembre 1984.....x	19,000
1 ^{er} septembre 1985.....x	20,000
1 ^{er} septembre 1986.....x	21,000

Table of redemption — \$574,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967.....x	\$79,000
September 1, 1968.....x	84,000
September 1, 1969.....x	89,000
September 1, 1970.....x	94,000
September 1, 1971.....x	9,000
September 1, 1972.....x	9,500
September 1, 1973.....x	10,000
September 1, 1974.....x	10,500
September 1, 1975.....x	11,000
September 1, 1976.....x	12,000
September 1, 1977.....x	12,500
September 1, 1978.....x	13,500
September 1, 1979.....x	14,000
September 1, 1980.....x	15,000
September 1, 1981.....x	16,000
September 1, 1982.....x	17,000
September 1, 1983.....x	18,000
September 1, 1984.....x	19,000
September 1, 1985.....x	20,000
September 1, 1986.....x	21,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$364,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$91,000 chacun, de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 24 août 1966, à 5 heures p.m., 333, rue Cartier, (Laval-des-Rapides), Ville de Laval, comté de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, (Comté de Laval), ce 1^{er} août 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GRÉGOIRE.

333, rue Cartier, (Laval-des-Rapides),
Ville de Laval, (Laval), P.Q.

Téléphone: 669-2653, code 514. 16160-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$364,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$91,000 each, from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at the town of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, August 24, 1966, at 5:00 o'clock p.m., at 333 Cartier Street, (Laval-des-Rapides), town of Laval, county of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval, (County of Laval), August 1, 1966.

LÉO GRÉGOIRE,
Secretary-Treasurer.

333 Cartier Street, (Laval-des-Rapides),
Town of Laval, (Laval), P.Q.

Telephone: 669-2653, code 514. 16160

Syndicat professionnels

Professional Syndicates

Société des auteurs et compositeurs

(Loi des Syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 mars 1966, autorisé le changement de nom de « La Société des auteurs », dont la constitution, sous le nom originaire de « La Société des auteurs dramatiques », a été autorisée le 8 février 1949, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de « Société des auteurs et compositeurs », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 5 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16126-o

324-49

Association des employés de Dupuis transport inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 juillet 1966, autorisé le changement de nom de « Association des employés de Hanney Cartage inc. », dont la constitution a été autorisée le 5 février 1965, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de l'« Association des employés de Dupuis transport inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 29 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16145-o

7-65

Société des auteurs et compositeurs

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 31, 1966, authorized the change of name of "La Société des auteurs", whose incorporation, under the original name of "La Société des auteurs dramatiques", has been authorized on February 8, 1949, and whose head office is situated in Montreal, to that of "Société des auteurs et compositeurs", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 146.

Quebec, April 5, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16126

324-49

Association des employés de Dupuis transport inc.

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on July 26, 1966, authorized the change of name of "Association des employés de Hanney Cartage inc.", whose incorporation was authorized on February 5, 1965, and whose head office is situated at Montreal, into that of "Association des employés de Dupuis transport inc.", and such, in pursuance to the Professional Syndicates' Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, July 29, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16145

7-65

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Cour Supérieure, { NIAGARA FINANCE CO.
No 32-625. { LTD, corporation léga-
lement constituée, ayant une
place d'affaires à St-Georges, demanderesse, vs
ANTONIN LEBLANC, St-Léon de Standon
Dorchester, défendeur.

Superior Court, { NIAGARA FINANCE CO.
No. 32-625. { LTD, a corporation
legally incorporated, having a
business place at St-Georges, plaintiff, vs ANTO-
NIN LEBLANC, St-Léon de Standon Dorches-
ter, defendant.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit :

The immoveable hereafter described to be sold:

« Un emplacement au village de Standon, partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept, du cadastre officiel pour la paroisse de St-Léon, mesurant cent trente-cinq pieds (135') de largeur au chemin sur une profondeur de cent cinq pieds (105') borné en front au chemin public, au nord-ouest à Raoul Vachon, au nord-est à Marcellin Gosselin et au sud-est à Antonin Leblanc, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances. »

"An emplacement in the village of Standon, part of lot number two hundred and eighty-seven, of the official cadastre of the parish of St-Léon, measuring one hundred and thirty-five feet (135') in width on the road by a depth of one hundred and five feet (105') bounded in front by the public road, on the northwest by Raoul Vachon, on the northeast by Marcellin Gosselin and on the southeast by Antonin Leblanc, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Léon de Standon, comté de Dorchester, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOUT 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
Ville de St-Joseph de Beauce. 15950-28-2-o
[Première insertion: 16 juillet 1966]
[Deuxième insertion: 6 août 1966]

To be sold at the parochial church door of St-Léon de Standon, county of Dorchester, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1966, at TEN o'clock in the morning.

Deputy-Sheriff,
Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD.
Town of St-Joseph de Beauce. 15950-28-2
[First insertion: July 16, 1966]
[Second insertion: August 6, 1966]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **COMPAGNIE TRUST**
No 38,542. { **ROYAL**, corporation lé-
galement constituée, ayant
son siège social à 65 rue Ste-Anne, à Québec,
district de Québec, demanderesse, *vs* JEAN
CLAUDE AUDET, de la ville de Port Alfred,
district de Chicoutimi, défendeur; et J. OMER
LAPOINTE et LÉONIDAS GAGNON, régis-
trateurs de la cité de Chicoutimi, district de
Chicoutimi, mis-en-cause.

Un terrain ou emplacement, formé des lots numéros deux cent cinquante-quatre-seize et deux cent cinquante-quatre-dix-sept (Nos 254-16 et 254-17) au cadastre officiel du village de Bagotville, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau du Registrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, situé au palais de justice, à Chicoutimi, le HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 28 juillet 1966. 16139-31-2-o

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, { **J. ROLAND PLOURDE**,
Bref No 634. { homme d'affaires domici-
lié à Arthabaska, district
d'Arthabaska, demandeur, *vs* ARMAND ST-
FRANÇOIS, commerçant, demeurant à 455
St-Omer, Drummondville, district de Drummond,
défendeur.

Un immeuble désigné sous le numéro soixante-huit des subdivisions officielles du lot originaire numéro cent soixante-deux B (162B-68) du cadastre officiel du canton de Grantham, comté de Drummond, avec bâtisses y érigées, avec aussi toutes les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Pierre et Paul, Drummondville, district de Drummond, JEUDI, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif
16153-31-2-o STEPHEN DOLAN.
[1ère insertion: le 6 août 1966.]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Superior Court, { **ROYAL TRUST COMPA-**
No. 38,542. { **PANY**, a corporation
legally incorporated, having its
head office at 65 Ste. Anne Street, in Quebec,
district of Quebec, plaintiff, *vs* JEAN CLAUDE
AUDET, of the town of Port Alfred, district of
Chicoutimi, defendant, and J. OMER LA-
POINTE and LÉONIDAS GAGNON, registrars
of the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi,
mis-en-cause.

A land or emplacement composed of lots, numbers two hundred and fifty-four-sixteen and two hundred fifty-four-seventeen (Nos. 254-16 and 254-17) on the official cadaster for the village of Bagotville, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registrar's Office for the Registration Division of Chicoutimi, situated at the Court House, at Chicoutimi, the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff.
Sheriff's Office, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, July 28, 1966. 16139-31-2

DRUMMOND

Canada — Province of Quebec
District of Drummond

Superior Court, { **J. ROLAND PLOURDE**,
Writ No. 634. { businessman domiciled at
Arthabaska, district of Artha-
baska, plaintiff, *vs* ARMAND ST-FRANÇOIS,
trader, living at 455 St. Omer, Drummondville,
district of Drummond, defendant.

An immoveable designated under number sixty-eight of the official subdivisions of original lot number one hundred and sixty-two B (162B-68) of the official cadastre of the township of Grantham, county of Drummond, with buildings erected thereon, and also all active, passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immoveable.

To be sold at the parochial church door of St. Pierre and Paul, Drummondville, district of Drummond, on THURSDAY, the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1966, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff
16153-31-2 STEPHEN DOLAN.
[First insertion: August 6, 1966.]

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris

Districts de Rimouski et Hauterive

Cour Supérieure, { **TRUST GÉNÉRAL DU**
No 31,522. { **CANADA et MARIE**

LAURENCE RUEST; de-
mandeurs; vs **LUDGER THÉRIAULT**, défen-
deur de St-Eugène de Hauterive, district de
Hauterive, comté de Saguenay, canton de Laffèche.

Une maison situé au numéro 866 Épilobes en
la ville de Hauterive construite sur le bloc 7-66,
de figure irrégulière, borné vers le nord par le
7-228 (rue), vers l'est par le 7-62 vers le sud par
le 7-65 et vers l'ouest par le 7-223 (rue) limité
à son coin nord-ouest par une courbe d'un rayon
de vingt pieds (20.0) mesurant soixante-dix-huit
pieds et sept dixièmes (78.7) de largeur par cent
quarante pieds (140.0) de profondeur au sud
contenant en superficie dix mille neuf cent trente
pieds carrés mesure anglaise (10,930 p.c.). Avec
les bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-
Eugène de Hauterive, district de Hauterive,
comté de Saguenay, le VINGT-TROISIÈME
jour de SEPTEMBRE 1966 à ONZE heures
de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Séputé Shérif, **LOUIS DROUIN.**
Baie Comeau, 30 juillet 1966. 16154-31-2-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Joliette

Cour de Magistrat, { **LA COMPAGNIE D'É-**
No 34,754. { **LECTRICITÉ SHA-**
WINIGAN, corporation lé-

galement constituée, ayant son siège social dans
les cité et district de Montréal, demanderesse,
contre **BERNARD GEOFFROY**, résidant au
rang Ste-Julie, à St-Félix de Valois, dans le
district de Joliette, défendeur.

« Le lot cinq cent quarante et un (*541) aux
plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la
paroisse St-Félix de Valois, division d'enregistre-
ment de Joliette.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de St-Félix de Valois, comté et
district de Joliette, le JEUDI, VINGT-
CINQUIÈME jour du mois d'AOUT 1966, à
ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **CHARLES ÉLEMENT.**
Joliette, ce 8 juillet 1966. 15951-28-2-0

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec

District de Mégantic

Cour Supérieure, { **ADÉLARD BOISSON-**
No 4537. { **NEAULT**, cultivateur,

domicilié à St-Julien, district
de St-François, demandeur, vs **DANIEL GAU-**
VIN, résidant à Sacré-Cœur de Marie, district
de Mégantic, défendeur.

« Une terre située au canton de Thetford, au
côté nord-est de la route ou rue St-Alphonse,
connue et désignée comme étant le lot 25-D du

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris

Districts de Rimouski et Hauterive

Superior Court, { **GENERAL TRUST OF**
No. 31,522. { **CANADA and MARIE**

LAURENCE RUEST, plain-
tiffs; vs **LUDGER THÉRIAULT**, of St-Eugène
de Hauterive, district of Hauterive, county of
Saguenay, township of Laffèche, defendant.

A house situated at No. 866 Épilobes, in the
town of Hauterive, constructed on block 7-66,
of an irregular figure, bounded on the north
by 7-228 (street), on the east by 7-62 on the
south by 7-65 and on the west by 7-223 (street)
limited on the northwest corner by a curb of a
radius of twenty feet (20.0) measuring seventy-
eight feet and seven tenths (78.7) in width by
one hundred and forty feet (140.0) in depth on
the south containing an area of ten thousand
nine hundred and thirty square feet (10,930
sq. ft.). With buildings constructed thereon,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Eugène de
Hauterive, district of Hauterive, county of
Saguenay, on the TWENTY-THIRD day of
SEPTEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in
the morning.

LOUIS DROUIN,

Deputy Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Baie Comeau, July 30, 1966. 16154-31-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Joliette

Magistrate's Court, { **THE SHAWINIGAN**
No. 34,754. { **ELECTRICITY**
COMPANY, a corpora-

tion legally incorporated, having its head office
in the city and district of Montreal, plaintiff, vs
BERNARD GEOFFROY, residing at Ste-
Julie range, at St-Félix de Valois, in the district
of Joliette, defendant.

« Lot five hundred and forty-one (*541) on
the official plan and book of reference of the
cadastre of the parish of St-Félix de Valois,
registration division of Joliette.

To be sold at the parochial church door of
the parish of St-Félix de Valois, county and
district of Joliette, THURSDAY, on the TWEN-
TY-FIFTH day of the month of AUGUST, 1966,
at ELEVEN o'clock in the morning.

CHARLES ÉLEMENT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Joliette, July 8, 1966. 15951-28-2

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec

District of Mégantic

Superior Court, { **ADÉLARD BOISSON-**
No 4537. { **NEAULT**, farmer,

domiciled at St-Julien, district
of St. Francis, plaintiff; vs **DANIEL GAUVIN**,
residing at Sacré-Cœur de Marie, district of
Mégantic, defendant.

« A piece of land situated in the township of
Thetford, on the northeast side of the route or
St-Alphonse Street, known and designated as

3e Rang du cadastre officiel du canton de Thetford, comté de Mégantic, avec bâtisses dessus construites et sous réserve des mines et droit de mines en faveur de qui de droit, sauf et à distraire dudit lot 25-D, les morceaux de terrain suivants, savoir;

a) Un emplacement mesurant 60 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, faisant partie dudit lot 25-D appartenant à Ernest Perron pour l'avoir acquis de Ludger Gagné par vente faite le 5 juin 1922 devant Ernest Carreau, notaire et enregistré à Inverness, le 6 juin 1922 sous le numéro 64944 avec droit de puiser de l'eau sur le terrain du vendeur et de la conduire dans les tuyaux jusqu'auxdits emplacements.

b) Deux morceaux de terrain dont l'un de quinze pieds de largeur sur cent-vingt-cinq pieds de longueur, et l'autre de cinquante-cinq pieds de longueur faisant partie dudit lot vingt-cinq-D (P. 25-D) appartenant à Ernest Perron, pour l'avoir acquis de Ludger Gagné par vente faite le 11 juillet 1922 devant Ernest Carreau, notaire et enregistrée à Inverness le 24 juillet 1922 sous le No 65079.

c) Un emplacement de soixante quinze pieds de largeur sur quatre-vingt pieds de longueur, faisant partie dudit lot vingt-cinq-D (P. 25-D) vendu par Ludger Gagné à Charles S. Vaillancourt, par vente faite devant Me. Ernest Carreau, notaire, le 11 juillet 1922 et enregistrée à Inverness le 6 décembre 1922 sous le No 65898 avec le droit de puiser de l'eau sur le terrain du vendeur et de la conduire dans des tuyaux sur ledit emplacement, et appartenant maintenant à François Labbé.

d) Un emplacement ayant front sur la rue St-Alphonse, mesurant quatre-vingt pieds de largeur sur cent cinq pieds de profondeur, faisant partie dudit lot vingt-cinq D (P. 25-D) que le vendeur a vendu à Joseph Turcotte par vente faite le 26 octobre 1961 devant Me Marcel Dallaire, notaire, enregistrée à Thetford-Mines le 27 octobre 1961 sous le No 43986.

e) Un emplacement ayant front sur la route St-Alphonse, mesurant soixante pieds de largeur en front, quarante pieds de largeur en arrière, sur cent pieds de profondeur faisant partie dudit lot vingt-cinq-D (P. 25-D) et que le vendeur a vendu à Édouard Roseberry par vente faite le 13 septembre 1948, devant Me Antoine Dumais, notaire et enregistrée à Thetford-Mines, le 13 septembre 1948 sous le No 15907 avec droit d'eau et d'égout et le droit de passage, avec servitude perpétuelle établie sur ledit lot 25-D, le tout tel que mentionné en ladite vente, et lequel emplacement appartient maintenant à Denis Roussin.

f) Outre les emplacements ci-dessus mentionnés, le vendeur se réserve un emplacement ayant front sur la route St-Alphonse faisant partie dudit lot 25-D (P. 25-D) mesurant deux cent quinze pieds de largeur sur cent soixante-dix pieds de profondeur, avec bâtisses et piscine artificielle dessus érigées, borné en front au sud-ouest à la rue St-Alphonse, en arrière sur la largeur nord-est et sur la profondeur nord-ouest par partie dudit lot 25-D et sur la profondeur sud-est partie de l'emplacement de Denis Roussin sus-mentionnée, et partie par le terrain vendu étant partie dudit lot 25-D.

Avec ledit emplacement, le vendeur se réserve tous les droits de prendre et conduire l'eau d'une source située sur la partie dudit lot vingt-cinq D présentement vendue, pour l'utilité dudit emplacement et de ladite piscine tel que le tout se trouve

being lot 25-D of the 3rd range of the official cadastre of the township of Thetford, county of Mégantic, with buildings constructed thereon and under reserve of the mines and mine rights in favor of those authorized, safe and to distract from said lot 25-D, the following pieces of land, to wit:

(a) An emplacement measuring 60 feet in width by 100 feet in depth, being part of said lot 25-D belonging to Ernest Perron, having bought it from Ludger Gagné by a sale made on June 5, 1922 before Ernest Carreau, notary, and registered at Inverness on June 6, 1922, under number 64944 with the right to draw water from the land of the vendor and to carry it in the pipes right to the said emplacements.

(b) Two pieces of land, one of fifteen feet in width by one hundred and twenty-five feet in length, and the other of fifty-five feet in length being part of said lot twenty-five D (P. 25-D) belonging to Ernest Perron, having bought it from Ludger Gagné by a sale made on July 11, 1922, before Ernest Carreau, notary, and registered at Inverness on July 24, 1922, under No. 65079.

(c) An emplacement of seventy-five feet in width by eighty feet in length, being part of said lot twenty-five-D (P. 25-D) sold by Ludger Gagné to Charles-S. Vaillancourt, by a sale made before Me Ernest Carreau, notary, on July 11, 1922, and registered at Inverness on December 6, 1922, under No. 65898 with the right to draw water from the land of the vendor and to carry it in the pipes on the said emplacement, and belonging now to François Labbé.

(d) An emplacement fronting on St-Alphonse Street, measuring eighty feet in width by one hundred and five feet in depth, being part of said lot twenty-five-D (P. 25-D) that the vendor sold to Joseph Turcotte by a sale made on October 26, 1961, before Me Marcel Dallaire, notary, registered at Thetford-Mines on October 27, 1961, under No. 43986.

(e) An emplacement fronting on St-Alphonse Route, measuring sixty feet in width in front, forty feet in width in back, by one hundred feet in depth being part of said lot twenty-five-D (P. 25-D) and that the vendor sold to Édouard Roseberry by a sale made on September 13, 1948, before Me Antoine Dumais, notary, and registered at Thetford-Mines, on September 13, 1948, under No. 15907 with water and sewer rights and a passage right, with perpetual servitudes established on said lot 25-D, the whole such as mentioned in the said sale, the said emplacement belonging now to Denis Roussin.

(f) Other than the emplacements here-above mentioned, the vendor is reserving an emplacement on St-Alphonse Route being part of said lot 25-D (P. 25-D) measuring two hundred and fifteen in width by one hundred and seventy feet in depth, with buildings and artificial pools erected thereon, bounded in front on the south-west by St-Alphonse Street, in the back on the northeast width and on the northwest depth by part of said lot 25-D and on the southeast depth part of the emplacement of Denis Roussin above-mentioned, and part by the land sold being part of said lot 25-D.

With the said emplacement, the vendor reserves all the rights to take and carry water of a well situated on the said part of lot twenty-five-D presently sold, for the utility of the said emplacement and the said pool such as the

installé actuellement, par et au moyen de tuyaux et de conduites d'eau depuis ladite source et desservant les bâtisses et la piscine érigées sur ledit emplacement, avec le droit de retour des eaux et égouts sur la partie dudit lot vingt-cinq D présentement vendue jusqu'au ruisseau conduisant au chemin public, le tout avec servitude perpétuelle que l'acquéreur a accordée par les présentes sur la partie dudit lot vingt-cinq D, présentement vendue, pour le passage des tuyaux du vendeur avec droits de passage pour l'entretien et d'y faire les réparations nécessaires pour le maintien des tuyaux ou conduites ou fossés depuis ladite source et le retour desdites eaux, à charge par le vendeur ou ses représentants tous dommages qui pourraient être causés à la propriété de l'acquéreur.

(g) A distraire également dudit lot vingt-cinq D la lisière de terrain affectée à l'élargissement de la route St-Alphonse ou route du troisième rang, et vendue par le vendeur à sa Majesté la Reine Elisabeth II aux droits de la Province de Québec, par acte en date du 31 mars 1966 devant Me Jean-Marc Roberge notaire à Thetford-Mines, enregistré à Thetford-Mines le 31 mars 1966 sous le No 51958.

2° Un morceau de terre adjacent à la terre sus le premier lieu décrite, connu et désigné comme étant toute la partie non subdivisée du lot No vingt-cinq C (p.n.s. 25-C) du troisième rang du cadastre officiel du canton de Thetford, comté de Mégantic, borné comme suit: sur la profondeur sud-ouest par le susdit lot vingt-cinq D; sur la largeur nord-ouest par le deuxième rang; sur la profondeur nord-est par le lot vingt-cinq-B dudit cadastre appartenant à Gérard Morency; et sur la largeur sud-est par les lots subdivisés 25-C-2 à 25-C-9 inclus dudit cadastre, représentant les emplacements concédés ou vendus le long du chemin du troisième rang, sous la réserve des mines et droits des mines en faveur de qui de droit.

Sauf et à distraire de ladite partie non subdivisée dudit lot vingt-cinq-C ce qui suit:

A) Un morceau de terrain faisant partie dudit lot 25-C mesurant soixante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur borné au sud-est par le lot 25-C-7 du troisième rang dudit cadastre, et de tous les autres côtés par le résidu dudit lot 25-C et que le vendeur a vendu à Jean-Paul Côté par vente faite le 7 octobre 1963 devant Me Laurent Drapeau notaire, enregistrée à Thetford-Mines le 15 octobre 1963 sous le No 47780.

B) Un morceau de terrain faisant partie dudit lot vingt-cinq-C mesurant douze pieds de largeur sur douze pieds de profondeur, avec la source qui s'y trouve, « dite source de Antonio Roy » ou ses représentants, avec les droits de passage et de tuyaux sous-terrains d'aqueduc pour conduire l'eau de ladite source jusqu'au lot No 23-B dudit cadastre, aux termes d'une vente par Ludger Gagné à Urbain Roy faite sous seing privé le 19 août 1921 et non enregistrée, lequel morceau de terrain avec la source qui s'y trouve a été distrait dans le titre d'acquisition du vendeur en date du 22 janvier 1943.

3) Un morceau de terre situé sur la côte sud-ouest de la route du troisième rang du canton de Thetford, contenant cinquante-deux acres en superficie plus ou moins, ayant une profondeur de dix-huit pieds et huit dixième (18.8') sur toute la largeur du lot, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot No vingt-six-A (p. N.O. 26-A) du troisième rang du cadastre officiel du canton de Thetford, dans le comté de Mégantic

whole is actually installed, by and with the means of the pipes and the water courses beginning at the said well and serving the buildings and the pool erected on the said emplacement, with the right of water and sewers returned on the part of said lot twenty-five-D presently sold right to the stream leading to the public road, the whole with perpetual servitudes that the purchaser granted by the presents on the part of said lot twenty-five-D, presently sold, for the passing of the pipes of the vendor with the rights of passage for the upkeep and the necessary repairs for the upkeep of the pipes or courses or drains starting from the said well and the water returned, in the charge of the vendor or his representatives, all damage which could be caused to the property of the purchaser.

(g) Equally to distract from said lot twenty-five-D the strip of land affected to the enlargement of St-Alphonse Route or the route of the third range, and sold by the vendor to Her Majesty Queen Elizabeth II for the rights of the Province of Quebec, by a deed dated March 31, 1966, before Me Jean-Marc Robert, notary at Thetford-Mines, registered at Thetford-Mines on March 31, 1966, under No. 51958.

2. A piece of land adjacent to the land in the first place described, known and designated as being all the unsubdivided part of lot No. twenty-five-C (P.N.S. 25-C) of the third range of the official cadastre of the township of Thetford, county of Mégantic, bounded as follows: on the southwest depth by the above-mentioned lot twenty-five-D; on the width northwest by the second range; on the northeast depth by lot twenty-five-B of the said cadastre belonging to Gérard Morency; and on the width southeast by subdivided lots 25-C-2 to 25-C-9 included on the said cadastre, representing the emplacements conceded or sold along the road of the third range, under the mine reserves and mine rights in favor of those authorized.

Save and to distract from the said unsubdivided part of said lot twenty-five-C, that which follows:

A) A piece of land being part of lot 25-C measuring sixty feet in width by one hundred feet in depth bounded on the southeast by lot 25-C-7 of the third range of the said cadastre, and on all the other sides by the residue of said lot 25-C and that which the vendor sold to Jean-Paul Côté by a sale made on October 7, 1963, before Me Laurent Drapeau, notary, registered at Thetford-Mines on October 15, 1963, under No. 47780.

(B) A piece of land being part of said lot twenty-five-C measuring twelve feet in width by twelve feet in depth, with the well found there "said well of Antonio Roy" or his representatives, with the passage rights and underground pipes of an aqueduct to carry the water of the said well up to lot No. 23-B of the said cadastre, according to the terms of a sale by Ludger Gagné to Urbain Roy made under a private seal on August 19, 1921 and unregistered, which piece of land, with the well found on it has been distracted on the acquisition deed of the vendor dated January 22, 1943.

3. A piece of land situated on the southwest side of the route of the third range of the township of Thetford, containing fifty-two acres in area more or less, having a depth of eighteen feet and eight-tenths (18.8') on all the width of the lot, known and designated as being the northwest part of lot No. twenty-six-A (P.N.W. 26-A) of the third range of the official cadastre of the township of Thetford, in the county of

tic, et borné comme suit: en front au sud-est par partie dudit lot appartenant à Georges Simoneau représentant de Rodolphe Bélanger, sur la largeur nord-ouest par le chemin séparant les rangs deux et trois dudit canton, sur la profondeur nord-est par la route du troisième rang et sur la profondeur sud-ouest par le lot vingt-six-B dudit cadastre, circonstances et dépendances, et sous la réserves des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit sauf et à distraire dudit morceau de terre la lisière de terrain affectée à l'élargissement de la route du troisième rang ou route St-Alphonse, vendue par le vendeur à Sa Majesté la Reine Elisabeth II aux droits de la Province de Québec, aux termes de la vente déjà sus-mentionnée sous le No 51958. »

Pour être vendus au Bureau d'Enregistrement, division Thetford, rue Notre-Dame sud, Thetford-Mines, district de Mégantic, MARDI, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent soixante-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DENIS GUENETTE.

16163-31-2-o

Mégantic, and bounded as follows: in front, on the southeast by part of the said lot belonging to Georges Simoneau representative of Rodolphe Bélanger, on the width northwest, by the road separating ranges two and three from the said township, on the depth northeast by the route of the third range and on the depth southwest by lot twenty-six-B of the said cadastre, circumstances and dependencies, and under mine reserves and mine rights to belong to those authorized safe and to distract from the said piece of land the strip of land affected by the enlargement of the route of the third range or route St-Alphonse, sold by the vendor to Her Majesty Queen Elizabeth II by the rights of the Province of Quebec, on the terms of the sale already above-mentioned under No. 51958."

To be sold at the registration office, Thetford Division, Notre-Dame Street South, Thetford-Mines, district of Mégantic, TUESDAY, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and sixty-six, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff.
DENIS GUENETTE.

16163-31-2

MONTMAGNY

De Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
Dans la Cour de Magistrat
du district de Montmagny

Bref d'exécution, No 25-798. { **NIAGARA FINANCE COMPANY LTD.**, corporation légalement constituée ayant son siège social à 1320 boulevard Graham, ville Mont-Royal, Montréal et une place d'affaire à 62 est, rue St-Jean-Baptiste, Montmagny, P.Q., demandeur, *vs* M. DONALD BLAIS, Berthier-en-Bas, comté de Montmagny, P.Q., défendeur.

Avis de vente

« Un terrain connu et désigné comme étant le lot 133 au plan et livres de renvoi officiel de la paroisse de Berthier-en-Bas, comté de Montmagny, avec bâtisses, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Berthier-en-Bas, comté de Montmagny, P.Q., LUNDI, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY.
29 juillet 1966. 16140-31-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, No 710 006. { **THE CRESCENT FINANCE CORPORATION LTD.**, demanderesse, *vs* LUDGER SOULIÈRES, défendeur.

« Emplacement situé dans la cité de Lafèche, ayant front au numéro 1762 Robillard, Lafèche, comprenant lot numéro 225, cadastre numéro 212, aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse de St-Antoine de Longueuil. »

MONTMAGNY

De Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
In the Magistrate's Court of the
District of Montmagny

Execution writ, No. 25-798. { **NIAGARA FINANCE COMPANY LTD.**, a corporation legally incorporated having its head office at 1320 Graham Boulevard, town of Mount Royal, Montreal, and a business place at 62 St-Jean-Baptiste Street East, Montmagny, P.Q., plaintiff, *vs* MR. DONALD BLAIS, Berthier-en-Bas, county of Montmagny, P.Q., defendant.

Notice of Sale

"A piece of land known and designated as being lot 133 on the official plan and book of reference of the parish of Berthier-en-Bas, county of Montmagny, with buildings, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Berthier-en-Bas, county of Montmagny, P.Q., MONDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff.
JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff's Office, 16140-31-2
July 29, 1966.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, No. 710 006. { **THE CRESCENT FINANCE CORPORATION LTD.**, plaintiff, *vs* LUDGER SOULIÈRES, defendant.

"An emplacement situated in the city of Lafèche, fronting on 1762 Robillard, Lafèche, including lot number 225, cadastre number 212, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT 1966, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 11 juillet 1966. 15952-28-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { DUPUY & FRÈRES
INC., demanderesse,
No 707737. vs LES HÉRITIERS DE
FEU GEORGES HENRI
PARENT, défendeurs.

Un certain emplacement composé de:

« Lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions officielles 285 et 286 du lot originaire No 145 au cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, et la maison dessus érigée portant le numéro civique 1816 de la rue Papineau en la cité de Jacques-Cartier, Province de Québec. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN.
Montréal, 1er août 1966. 16146-31-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { RIVIERA LAND DE-
VELOPMENT
No 575 578. LTD., demanderesse, vs
ALFRED G. BIBERFELD et al, défendeurs.

1° Un emplacement situé en la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly, contenant trois arpents de largeur sur trente et un arpent de profondeur, plus ou moins, comprenant le lot numéro quatre-vingt (80) du cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly; ensemble avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un autre emplacement situé dans la même paroisse adjacent à l'emplacement ci-dessus, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, comprenant le lot numéro quatre-vingt-un (81) du cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

A déduire cependant desdits emplacements:

a) Cette partie vendue au Ministère de la Voirie, par un acte de vente passé devant L.-J.-E. Brais, notaire, le vingt-huitième jour de novembre dix-neuf cent trente-cinq et enregistré à Longueuil, sous le numéro 76479, et décrite comme suit, à savoir:

i) Une lisière de terrain prise sur la largeur dudit lot quatre-vingt, mesurant six cent trente-six pieds de longueur sur trois pieds et quatre dixièmes d'un pied de largeur du côté nord-ouest et quatre pieds et cinq dixièmes d'un pied de largeur du côté sud-est, borné au nord-ouest par le lot 79, au nord-est par le résidu du lot 80, au sud-est par le lot 81 et au sud-ouest par le chemin Chambly.

Ladite lisière a une superficie de 0.068 d'un arpent carré.

ii) Une autre lisière de terrain, prise sur la largeur dudit lot quatre-vingt-un ci-dessus décrit, mesurant six cent dix-neuf pieds de longueur sur quatre pieds et cinq dixièmes d'un pied de largeur du côté nord-ouest et dix pieds et trois dixièmes

To be sold at the registration office of the county of Chambly, at Longueuil, on the NINE-TEENTH day of the month of AUGUST, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 11, 1966. 15952-28-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { DUPUY & FRÈRES
INC., plaintiff, vs
No. 707737. { THE HEIRS OF THE
LATE GEORGES HENRI
PARENT, defendants.

A certain emplacement composé of:

"Lots of land known and designated as being official subdivisions 285 and 286 of original lot No. 145 of the official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, county of Chambly, and the house erected thereon bearing civic number 1816 Papineau Street, in the city of Jacques-Cartier, Province of Quebec."

To be sold at the registration office of the county of Chambly, at Longueuil, the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 1, 1966. 16146-31-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { RIVIERA LAND DE-
VELOPMENT LTD.,
No 575 578. plaintiff, vs ALFRED G.
BIBERFELD et al, defendants.

1. An emplacement, situated in the parish of St. Hubert, Chambly County, containing three arpents in width by thirty-one arpents in depth, more or less, consisting of lot number eighty (80) of the official cadastre of the parish of St. Hubert, registration division of Chambly; together with the buildings thereon erected;

2. Another emplacement, situated in the same parish adjoining the above emplacement, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less, consisting of lot number eighty-one (81) of the official cadastre of the parish of St. Hubert, registration division of Chambly.

To be deducted however from the same emplacements;

(a) That part sold to the Minister of Roads, by deed of sale passed before L.-J.-E. Brais, notary, on the twenty-eighth day of November, nineteen hundred and thirty-five and registered at Longueuil under the number 76479, and described as follows, namely:

(i) A strip of land taken from the width of said lot eighty, measuring six hundred and thirty-six feet in length by three feet and four tenths of a foot in width on the northwest side and four feet and five tenths of a foot in width on the southeast side, bounded to the northwest by lot 79, to the northeast by the residue of lot 80, to the southeast by lot 81 and to the southwest by Chambly Road.

The said strip has a superficial area of 0.068 of a square arpent.

(ii) Another strip of land, taken from the width of said lot eighty-one hereinabove described, measuring six hundred and nineteen feet in length by four feet and five tenths of a foot in width on the northwest side and ten feet and

d'un pied de largeur du côté sud-est borné au nord-ouest par le lot 80, au nord-est par le résidu du lot 81, au sud-est par le lot 82 et au sud-ouest par le chemin Chambly.

Ladite lisière de terrain a une superficie de 0.124 d'un arpent carré

b) La partie du lot quatre-vingt-un vendue au Ministère de la Voirie sous le termes d'un acte de vente passé devant L. Lareso, notaire, le quinzième jour de juillet dix-neuf cent quarante-sept et enregistré sous le numéro 99760; mesurant trois pieds de largeur sur une longueur de cinq cent trente et un pieds et trois dixièmes d'un pied, et contenant une superficie de 0.043 d'un arpent carré, borné comme suit: Vers le sud-ouest par la partie du lot 81 ci-dessus décrite comme ayant été vendue au Ministère de la Voirie; vers le nord-ouest par la partie du lot 81 appartenant à Frank Lomlosi ou représentant; vers le nord-ouest par partie du lot 81; et vers le sud-est par le lot 82; la ligne nord-est de ladite partie étant située à trente-six pieds au nord-ouest de la ligne centrale de la route 1;

c) La partie du lot quatre-vingt-un appartenant à Frank Lomlosi ou représentant; contenant quatre-vingt-seize pieds de largeur en front sur trois cent quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; et borné comme suit, à savoir:

En front par le chemin Chambly, comme élargi, à l'arrière et d'un côté par d'autres parties du lot 81, et de l'autre côté par le centre d'un fossé qui divise les lots quatre-vingt et quatre-vingt-un.

d) Un autre emplacement appartenant à William Nadeau, et formant partie du lot quatre-vingt au même cadastre; mesurant cent soixante-dix pieds le long du chemin Chambly; cent soixante-deux en arrière au nord-est; cent soixante-deux pieds du côté sud-est; et cent trente et un pieds du côté nord-ouest, le tout mesure anglaise; et borné comme suit: En front au sud-ouest par ledit chemin Chambly, en arrière au nord-est et du côté sud-est par le résidu du lot quatre-vingt; et du côté nord-ouest par le terrain appartenant à Philippe Lacoste (No 79) représentant Hormides Charron.

Sujet à la servitude en faveur de « Beauharnois Electric Company Limited » par acte passé devant G. Gratton, notaire, le septième jour de juin dix-neuf cent vingt-neuf et enregistré sous le numéro 69810, et subséquemment rapporté dans un acte enregistré sous le numéro 74511.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN.
Montréal, 1er août 1966. 16155-31-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE ROYAL TRUST
No 688 797. COMPANY & AL.,
demanderesse, vs ROBERT BUGEAUD, défendeur, et THOMAS ÉRIC POCKOCK & AL., mis-en-cause.

Comme appartenant et en la possession du défendeur.

« Un emplacement situé dans la ville de Beloeil, décrit au cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, sous le numéro cent

three tenths of a foot in width on the southeast side; bounded to the northwest by lot 80, to the northeast by the residue of lot 81, to the southeast by lot 82 and to the southwest by Chambly Road.

The said strip has a superficial area of 0.124 of a square arpent.

(b) The part of lot eighty-one sold to the Minister of Roads under the terms of the deed of sale passed before L. Lareso, notary, on the fifteenth day of July, nineteen hundred and forty-seven, and registered under the number 99760; measuring three feet in width by a length of five hundred and thirty-one feet and three tenths of a foot, and containing a superficial area of 0.043 of a square arpent, bounded as follows: towards the southwest by the part of lot 81 hereinabove described as having been sold to the Minister of Roads; towards the northwest by the part of lot 81 belonging to Frank Lomlosi or representative; towards the northwest by part of lot 81; and towards the southeast by lot 82; the northeast line of said part being situated thirty-six feet to the northwest of the center line of route 1;

(c) The part of lot eighty-one belonging to Frank Lomlosi or representative; containing ninety-six feet in width in front by three hundred and eighty-four feet in depth, the whole English measure; and bounded as follows, namely:

In front by Chambly Road, as widened; in rear, and on one side by other parts of lot 81, and on the other side by the center of a ditch which separates lots eighty and eighty-one.

(d) Another emplacement belonging to William Nadeau, forming part of lot eighty of the same cadastre; measuring one hundred and seventy feet along Chambly Road; one hundred and sixty-two feet in rear to the northeast; one hundred and sixty-two feet on the southeast side; and one hundred and thirty-one feet on the northwest side, the whole English measure; and bounded as follows: in front to the southwest by said Chambly Road, in rear to the northeast and on the southeast side by the residue of lot eighty; and on the northwest side by the land belonging to Philippe Lacoste (No. 79) representing Hormides Charron.

Subject to the servitude in favour of the Beauharnois Electric Company Limited by Deed passed before G. Gratton, notary, on the seventh day of June, nineteen hundred and twenty-nine and registered under the number 69810, and subsequently referred to in a deed registered under number 74511.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St. Hubert, county of Chambly, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 1, 1966. 16155-31-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { THE ROYAL TRUST
No 688 797. COMPANY & AL.,
plaintiffs, vs ROBERT BUGEAUD, defendant, et THOMAS ÉRIC POCKOCK & AL., mis-en-cause.

As belonging and in the possession of the defendant.

"An emplacement situated in the town of Beloeil, described on the official cadastre for the parish of St-Mathieu de Beloeil, under the number

soixante-quatorze de la subdivision du lot originaire numéro trente-deux (32-174) mesurant quatre-vingt-sept pieds (87') sur sa ligne sud-ouest; quatre-vingt-cinq pieds (85') sur sa ligne nord-est; cent soixante pieds (160') sur sa ligne sud-est et cent quarante-quatre pieds et deux dixièmes d'un pied (144.2') sur sa ligne nord-ouest, mesure anglaise.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 589, rue Bonair.

Tel que le tout existe présentement, sans aucune réserve, et sujet à une servitude en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada exécuté devant Me R. A. Diamond, notaire, le vingt-troisième jour de janvier, dix-neuf cent cinquante-sept, et dont une copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Verchères, sous le numéro 62705.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Mathieu de Boleil, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN.
Montréal, 1er août 1966. 16156-31-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { SEIBER ACCEPTANCE
No 709 752. & AL., demandereses,
vs BEST VALUE INVESTMENTS LTD., défenderesse.

« La subdivision No soixante-huit du lot originaire No quatre cent soixante-quatorze (474-68) de la paroisse de St-Laurent, un lot de forme irrégulière. Ce lot est borné au nord-ouest par le lot 474-70 de la rue St-Louis; au nord-est par le lot No 474-1, boulevard Laurentien; au sud-est par le lot 474-4; et au sud-ouest par le lot 475-272. La ligne nord-ouest de ce lot est de 295 pieds de longueur; la ligne nord-est est de 22.93 pieds de longueur; la ligne sud-est est de 298.25 pieds de longueur; la ligne sud-ouest est de 20.16 pieds de longueur. Ce lot a une superficie de 6,257 pieds carrés, mesure anglaise. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN.
Montréal, 1er août 1966. 16157-31-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { ALLIANCE FINANCE
Cour Supérieure, CORPORATION,
No 145-398. corps politique légalement
constitué, ayant une place
d'affaires dans les cité et district de Québec,
contre NORBERT BÉLANGER, résidant à
Cap-Santé, dans le comté de Portneuf, district
de Québec.

A. Un emplacement situé à Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant quarante-trois pieds (43') dans sa ligne ouest, quatre-vingt-onze pieds (91') dans la ligne est, cent vingt-trois pieds (123') dans la ligne sud et cent quinze pieds (115') dans la ligne nord, plus ou moins, mesure anglaise et sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante (No 150 - ptie de 1) du cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, et borné comme suit:

one hundred and seventy-four of the subdivision of original lot number thirty-two (32-174) measuring eighty-seven feet (87') in its south-westerly line; eighty-five feet (85') in its north easterly line; one hundred and sixty feet (160') in its south-easterly line; and one hundred forty-four feet and two tenths of a foot (144.2') in its north-westerly line, English measure.

With the building thereon erected, bearing civic number 589 Bonair Street.

As the whole now subsists, without any reserve, and subject to a servitude in favor of the Bell Telephone Company of Canada executed before Me R. A. Diamond, notary, on the twenty-third of January, nineteen hundred and fifty-seven, whereof a copy has been registered at the Registry office for the registration division of Verchères, under the number 62705.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Mathieu de Boleil, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 1st, 1966. 16156-31-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { SEIBER ACCEPTANCE
No. 709 752. & AL., plaintiffs, vs
BEST VALUE INVESTMENTS LTD., defendant.

“Subdivision No. sixty-eight of original lot No. four hundred and seventy-four (474-68) of the parish of St. Laurent, a lot of irregular form. This lot is bounded on the northwest by lot No. 474-70 St. Louis Street; on the northeast by lot No. 474-1, Laurentien Blvd; on the southeast by lot No. 474-4; and on the southwest by lot No. 475-272. The northwest line of this lot is 295 feet long; the northeast line is 22.93 feet long; the southeast line is 298.25 feet long; the southwest line is 20.16 feet long. This lot has a superficial area of 6,257 sq. ft. in English measure.”

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of SEPTEMBER, next, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 1, 1966. 16157-31-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { ALLIANCE FINANCE
Superior Court, CORPORATION, bo-
No. 145-398. dy politic legally incorporated,
having a place of business in
the city and district of Quebec, versus NORBERT
BÉLANGER, residing at Cap-Santé, in the
county of Portneuf, district of Quebec.

A. An emplacement situated in Cap-Santé, county of Portneuf, measuring forty-three feet (43') on its west line, ninety-one feet (91') on its east line, one hundred and twenty-three feet (123') on its south line, and one hundred and fifteen feet (115') on its north line, more or less, English measure and without guarantee of exact measure, forming part of lot number one of the official subdivision of lot number one hundred and fifty (No. 150 - P. of 1) in the official cadaster of the parish of Cap-Santé, county of

au nord, par la route nationale Québec-Montréal, au sud par Norbert Bélanger ou représentants, à l'ouest par André Laurendeau et à l'est par J. Arthur Frenette.

B. Un emplacement situé sur le niveau nord du chemin du village de la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant cent quarante-cinq pieds et sept pouces (145'7") de front depuis la clôture à l'ouest du ruisseau de la Croix en suivant le chemin de front courant vers l'est jusqu'à la clôture qui sépare cet emplacement de celui de la Corporation Scolaire du village de Cap-Santé, cent quarante-neuf pieds et neuf pouces (149'9") de profondeur dans la ligne du côté ouest et quatre-vingt-treize pieds (93') dans celle du côté est, au bout desquelles profondeurs ledit emplacement a une largeur de cent quarante-quatre pieds et sept pouces (144'7") le tout plus ou moins, mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot numéro cent cinquante-trois (ptie de 153) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, et borné comme suit: en front au chemin public, à l'ouest à P. Bureau ou représentants, au nord à A. Frenette ou représentants et à l'est, au terrain de la Commission Scolaire.

C. Un terrain emplacement situé à Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant soixante-deux pieds (62') de largeur sur toute la profondeur à partir du chemin public à aller à la falaise, faisant partie du lot numéro cent cinquante-deux (ptie de 152) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, et borné comme suit: au nord, par le chemin public, au sud par la falaise, à l'est par Jean Vézina et à l'ouest par G.-H. Bédard, ou représentants.

D. Un terrain emplacement situé à Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant soixante et onze pieds (71') de largeur, plus ou moins, mesure anglaise, sur toute la profondeur qu'il y a à partir du chemin public à aller au ruisseau, faisant partie du lot numéro cent cinquante-deux (ptie de 152) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, et borné comme suit: au nord par le chemin public, au sud par le ruisseau, à l'est par A. Lehoux ou représentants, et à l'ouest par A. Frenette.

(Descriptions prises dans les actes enregistrés sous les Nos 129,561 et 129,562).

Tels que ces immeubles existent et subsistent avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de Cap-Santé, comté de Portneuf, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 12 juillet 1966. 15954-28-2-o
[Première insertion: 16 juillet 1966]
[Deuxième insertion: 6 août 1966]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS
Cour Supérieure, { ET PLACEMENTS
No 142-350. { DE QUÉBEC, corps poli-
tique et incorporé ayant sa
principale place d'affaires au 93, rue St-Pierre,
Québec, district de Québec, contre EDMOND
BEAUMONT, domicilié au 35, Chemin Ste-Foy,
Québec, district de Québec.

Portneuf, and bounded as follows: on the north by the Quebec-Montreal national highway, on the south by Norbert Bélanger or representatives, on the west by André Laurendeau, and on the east by J. Arthur Frenette.

B. An emplacement situated on the north side of the road in the village of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, measuring one hundred and forty-five feet and seven inches (145'7") in front from the fence which is to the west of de la Croix brook, following the road in front and running towards the east as far as the fence which separates said emplacement from that belonging to the School Corporation of the Village of Cap-Santé, one hundred and forty-nine feet and nine inches (149'9") in depth on the west side and ninety-three feet (93') on the line on the east side, at the end of which depths the said emplacement measures one hundred and forty-four feet and seven inches (144'7") in width, the whole more or less, English measure, and without any guarantee of exact measure, forming part of lot number one hundred and fifty-three (P. 153), in the official cadaster of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, and is bounded as follows: in front by the public road, on the west by P. Bureau or representatives, on the north by A. Frenette or representatives and on the east by the land belonging to the School Commission.

C. A terrain emplacement situated in Cap-Santé, county of Portneuf, measuring sixty-two feet (62') in width by the entire depth between the public road and the cliff, forming part of lot number one hundred and fifty-two (P. 152) in the official cadaster of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, and is bounded as follows: on the north, by the public road, on the south by the cliff, on the east by Jean Vézina and on the west by G. H. Bédard or representatives.

D. A terrain emplacement situated in Cap-Santé, county of Portneuf, measuring seventy-one feet (71') in width, more or less, English measure, by the entire depth between the public road and the brook, forming part of lot number one hundred and fifty-two (P. 152) in the official cadaster of the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, and is bounded as follows: on the north by the public road, on the south by the brook, on the east by A. Lehoux or representatives, and on the west by A. Frenette.

(Descriptions taken from the deeds registered under Nos. 129,561 and 129,562).

As these immovables exist and subsist with the buildings thereon constructed and dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door of Cap-Santé, county of Portneuf, on the NINE-TEENTH day of AUGUST, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, July 12, 1966. 15954-28-2
[First insertion: July 16, 1966]
[Second insertion: August 6, 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LA SOCIÉTÉ DE PRÊTS
Superior Court, { ET PLACEMENTS DE
No. 142-350. { QUÉBEC, body politic and
corporate having its principal
business place at 93 St-Pierre Street, Quebec,
district of Quebec, vs EDMOND BEAUMONT,
domiciled at 35 Ste-Foy Road, Quebec, district
of Quebec.

« Un emplacement situé à l'angle nord-est des rues St-Vallier Ouest et Carillon, cité de Québec, mesurant quatre-vingt pieds (80) et quatre pouces (4) de front vers le sud le long de la rue St-Vallier et quatre-vingt pieds (80) et six pouces (6) en arrière vers le nord, sur une profondeur de quatre-vingt-seize pieds (96) et quatre pouces (4) du côté ouest le long de la rue Carillon et cent seize pieds (116) et un pouce (1) du côté est, le tout plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné comme étant une partie de la partie non-subdivisée du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98) du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur de Québec, borné en front vers le sud par la rue St-Vallier, d'un côté vers l'ouest par la rue Carillon, en arrière vers le nord partie par le lot 2,098-161 et partie par le lot 98-1 et partie par le résidu de la partie non-subdivisée dudit lot 98, le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et plus particulièrement le théâtre Laurier avec tout ce qui sert à l'exploitation de ce théâtre, tel que sièges, écran et machines servant à la projection, etc. Avec toutes les servitudes actives ou passives pouvant affecter et notamment la servitude de vue à lui accorder par Me Raymond Cossette le 24 octobre 1960 devant Me André Cossette, notaire et dont copie a été enregistrée à Québec le 8 novembre 1960 sous le numéro 481-277. »

Pour être vendu à mon bureau, à 51, rue Des Jardins, Québec, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Sherif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 3 août 1966. 16164-31-2-0
[Première insertion: 6 août 1966.]
[Deuxième insertion: 27 août 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **L A SOCIÉTÉ DE PRÊTS ET PLACEMENTS DE QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires au 93, rue St-Pierre, Québec, district de Québec, contre EDMOND BEAUMONT, domicilié au 35, Chemin Ste-Foy, Québec, district de Québec.

« Un emplacement situé sur le côté est de la rue Fraser, cité de Lévis, mesurant quatre-vingt-treize pieds (93) de front vers l'ouest, le long de la rue Fraser, connu et désigné comme suit:

A) Le lot numéro vingt-et-un B (21B) du cadastre officiel pour le Quartier Lauzon, cité de Lévis, mesurant cinquante pieds (50) de front sur la rue Fraser sur trente pieds (30) de profondeur, avec théâtre dessus construit, circonstances et dépendances, avec aussi tout l'ameublement, la machinerie et l'outillage se trouvant dans ledit théâtre.

B) Un morceau de terrain vacant situé sur la rue Fraser, cité de Lévis, mesurant quarante-trois pieds (43) de front, mesure anglaise, sur toute la profondeur du lot, borné au nord à Charles-Henri Paré, au sud au lot vingt-et-un B (21B), à l'est P. A. Boutin, et à l'ouest à la rue Fraser, connu comme étant une partie du lot numéro vingt (20) du cadastre officiel pour le Quartier Lauzon, cité de Lévis. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame de Lévis, comté de Lévis, le NEUVIÈME

« An emplacement situated at the northeast angle of St-Vallier West and Carillon Streets, city of Quebec, measuring eighty feet (80) and four inches (4) in front on the south along St-Vallier Street and eighty feet (80) and six inches (6) in back on the north, by a depth of ninety-six feet (96) and four inches (4) on the west side along Carillon Street and one hundred and sixteen feet (116) and one inch (1) on the east side, the whole more or less, English measure, known and designated as being a part of the unsubdivided part of lot number ninety-eight (98) of the official cadastre of the parish of St-Sauveur de Québec, bounded in front on the south by St-Vallier Street, on one side on the west by Carillon Street, in the back on the north part by lot 2,098-161 and part by lot 98-1 and part by the residue of the unsubdivided part of said lot 98, the whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, and more particularly the Laurier Theatre with all that which serves in the operation of this theatre, such as seats, screen and machines serving for the projection, etc. With all the servitudes, active or passive affecting and notably the seeing servitude accorded by Me Raymond Cossette on October 24, 1960, before Me André Cossette, notary and of which a copy was registered in Quebec on November 8, 1960, under number 481-277. »

To be sold at my office, at 51 Des Jardins Street, Quebec, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, August 3, 1966. 16164-31-2
[First insertion: August 6, 1966]
[Second insertion: August 27, 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: **L A SOCIÉTÉ DE PRÊTS ET PLACEMENTS DE QUÉBEC**, body politic and corporate, having its principal business place at 93 St-Pierre Street, Quebec, district of Quebec, vs EDMOND BEAUMONT, domiciled at 35 Ste-Foy Road, Quebec, district of Quebec.

« An emplacement situated on the east side of Fraser Street, city of Lévis, measuring ninety-three feet (93) in front on the west, along Fraser Street, known and designated as follows:

(A) Lot number twenty-one B (21B) of the official cadastre for the Lauzon Ward, city of Lévis, measuring fifty feet (50) in front on Fraser Street by thirty feet (30) in depth, with a theatre constructed thereon, circumstances and dependencies, included with the furniture, machinery and tools used in the said theatre.

(B) A piece of vacant land situated on Fraser Street, city of Lévis, measuring forty-three feet (43) in front, English measure, on all the depth of the lot, bounded on the north by Charles-Henri Paré, on the south by lot twenty-one B (21B), on the east by P. A. Boutin, and on the west by Fraser Street, known as being a part of lot number twenty (20) of the official cadastre of the Lauzon Ward, city of Lévis. »

To be sold at the church door of Notre-Dame de Lévis, county of Lévis, on the NINTH day

jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*
 Québec, le 3 août 1966. ALBERT F. RACETTE.
 [Première insertion: 6 août 1966.] 16165-31-2-0
 [Deuxième insertion: 27 août 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { A I M É VILLENEUVE, rentier, d'Orsainville, No 142-990. }
 Cour Supérieure, { P.Q., contre COOK CONS-TRUCTION LTÉE, corps politique et incorporé, ayant siège social et une place d'affaires dans le district de Québec.

« 1^o La subdivision cent vingt-huit du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-128) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie mille quatre cent soixante-deux pieds carrés (1462 pi. car.), mesure anglaise;

4^o La subdivision cent trente-et-un du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-131) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille sept cent dix-sept pieds carrés (2717 pi. car.) mesure anglaise;

5^o La subdivision cent trente-deux du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-132) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie quatre mille neuf cent soixante-trois pieds carrés (4963 pi. car.) mesure anglaise;

6^o La subdivision cent cinquante-cinq du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-155) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie six cent un pieds carrés (601 pi. car.), mesure anglaise;

7^o La subdivision cent cinquante-quatre du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-154) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille soixante-dix pieds carrés (2070 pi. car.) mesure anglaise;

8^o La subdivision cent cinquante-trois du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-153) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille sept cent neuf pieds carrés (2709 pi. car.), mesure anglaise;

9^o La subdivision cent cinquante-deux du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-152) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille six cent quatre-vingt-quatre pieds carrés (2684 pi. car.) mesure anglaise;

10^o La subdivision cent cinquante-et-un du lot originaire numéro six cent cinquante-neuf (659-151) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille quatre cent douze pieds carrés (2412 pi. car.), mesure anglaise;

11^o La subdivision trois du lot originaire numéro sept cent cinquante-trois (753-3) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, contenant en superficie deux mille quatre cent douze pieds carrés (2412 pi. car.), mesure anglaise;

12^o La subdivision huit du lot originaire numéro sept cent cinquante-deux (752-8) aux plan et livre de renvoi du cadastre de Charlesbourg, con-

of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's office, *Albert F. Racette,*
 Québec, August 3, 1966. Deputy-Sheriff.
 [First insertion: August 6, 1966] 16165-31-2
 [Second insertion: August 27, 1966.]

Fieri Facias

Québec, to wit: { A I M É VILLENEUVE, annuitant, of Orsainville, P.Q., vs COOK CONS-TRUCTION LTÉE, body politic and corporate, having its head office and business place in the district of Québec.

"1. Subdivision one hundred and twenty-eight of original lot number six hundred and fifty-nine (659-128) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area one thousand four hundred and sixty-two square feet (1462 sq. ft.), english measure;

4. Subdivision one hundred and thirty-one of original lot number six hundred and fifty-nine (659-131) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand seven hundred and seventeen square feet (2717 sq. ft.) english measure;

5^o Subdivision one hundred and thirty-two of original lot number six hundred and fifty-nine (659-132) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area four thousand nine hundred and sixty-three square feet (4963 sq. ft.) english measure;

6. Subdivision one hundred and fifty-five of original lot number six hundred and fifty-nine (659-155) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area six hundred and one square feet (601 sq. ft.), english measure;

7. Subdivision one hundred and fifty-four of original lot number six hundred and fifty-nine (659-154) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand and seventy square feet (2070 sq. ft.) english measure;

8. Subdivision one hundred and fifty-three of original lot number six hundred and fifty-nine (659-153) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand seven hundred and nine square feet (2709 sq. ft.) english measure;

9. Subdivision one hundred and fifty-two of original lot number six hundred and fifty-nine (659-152) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand six hundred and eighty-four square feet (2684 sq. ft.) english measure;

10. Subdivision one hundred and fifty-one of original lot number six hundred and fifty-nine (659-151) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand four hundred and twelve square feet (2412 sq. ft.) english measure;

11. Subdivision three of original lot number seven hundred and fifty-three (753-3) on the official plan and book of reference of the cadastre of Charlesbourg, containing in area two thousand four hundred and twelve square feet (2412 sq. ft.) english measure;

12. Subdivision eight of original lot number seven hundred and fifty-two (752-8) on the official plan and book of reference of the cadastre of

tenant en superficie six cent soixante-cinq pieds carrés (665 pi. car.), mesure anglaise.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église de Charlesbourg, comté de Québec, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Sherif.

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 2 août 1966. 16166-31-2-o
[Première insertion: 6 août 1966.]
[Deuxième insertion: 27 août 1966.]

RICHELIEU

District de Richelieu

Cour Supérieure, { L'INDUSTRIELLE CO.
No 18-738. { D'ASSURANCE SUR
LA VIE, corps politique et
incorporé, ayant son siège social à 1080, chemin
St-Louis, Québec, district de Québec, deman-
deresse, *vs* LIONEL BELLEROSÉ, domicilié
à 300 rue Adélaïde, Sorel, district de Richelieu,
défendeur.

Prenez avis, que la vente qui devait avoir lieu
le TREIZIÈME jour d'AOUT 1966, à ONZE
heures, A.M., à mon bureau au Palais de Justice,
à Sorel, comté de Richelieu, dans la cause,
C.S.R. No 18-738, district de Richelieu, a été
rapportée au VINGT-TROISIÈME jour
d'AOUT 1966, au même endroit, à ONZE
heures, A.M.

Sorel, le 1 août 1966.

Le Shérif.

16167-o ADÉLARD GOULET.

Charlesbourg, containing in area six hundred and
sixty-five square feet (665 sq. ft.) English measu-
re.

To be sold in bloc at the church door of Char-
lesbourg, county of Quebec, on the NINTH day
of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the
morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, August 2, 1966. 16166-31-2
[First insertion: August 6, 1966.]
[Second insertion: August 27, 1966.]

RICHELIEU

District of Richelieu

Superior Court, { THE INDUSTRIAL LIFE
No. 18-738. { INSURANCE COM-
PANY, body politic and cor-
porate, having its head office at 1080 St-Louis
Road, Quebec, district of Quebec, plaintiff, *vs*
LIONEL BELLEROSÉ, domiciled at 300
Adelaide Street, Sorel, district of Richelieu,
defendant.

Take notice that the sale which was to be held
on the THIRTEENTH day of AUGUST, 1966,
at ELEVEN o'clock in the morning, at my
office at the Court House, at Sorel, county of
Richelieu, for brief R.S.C. No. 18-738, district
of Richelieu, has been changed to the TWENTY-
THIRD day of AUGUST, 1966, at the same
place, at ELEVEN o'clock in the morning.
Sorel, August 1, 1966.

ADÉLARD GOULET,

16167 Sheriff.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris Canada — Province de Québec District de Rimouski

Cour Supérieure, { LA COOPÉRATIVE FÉ-
No 27-179. { DÉRÉE DE QUÉBEC,
corps politique suivant la loi
des syndicats coopératifs une place d'affaires à
Rimouski et Québec, demanderesse, *vs* GUY
LORD, du Village de Price, district de Rimouski,
défendeur.

1) Une terre située dans la paroisse de St-
Octave de Métis, deuxième rang, de la Seigneurie
de Métis, contenant environ trois arpents et
demi de front sur environ trente arpents de
profondeur, bornée au nord au premier rang, à
l'est à la partie de Dame Vve Léonce Roy, partie
à Lionel Richard et à l'ouest à Philippe Beaulieu,
connue et désignée comme étant les lots nos
261 et 264 du cadastre officiel de la paroisse de
St-Octave de Métis, avec bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendances.

2) La partie nord des lots nos P.N.247 et 250
du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave
de Métis, mesurant trois arpents et demi de
largeur par environ quinze arpents de profondeur,
bornée au nord au terres du premier rang, à
l'est au vendeur, au sud Canada & Gulf Term.
Rys. et à l'ouest à Chester Bleu, avec bâtisses et
dépendances.

3) Un emplacement mesurant environ deux
cents pieds de front, est-ouest, par la profondeur
qu'il y a entre le chemin et le chemin de fer,

Fieri Facias de Bonis et de Terris Canada — Province of Quebec District of Rimouski

Superior Court, { LA COOPÉRATIVE FÉ-
No. 27-179. { DÉRÉE DE QUÉBEC,
body politic according to the
Cooperative Syndicates Act, having a place of
business in Rimouski and Quebec, plaintiff, *vs*
GUY LORD, of the Village of Price, district of
Rimouski, defendant.

(1) A farm situated in the parish of St-Octave
de Métis, second range of the Seignior of Métis,
measuring approximately three and one-half
arpents in front by approximately thirty arpents
in depth, bounded on the north by the first
range, on the east by the part belonging to Dame
Léonce Roy, widow, partly by Lionel Richard,
and on the west by Philippe Beaulieu, known and
designated as being lots no 261 and 264 in the
official cadaster of the parish of St-Octave de
Métis, with the buildings thereon constructed,
circumstances and dependencies.

(2) The north part of lots numbers N.P. 247
and 250 in the official cadaster of the parish of
St-Octave de Métis, measuring three and one-half
arpents in width by approximately fifteen arpents
in depth, bounded on the north by the farms
on the first range, on the east by the vendor, on
the south by Canada & Gulf Term. Rys. and
on the west by Chester Bleu, with buildings
and dependencies.

(3) An emplacement measuring approximately
two hundred feet in front, east-west, by the
depth between the road and the railroad, known

connu et désigné comme étant une partie du lot deux cent quarante-sept (Pte 247) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis. Borné au nord au chemin de fer, à l'est à la ligne passant à l'est de la barrière du chemin de fer, au sud au chemin public et à l'ouest à Wilson Flowers, avec le vieux hangar dessus érigé.

4) Un circuit de terre situé dans la paroisse de St-Octave de Métis, de la contenance d'environ sept arpents et demi de front par environ sept arpents de profondeur, borné au nord et à l'est à la propriété de Victor Boudreau, au sud à la partie desdits lots vendus à Eugène Michaud et à l'ouest à Lionel Richard, connu et désigné comme étant une partie des lots nos deux cent soixante-neuf et deux cent soixante-dix (Pte 269 et 270) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Octave de Métis le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOUT 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 11 juillet 1966. 15955-28-2-0

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **COMPAGNIE TRUST**
de Roberval, { **ROYAL**, corporation léga-
No 32,569, { lement constituée, ayant son
siège social à 65, rue Ste-
Anne, à Québec, district de Québec, demande-
resse, *vs* RAYMOND OUELLET, domicilié à
6 rue St-Georges à Roberval, district de Roberval,
défendeur, et LEFAIVRE, MARMETTE, VER-
ROEULST & DELWAIDE, syndics licenciés,
ayant leur bureau d'affaires à 110 rue Racine-Est,
à Chicoutimi, district de Chicoutimi, mis-en-
cause.

« Un emplacement situé en la cité de Roberval, mesurant soixante et un pieds et cinq dixièmes (61.5') en front dans sa ligne sud, soixante pieds (60') dans sa ligne nord, cent cinquante-deux pieds (152') dans sa ligne est et cent quarante-sept pieds et cinq dixièmes (147.5') dans sa ligne ouest, se composant de la totalité du lot numéro deux cent quarante-six et des dix pieds est du lot numéro deux cent quarante-cinq (246 et 10 pds E. 245) du cadastre officiel du village de Roberval et borné comme suit: en front vers le sud, à la rue St-Georges, en arrière vers le nord, partie à une partie non subdivisée du lot numéro deux cent trente-cinq et partie au lot numéro deux cent trente-cinq-trois, vers l'est, au lot numéro deux cent quarante-sept, et vers l'ouest, au résidu dudit lot numéro deux cent quarante-cinq, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, 305 Boulevard St-Joseph à Roberval, district de Roberval, le DIX-HUITIÈME (18) jour d'AOUT, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice,
Roberval, le 9 juillet 1966. 15956-28-2-0

and designated as being a part of lot two hundred and forty-seven (P. 247) in the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, bounded on the north by the railroad, on the east by the line passing to the east by the railroad barrier, on the south by the public road and on the west by Wilson Flowers, with the old shed thereon erected.

(4) An area of land situated in the parish of St-Octave de Métis, measuring approximately two and one-half arpents in front by approximately seven arpents in depth, bounded on the north and on the east by the property of Victor Boudreau, on the south by the part of the said lots sold to Eugène Michaud, and on the west by Lionel Richard, known and designated as being a part of lots numbers two hundred and sixty-nine and two hundred and seventy (P. 269 and 270) in the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Octave de Métis on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, July 11, 1966. 15955-28-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { **ROYAL TRUST COMPA-**
of Roberval, { **NY**, a corporation legal-
No. 32,569, { ly incorporated, having its
head office at 65 Ste-Anne
Street, Quebec, district of Quebec, plaintiff, *vs*
RAYMOND OUELLET, domiciled at 6 St-
Georges Street at Roberval, district of Roberval,
defendant, and LEFAIVRE, MARMETTE,
VERROEULST & DELWAIDE, licenced syn-
dics, having their business place at 110 Racine
Street East, at Chicoutimi, district of Chicou-
timi, mis-en-cause.

«An emplacement situated in the city of Roberval, measuring sixty-one feet and five tenths (61.5) in front on its south line, sixty feet (60') on its north line, one hundred and fifty-two feet (152') on its east line and one hundred and forty-seven feet and five tenths (147.5') on its west line, composed of the totality of lot number two hundred and forty-six and of the ten feet east of lot number two hundred and forty-five (246 and 10 ft E. 245) of the official cadastre of the village of Roberval and bounded as follows: in front on the south, by St-Georges Street, in back on the north, part by an unsubdivided part of lot number two hundred and thirty-five and part by lot number two hundred and thirty-five-three, on the east, by lot number two hundred and forty-seven, and on the west, by the residue of said lot number two hundred and forty-five, the whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.»

To be sold at the Sheriff's office, Court House, 305 St-Joseph Boulevard at Roberval, district of Roberval, on the EIGHTEENTH (18) day of AUGUST, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

LÉON-MAURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Roberval, July 9, 1966. 15956-28-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { SOCIÉTÉ CENTRALE
Roberval { D'HYPOTHÈQUES ET
No 32,576. { DE LOGEMENT, corpora-
tion constituée par un acte
spécial du Parlement Canadien, ayant son siège
social à Ottawa, Province d'Ontario, deman-
deresse, *vs* ERROL CASTONGUAY, contre-
maître, domicilié à St-Félicien, district de
Roberval, défendeur.

Avis de vente

« Un terrain emplacement, situé en la muni-
cipalité de la ville de St-Félicien, connu et
designé comme étant la subdivision quarante-
trois du lot originaire numéro quarante-neuf-A,
(No 49-A-43) du troisième (III) rang, du cadastre
officiel du canton Ashuapmouchouan, avec la
maison dessus construite, appartenances et
dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de St-Félicien, dans le comté de Ro-
berval, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE,
1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice,
Roberval, le 1er août 1966. 16148-31-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { FRANÇOIS LESPÉRAN-
No 56 975. { CE INC., corporation
légalement constituée ayant
son siège social à Ste-Marthe sur le Lac, district
de Terrebonne, demanderesse, *vs* JEAN-PAUL
LARIVIÈRE, domicilié à Oka, district de
Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la
possession du défendeur.

a) Le lot un subdivision officielle du lot ori-
ginaire numéro quinze (15-1) du cadastre de la
paroisse de l'Annonciation (Oka) et

b) Le lot cent quatre-vingt-neuf, subdivision
officielle du lot originaire numéro dix-sept (17-189)
du même cadastre, avec toutes les maisons et
bâtiments dessus construits.

Pour être vendu dans la Salle du Conseil de
Comté, au bureau d'enregistrement à Ste-
Scholastique, comté des Deux-Montagnes, MER-
CREDI, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE
1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 28 juillet 1966. 16141-31-2-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { SMART SHOP LTD., un
No 703 651. { corps politique et incor-
poré dûment constitué, ayant
son siège social en la cité de Sydney, province de
la Nouvelle-Écosse, demanderesse, *vs* ARES
INC., un corps politique et constitué en corpo-
ration, ayant son siège social et sa principale
place d'affaires en les ville et district de Mont-

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { CENTRAL MORTGAGE
Roberval { & HOUSING CORPO-
No. 32,576. { RATION, a corporation in-
corporated by a special law
of the Canadian Parliament, having its head
office at Ottawa, Province of Ontario, plaintiff,
vs ERROL CASTONGUAY, foreman, do-
micated at St-Félicien, district of Roberval,
defendant.

Notice of sale

"A land emplacement, situated in the muni-
cipality of the town of St-Félicien, known and
designated as being subdivision forty-three of
original lot number forty-nine-A, (No. 49-A-43)
of the third (III) range, of the official cadastre
of the township of Ashuapmouchouan, with
the house constructed thereon, appartenances
and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of
St-Félicien, in the county of Roberval, on the
EIGHTH day of SEPTEMBER, 1966, at
TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House
Roberval, August 1st, 1966. 16148-31-2

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { FRANÇOIS LESPÉRANCE
No. 56 975. { INC., a corporation legal-
ly incorporated, having its head
office at Ste-Marthe sur le Lac, district of Terre-
bonne, plaintiff, *vs* JEAN-PAUL LARIVIÈRE,
domiciled at Oka, district of Terrebonne, de-
fendant.

Notice of sale

The immoveables hereafter designated in the
possession of the defendant.

(a) Lot one of the official subdivision of ori-
ginal lot number fifteen (15-1) of the cadastre of
the parish of l'Annonciation (Oka) and

(b) Lot one hundred and eighty-nine, official
subdivision of original lot number seventeen
(17-189) of the same cadastre, with all the
houses and buildings constructed thereon.

To be sold in the Council Hall of the County,
at the registration office of Ste-Scholastique,
county of Two Mountains, WEDNESDAY, the
SEVENTH day of SEPTEMBER, 1966, at
TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jérôme, July 28, 1966. 16141-31-2

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { SMART SHOP LTD., a
No. 703 651. { body politic and cor-
porate duly incorporated, hav-
ing its head office in the city of Sydney, the
Province of Nova Scotia, plaintiff, *vs* ARES
INC., a body politic and corporate having
its head office and principal place of business
in the city and district of Montreal, defendant,

réal, défenderesse, & ARMAND GAGNON AND HYMAN DIAMOND, des ville et district de Montréal, en leur qualité de syndics conjoints et de receveurs intérimaires de la succession de ladite « Ares Inc. », conformément à une proposition ratifiée et passée par ladite « Ares Inc. », en vertu de la Loi des faillites, mis-en-cause.

Avis de vente

Les immeubles ci-après mentionnés:

1) Un emplacement situé dans la paroisse de St-Louis de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné sous le lot numéro quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent trente-sept (No 537-15) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne. Avec une maison dessus construite.

2) Un emplacement situé dans la paroisse de St-Louis de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné sous le lot numéro seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent trente-sept (No 537-16) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne. Avec une maison dessus construite.

3) Un emplacement situé dans la paroisse de St-Louis de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné sous le lot numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent trente-sept (No 537-17) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne. Avec une maison dessus construite.

4) Un emplacement situé dans la paroisse de St-Louis de Terrebonne, connu et désigné sous le lot numéro vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent trente-sept (No 537-28) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne. Avec une maison dessus construite.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice à Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, JEUDI, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 28 juillet 1966. 16147-31-2-0

& ARMAND GAGNON AND HYMAN DIAMOND, of the city and district of Montreal, in their quality of Joint Trustees and Interim Receivers of the Estate of the said Ares Inc., pursuant to a ratified proposal made by the said Ares Inc. under the Bankruptcy Act., mis-en-cause.

Notice of sale

The immoveables hereinafter mentioned.

(1) An emplacement situated in the parish of St. Louis de Terrebonne, in the county of Terrebonne, known and designated under lot number fifteen of the official subdivision of original lot number five hundred and thirty-seven (No. 537-15) on the official plan and book of reference for the parish of St. Louis de Terrebonne. With house thereon erected.

(2) An emplacement situated in the parish of St. Louis de Terrebonne, in the county of Terrebonne, known and designated under lot number sixteen of the official subdivision of original lot number five hundred and thirty-seven (No. 537-16) on the official plan and book of reference for the parish of St. Louis de Terrebonne. With house thereon erected.

(3) An emplacement situated in the parish of St. Louis de Terrebonne, in the county of Terrebonne, known and designated under lot number seventeen of the official subdivision of original lot number five hundred and thirty-seven (No. 537-17) on the official plan and book of reference for the parish of St. Louis de Terrebonne. With house thereon erected.

(4) An emplacement situated in the parish of St. Louis de Terrebonne, known and designated under lot number twenty-eight of the official subdivision of original lot number five hundred and thirty-seven (537-28) on the official plan and book of reference for the parish of St. Louis de Terrebonne. With house thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House in Saint-Jérôme, county of Terrebonne, THURSDAY, the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT, Sheriff.
Saint-Jérôme, July 28, 1966. 16147-31-2

Vente pour taxes

Cité de Rouyn

Avis public est par la présente donné par Téléphore Moreau, secrétaire-trésorier de la Cité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, selon des dispositions de la Loi des Cités et Villes, au lieu ordinaire où le Conseil municipal tient ses séances; soit la Salle de l'Hôtel de Ville de la cité de Rouyn, JEUDI, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1966, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire aux taxes et redevances municipales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

City of Rouyn

Public notice is hereby given by Téléphore Moreau, secretary-treasurer of the city of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, that the properties hereinafter described will be sold by public auction in the sitting-room of the Council of the said city of Rouyn, at the City of Rouyn, THURSDAY, the EIGHTH day of SEPTEMBER 1966, at TWO o'clock in the afternoon for the payment of taxes and municipal dues, school, and other taxes with interests as mentioned in the herein under statement, and costs which shall subsequently be incurred unless said taxes, interests and costs shall be paid before the said sale.

Nom sur le rôle de perception Name on the assessment roll	Numéro de cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Racine, Robert	Lot 26-A-2 Rang VII Sud, (Chemin Landing) Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 26-A-2 Range VII South, (Landing Road) Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.	\$265.84	\$242.97	\$508.81
Latreille, Rodolphe	Lot 338 bloc 202, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 338 block 202, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.	348.19	307.53	655.72
Rivard, Léo	Lot 92 bloc 200, Canton Rouyn, (vacant).— Lot 92 block 200, Township of Rouyn, (vacant).	93.67	38.93	132.60
White, Mme -Mrs. Adèle Forsell (Brock, Mme-Mrs. James G.)	Lot 347 bloc 41, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 347 block 41, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.	212.08	63.63	275.71
Bossé, Lionel	Lot 117 bloc 125, Canton Rouyn, (vacant).— Lot 117 block 125, Township of Rouyn, (vacant).	37.11	14.46	51.57
Bossé, Lionel	Lot 141 bloc 125, Canton Rouyn, (vacant).— Lot 141 block 125, Township of Rouyn, (vacant).	29.58	21.88	51.46
Lemay, Homer	Lot 1131 bloc 41, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 1131 block 41, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.	521.55	517.77	1\$039.32

Donné à Rouyn, ce 29e jour de juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

16127-31-2-o

TÉLESPHORE MOREAU.

Given at Rouyn, this 29th day of July 1966

TÉLESPHORE MOREAU,

16127-31-2-o

Secretary-Treasurer.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le quatre août 1966, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger *sine die*.

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le quatre août 1966.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,
GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec had been convoked, in view of the dispatch of business, for the fourth day of August, 1966 but that for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of said Province, deemed it advisable to prorogue the said Legislature *sine die*.

THEREFORE, We now inform you that you are not longer required to meet on the fourth day of August 1966.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le trois août, l'an de grâce mil neuf cent soixante-six et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé de la
chancellerie à Québec,*
JEAN SENÉCAL.

16167-A-o

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given in Our Government House, at Quebec, this third day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteen year of Our Reign.

By command,

JEAN SENÉCAL,
*Clerk associate of the
Crown in Chancery, Quebec.*

16167-A-o

INDEX No 31

ARRÊTÉS en Conseil

- 1173 — Certaines concessions fiscales aux Commissaires généraux étrangers, les membres de leur personnel, les fonctionnaires du Bureau International des expositions et l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal 1967. 4215
- 1173 — Certain fiscal concessions to foreign Commissioners-General, members of their staff, officials of the Bureau of International Exhibitions and the Canadian Universal and International Exhibition, Montreal 1967. 4215
- 1174 — Certaines concessions fiscales aux représentants non canadiens auprès de l'Aviation Civile Internationale. 4217
- 1174 — Certain fiscal concessions to non-Canadian representatives to the International Civil Aviation Organization. 4217

AVIS

- Rosenzweig, Chaskiel (Charles) (*Nom - Name ch.*) 4234
- Theodoratos, Dionysios (*Requête - Petition*) 4235

CAISSES *SAVINGS* d'épargne et de crédit *and credit unions*

- Caisse Populaire de St. Pie X (St-Martin) (La) (*Ext. terr.*) 4235

COMPAGNIES *COMPANIES* Avis relatifs *Notice relative* à la loi des *to the Act of*

Chartes — *Charters —* Abandon de *Surrender of*

- Auto Battery Commercial Ltd. 4236
- Classic Curtain Sales Corporation 4235
- Corporation d'Utilités Modeck (La) 4235
- L.N. Textile Agencies Inc. 4236
- Modeck Utilities Corp. 4235
- Promulga Ltée 4236
- Shawville Creamery Limited 4235
- Varin Construction (Limitée) 4236

Divers *Miscellaneous*

- Excelsior Ladder Limited (*Dir.*) 4236

Lettres patentes *Letters Patent*

- Adele Lingerie Mfg. Limited 4194
- Advertising Montreal '67 Ltd. 4207
- Alpha Personnel Ltd. 4194
- Aqua Holdings Corporation 4195
- Beauty Seal Quebec Inc. 4195
- Béliveau (J. A.) limitée 4195
- Bonbons Do Ré Mi inc. 4196
- Boulangerie Rock Island inc. 4196
- Bourbonnière Service Station Ltd. 4196
- Burton Fitch & Company Inc. 4197
- Camionneurs indépendants de Lotbinière inc. (Les) 4197
- Celebrities Room Inc. 4197
- Charbonnerie St-Laurent inc. 4198
- Club La Ruche inc. 4198
- Comité de bienfaisance de St-Georges-de-Malbaie 4198

ORDERS in Council

NOTICES

- Compagnie de bois Price limitée (La) 4206
- Côté (René) fourrures inc. 4199
- Desco Automotive Inc. 4199
- Do Ré Mi Candy Inc. 4196
- Edeco Construction Co. Ltd. 4199
- Esa Films Ltd. 4200
- Garber (H. L.) & Associates Inc. 4200
- Gould's Packaging Industries Ltd. 4200
- Guy Barber Shop Inc. 4201
- Hôtel Continental (Val d'Or) ltée 4201
- Industries Dorion inc. (Les) 4201
- Irving of Montreal Ltd. 4202
- King Optical Quebec Inc. 4202
- Kiwanis Club of Lakeshore Montreal Inc. 4202
- Kyle (C. J.) Ltd. 4203
- Barrière Fish & Game Club (1965) Inc. (La) 4203
- Lallemend (Fred A.) construction ltée
- Ligue Régionale de balle molle Sénior de la Rive Sud inc. 4204
- Loiselle (Jean) inc. 4204
- Loisirs de Natashquan inc. 4204
- Prêt d'honneur de Saint-Hyacinthe inc. (Le) 4205
- M-Four Corp. 4205
- McDuff (Donald) inc. 4205
- Parc industriel de l'Ouest inc. 4211
- Parkway Papers Inc. 4206
- Plan d'Accommodation Salaberry inc. 4206
- Price Lumber Company Limited 4206
- Publicité Montréal '67 ltée 4207
- Restaurant Croissant inc. 4207
- Rock Island Bakery Inc. 4196
- Rodrigue (Eugène) construction inc. 4207
- Rudney Investment Corp. 4208
- Ste-Foy Snack Bar inc. 4208
- St. Lawrence Fuel Inc. 4198
- Salon de barbier Guy inc. 4201
- Service de pneus Tremblay inc. 4208
- Service des loisirs St-Yves de Duvernay 4209
- Société de gestion Valade, ltée 4209

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)
Sonavision Inc.	4210
South Shore Colts.	4210
Station de service Bourbonnière ltée.	4196
Vic mobiliers de magasin inc.	4210
Vic Store Fixtures Inc.	4210
Western Industrial Park Inc.	4211

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Alimentation Canadiana ltée.	4211
Bérubé & Nadeau inc.	4211
Canadiana Foods Ltd.	4211
Carrières Montmagny, inc.	4212
Centre Marie-Vincent.	4212
Centre sportif Le Bucheron inc.	4212
Compagnie Pfizer ltée (La)	4215
Couillard Entreprises (Division mari- time) inc.	4212
Dyson & Armstrong Limited.	4212
Editions Joliette limitée.	4213
Entreprises Lechasseur, limitée (Les)	4213
Entreprises Rebel ltée (Les)	4213
Gomberg (Louis M.) Inc.	4213
Goodman (M.) & Co. Inc.	4213
Immeubles Deschênes ltée.	4214
Investment Bond & Share Corporation	4214
Maisonnette Mortgage & Loan Corp.	4214
Marketing Design Limited.	4214
Midland Fashions Inc.	4214
Pfizer Company Ltd.	4215
Philip's Dress Co. Ltd.	4215
Snyder Automobiles (Leasing) Ltd.	4215

Sièges sociaux	Head Offices
Berdesmol Ltée.	4237
Canuck Pottery (Quebec) Limited.	4237
Clarinch Company Ltd.	4237
Edeo Holdings Ltd.	4237
Entreprises C.V. Inc. (Les)	4237
Entreprises Veilleux Inc. (Les)	4238
Rock Forest Shopping Centre, Inc.	4238
Roy & Pratte Inc.	4238
Vachon Corporation Ltd.	4238
Vachon corporation Ltée.	4238
Veilleux Entreprises Inc.	4238
Western Girl Temporary (Montreal) Limited.	4238

LIQUIDATION avis de	WINDING up Notice
Choice Furniture Distributors Inc.	4239
Distributeurs d'ameublements de choix inc.	4239

MINISTÈRES Affaires municipales	DEPARTMENTAL Municipal Affairs
Pierrefonds, cité-city (L.P.)	4239
Agriculture et Colonisation	Agriculture and Colonization
Producteurs de Sucre d'Érable de Qué- bec (Les)	4240

Éducation	Education
Municipalité scolaire de: School Municipality of:	
Carignan (Dem.- Appl.)	4240
Honfleur (Dem.- Appl.)	4241
La Minerve Diss. (Dem.- Appl.)	4240
Leneuf, canton-township (Dem.- Appl.)	4241

Québec-Ouest - West, ville - town (Dem. Appl.)	4241
St-Flavien, par. (Dem.- Appl.)	4241
St-Paul-l'Ermite, (Acc.- Grant.)	4241

Industrie et Commerce	Industry and Commerce
Avis de pêche aux coques.	4242
Shell fishing notices.	4242

Richesses naturelles	Natural Resources
Avis de révocation de droits de mine.	4243
Notice of revocation of mining rights	4243
Révocation de droits de mine.	4243
Revocation of mining concession.	4243

Travail	Labour
Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:	
Alimentation au détail, Coaticook (Avis (Prél.)	4218
Alimentation au détail, Saint-Hyacinthe	4231
Boîtes de carton ondulé, Province (Mod.)	4222
Coiffeurs, Valleyfield (Prél.)	4233
Corrugated paper boxes, Province (Amend.)	4222
Food, retail, Coaticook (Notice)	4218
Food, retail, Saint-Hyacinthe (Lery)	4231
Hairdressers, Valleyfield (Lery)	4233
Imprimerie, Montréal (Mod.)	4230
Printing, Montreal (Amend.)	4230

PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
Érection de certains cantons de la pro- vince.	4245
Erection of certain townships.	4245
Prorogation de la Législature.	4271
Prorogation of the Legislature.	4271

RÉGIE des marchés agricoles du Québec	QUEBEC Agricultural Marketing Board
Saguenay-Lac Saint-Jean (Bleuets) (Règl.)	4246
Saguenay-Lake St. John (Blueberries) (By-laws)	4246

SOUMISSIONS	TENDERS
Boucherville, ville - town.	4251
Chicoutimi-Nord, cité.	4252
Chicoutimi-North, city.	4252
Laval-des-Rapides, c.s.- s.c.	4253
Montmagny, cité - city.	4247
Neufchâtel, c.s.- s.c.	4250
Waterville, ville - town.	4248

SYNDICATS professionnels	SYNDICATES Professional
Association des employés de Dupuis transport inc. (Const.- Inc.)	4255
Société des auteurs et compositeurs Nom - Name ch.)	4255

VENTES SHÉRIFS	SALES SHERIFFS
Beauce	Beauce
Niagara Finance Co. Ltd. vs Leblanc.	4255

Chicoutimi	Chicoutimi
Compagnie Trust Royal vs Audet.	4256
Royal Trust Company vs Audet.	4256

Drummond	Drummond	Québec	Quebec
Plourde <i>vs</i> St-François	4256	Alliance Finance Corporation <i>vs</i> Bélanger	4263
Hauterive	Hauterive	Société de Prêts et Placements de Québec (La) <i>vs</i> Beaumont	4264
General Trust of Canada <i>et al vs</i> Thériault	4257	Société de Prêts et Placements de Québec (La) <i>vs</i> Beaumont	4265
Trust Général du Canada <i>et al vs</i> Thériault	4257	Villeneuve <i>vs</i> Cook Construction Ltée	4266
Joliette	Joliette	Richelieu	Richelieu
Compagnie d'Électricité Shawinigan (La) <i>vs</i> Geoffroy	4257	Industrial Life Insurance Company (The) <i>vs</i> Bellerose	4267
Mégantic	Mégantic	L'Industrielle Co. d'Assurance sur la vie <i>vs</i> Bellerose	4267
Boissonneault <i>vs</i> Gauvin	4257	Rimouski	Rimouski
Montmagny	Montmagny	Coopérative Fédérée de Québec (La) <i>vs</i> Lord	4267
Niagara Finance Company Ltd. <i>vs</i> Blais	4260	Roberval	Roberval
Montréal	Montreal	Central Mortgage and Housing Corporation <i>vs</i> Castonguay	4269
Crescent Finance Corporation Ltd. <i>vs</i> Soulières	4260	Compagnie Trust Royal <i>vs</i> Ouellet	4268
Dupuy & Frères Inc. <i>vs</i> Héritiers - Heirs Georges Henri Parent	4261	Royal Trust Company <i>vs</i> Ouellet	4268
Riviera Land Development Ltd. <i>vs</i> Biberfeld <i>et al</i>	4261	Société Centrale d'Hypothèques et de Logement <i>vs</i> Castonguay	4269
Royal Trust Company (The) <i>et al vs</i> Bugaud <i>et al</i>	4262	Terrebonne	Terrebonne
Seiber Acceptance <i>et al vs</i> Best Value Investments Ltd.	4263	L'Espérance (François) Inc. <i>vs</i> Larivière	4269
		Smart Shop Ltd. <i>vs</i> Ares	4269
		Taxes	Taxes
		Rouyn, cité - city	4270